VOLUME 2

COMPTES PUBLICS 2015 2016

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU : FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière
terminée le 31 mars 2016

Québec

COMPTES PUBLICS 2015-2016

VOLUME 2

RENSEIGNEMENTS FINANCIERS SUR LE FONDS CONSOLIDÉ DU REVENU :

FONDS GÉNÉRAL ET FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016

Publiés conformément aux dispositions de l'article 86
de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001)

Finances Québec

Comptes publics 2015-2016 – Volume 2

Dépôt légal — Bibliothèque et Archives nationales du Québec
Octobre 2016

ISSN 0706-2869 (Imprimé)
ISSN 1925-1815 (PDF)
© Gouvernement du Québec, 2016

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS 7

DÉFINITIONS 10

PARTIE A : FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS 19

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS 21

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES 29

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 30

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS 32

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 40

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES 42

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES 44

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES 45

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE 49

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE 61

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE 73

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION 89

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE 101

CONSEIL EXÉCUTIF 117

CULTURE ET COMMUNICATIONS 133

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques 145

Économie, Innovation et Exportations 157

Éducation, Enseignement supérieur et Recherche 169

Énergie et Ressources naturelles 189

Famille 199

Finances 211

Forêts, Faune et Parcs 227

Immigration, Diversité et Inclusion 239

Justice 249

Relations internationales et Francophonie 267

Revenu 277

Santé et Services sociaux 279

Sécurité publique 295

Tourisme 307

Transports 315

Travail, Emploi et Solidarité sociale 327

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Revenus des comptes à fin déterminée 343

Dépenses par missions pour les comptes à fin déterminée 346

Dépenses par supercatégories pour les comptes à fin déterminée 352

PARTIE B : FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées 363

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

Affaires municipales et Occupation du territoire

Fonds de développement des territoires 368

Conseil du trésor et Administration gouvernementale

Fonds relatif à certains sinistres 370

Culture et Communications

Fonds Avenir Mécénat Culture 372

Fonds du patrimoine culturel québécois 373

Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques

Fonds vert 376

Économie, Innovation et Exportations

Capital Mines Hydrocarbures 378

Fonds du développement économique 379

Éducation, Enseignement supérieur et Recherche

Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique 382

Fonds pour l'excellence et la performance universitaires 383

Énergie et Ressources naturelles

Fonds des ressources naturelles 386

Fonds d'information sur le territoire 387

Famille

Fonds de soutien aux proches aidants 390

Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance 391

Fonds pour le développement des jeunes enfants 392

Finances

Fonds de financement 394

Fonds des générations 395

Fonds du Bureau de décision et de révision 396

Fonds du centre financier de Montréal 397
Fonds du Plan Nord 398
Fonds relatif à l'administration fiscale 399

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier 402

JUSTICE

Fonds Accès Justice 404
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels 405
Fonds des registres du ministère de la Justice 406
Fonds du Tribunal administratif du Québec 407

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux 410
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux 411
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie 412

SÉCURITÉ PUBLIQUE

Fonds des services de police 414

TOURISME

Fonds de partenariat touristique 416

TRANSPORTS

Fonds aérien 418
Fonds de gestion de l'équipement roulant 419
Fonds de la sécurité routière 420
Fonds des réseaux de transport terrestre 421

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

Fonds d'aide à l'action communautaire autonome 424
Fonds de développement du marché du travail 425
Fonds de la Commission des lésions professionnelles 426
Fonds de la Commission des relations du travail 427
Fonds des biens et des services 428
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale 429
Fonds du Tribunal administratif du travail 430
Fonds québécois d'initiatives sociales 431

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX 436

AVANT-PROPOS

Les comptes publics de l'année financière terminée le 31 mars 2016 ont été préparés par le Contrôleur des finances pour le ministre des Finances selon les dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001). Ils sont publiés en deux volumes.

Volume 1 – États financiers consolidés du gouvernement du Québec

Le volume 1 présente les états financiers consolidés du gouvernement du Québec ainsi qu'une analyse financière qui facilite la compréhension des opérations réalisées au cours de l'année financière 2015-2016.

Volume 2 – Renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu : fonds général et fonds spéciaux

Le volume 2 présente des renseignements financiers portant sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Contenu du volume 2

Partie A : Fonds général

Cette partie rend compte des opérations des entités dont les revenus sont versés au fonds général ou au Fonds des services de santé, ou dont le fonctionnement est tributaire d'allocations du Parlement du Québec. Ces entités sont :

- l'Assemblée nationale;
- les personnes désignées par l'Assemblée nationale;
- les ministères et les organismes budgétaires de l'administration gouvernementale.

Cette partie rend également compte des revenus du fonds général liés à l'application ou à l'exécution de toute loi dont la responsabilité est confiée au ministre du Revenu[1]; l'administration de ces revenus est assurée par l'Agence du revenu du Québec.

L'information est présentée par portefeuilles, lequel terme évoque soit l'Assemblée nationale, soit les personnes qu'elle désigne, soit un ensemble de programmes sous la responsabilité d'un ministre, soit les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec (sous l'appellation «Revenu»).

La comparaison des dépenses et autres coûts avec les crédits autorisés est conforme à la présentation du budget de dépenses.

[1] Le ministre des Finances exerce également les fonctions du ministre du Revenu.

AVANT-PROPOS (suite)

Le fonds général rend compte de ses opérations financières selon les conventions adoptées par le Conseil du trésor. Celles-ci sont décrites à la note 1 des états financiers consolidés du gouvernement.

Pour les besoins du présent volume, les revenus administrés par l'Agence du revenu du Québec sont réduits des créances douteuses afférentes, conformément à l'article 69 de la Loi sur l'Agence du revenu du Québec (RLRQ, chapitre A-7.003). De plus, les revenus de l'impôt sur le revenus et les biens sont réduits des crédits d'impôt remboursables prévus à la Loi sur les impôts (RLRQ, chapitre I-3), ces crédits étant au sens de la Loi soit un acompte sur l'impôt à payer, soit une somme payée en trop de l'impôt à payer.

Certaines données de 2014-2015 ont été retraitées afin de tenir compte de modifications comptables ou ont été reclassées pour les rendre conformes à la structure des portefeuilles et des programmes du *Budget de dépenses 2015-2016*. Cette structure reflète la structure de programmes qui découle de la composition du Conseil des ministres annoncée le 27 février 2015. Les principales modifications apportées aux structures de programmes sont présentées aux pages 9, 10 et 11 du *Budget de dépenses 2015-2016 — Crédits des ministères et organismes*.

La partie A se divise en quatre sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des autres coûts des ministères et des organismes budgétaires sur les crédits autorisés par le Parlement.

La deuxième section présente des informations sommaires, pour l'ensemble des portefeuilles, sur les revenus et les dépenses.

La troisième section présente, pour chacun des portefeuilles, le détail des revenus, les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts.

On y retrouve plus particulièrement :

- les revenus présentés par catégories, sous-catégories et sous-sous-catégories;
- les crédits autorisés, les dépenses et les autres coûts, présentés par programmes, éléments et supercatégories;
- l'évolution des crédits initiaux par programmes;
- les transferts présentés par objets d'aide et par genres de bénéficiaires;
- les transferts et les affectations à un fonds spécial, présentés par catégories.

La quatrième section présente un sommaire des opérations effectuées dans les comptes à fin déterminée administrés par l'Assemblée nationale, les ministères et les organismes budgétaires.

Les comptes à fin déterminée sont un mécanisme de gestion financière, prévu aux articles 6 et 7 de la Loi sur l'administration financière, qui permet de comptabiliser dans un compte distinct des sommes, reçues d'un tiers et versées au fonds général, dont l'octroi est conditionnel à leur utilisation pour le financement d'une activité particulière prévue dans un contrat ou une entente. Cette comptabilisation permet à l'entité responsable d'engager des dépenses jusqu'à concurrence de la somme reçue, sans avoir à obtenir ou à utiliser des crédits.

AVANT-PROPOS (suite)

Partie B : Fonds spéciaux

Cette partie rend compte des opérations des fonds spéciaux. Un fonds spécial est un fonds institué par une loi, afin de pourvoir à certains engagements financiers d'un ministre, d'un organisme budgétaire ou d'un organisme autre que budgétaire exerçant une fonction juridictionnelle.

L'information sur chacun des fonds spéciaux est regroupée par ministère responsable. Les données financières des fonds sont comptabilisées conformément à la *Directive sur les conventions comptables du gouvernement* adoptée par le Conseil du trésor.

La partie B se divise en trois sections.

La première section présente, conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière, le rapport de l'excédent des dépenses et des investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées par le Parlement.

La deuxième section présente, pour chacun des fonds spéciaux, des informations sur les revenus, les dépenses et les investissements ainsi que les prévisions pour ces différentes rubriques. Elle inclut également un suivi de l'évolution du surplus ou du déficit cumulé du fonds.

La troisième section présente un sommaire des états financiers des fonds spéciaux et une conciliation de ces renseignements avec l'information sectorielle relative aux fonds spéciaux, présentée à la section 1 du volume 1 des *Comptes publics 2015-2016*.

Arrondissement

Les montants indiqués dans les tableaux ont été arrondis au millier de dollars. En raison de ces arrondissements, l'addition des montants présentés peut ne pas correspondre au total indiqué.

Autres renseignements

Les renseignements concernant la rémunération, les fournisseurs de biens et de services, ainsi que les bénéficiaires de transferts et d'affectations à un fonds spécial sont disponibles pour consultation sur le site Web du ministère des Finances (www.finances.gouv.qc.ca).

DÉFINITIONS

CRÉDITS

◊ *Crédits autorisés*

Les crédits autorisés regroupent les crédits votés et les crédits permanents. Ils permettent aux ministères et organismes budgétaires d'effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements et des avances, ainsi qu'à assumer d'autres coûts.

◊ *Crédits permanents*

Les crédits permanents correspondent aux crédits déjà autorisés, par une loi particulière, que le Parlement n'a pas à voter annuellement. De façon générale, chacune de ces lois précise que les sommes nécessaires pour les activités visées par ces lois sont payées à même le fonds général du fonds consolidé du revenu. Pour ces crédits, les montants annuels autorisés correspondent à ceux prévus au budget de dépenses de l'année et majorés, s'il y a lieu, pour couvrir des dépenses et d'autres coûts excédentaires.

◊ *Crédits votés*

Les crédits votés représentent les crédits de l'année financière autorisés par les lois annuelles sur les crédits adoptées par le Parlement. Ils correspondent à la portion des dépenses et des investissements prévus pour un exercice financier et qui ne sont pas pourvus par des lois déjà votées.

SUPERCATÉGORIES [1]

◊ *Rémunération*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires pour la rémunération normale, les heures supplémentaires et certaines autres indemnités versées directement par le gouvernement aux employés permanents, occasionnels et à temps partiel, incluant les étudiants et les saisonniers. Elle comprend également les traitements et les indemnités encourus envers les membres de l'Assemblée nationale, toute personne nommée ou désignée par cette dernière pour exercer une fonction en relevant, le personnel qu'elle dirige, les juges ainsi que les membres de la Sûreté du Québec. Finalement, elle comprend tous les avantages sociaux fournis aux employés ainsi que les autres contributions du gouvernement à titre d'employeur.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Fonctionnement*

Cette supercatégorie comprend les dépenses encourues dans le cadre de la réalisation des programmes des ministères et des organismes budgétaires, à l'exclusion des dépenses de rémunération, de transfert, d'affectation à un fonds spécial, des créances douteuses et autres provisions ainsi que du service de la dette. Elle inclut, notamment, le coût estimatif lié à la réévaluation et aux nouvelles obligations du gouvernement relatives à la réhabilitation de terrains contaminés, de même que l'amortissement des immobilisations.

◊ *Créances douteuses et autres provisions*

Cette supercatégorie comprend les dépenses découlant des variations de la provision pour créances douteuses, de la provision pour pertes sur les interventions financières garanties par le gouvernement et de la provision pour moins-values sur les prêts, les placements et les avances.

◊ *Transfert*

Cette supercatégorie comprend les dépenses effectuées dans le but de fournir aux bénéficiaires un soutien financier sous différentes formes. Ces dépenses ne constituent pour le gouvernement ni des acquisitions directes de biens et de services, ni des sommes accordées en vue d'obtenir un rendement, comme ce serait le cas s'il s'agissait d'un placement, ni des sommes pour lesquelles il s'attend à obtenir un remboursement ultérieurement comme dans le cas des prêts.

◊ *Affectation à un fonds spécial*

Cette supercatégorie comprend les sommes allouées pour être virées à un fonds spécial par un ministère ou un organisme budgétaire en application d'une disposition législative à cet effet. Ces sommes peuvent, notamment, pourvoir aux dépenses de rémunération et de fonctionnement, ainsi qu'au coût de service de la dette d'un fonds spécial.

◊ *Service de la dette*

Cette supercatégorie comprend les intérêts du service de la dette directe, l'amortissement des escomptes et primes, l'amortissement des frais reportés et des gains et pertes de change non réalisés, les dépenses de change et d'autres frais associés à la gestion de la dette. Elle comprend également les intérêts sur le compte des régimes de retraite, les intérêts au titre du régime de rentes de survivants et les intérêts au titre des congés de maladie accumulés. De plus, elle comporte les intérêts relatifs aux ententes de partenariat public-privé signées par les ministères et les organismes budgétaires.

◊ *Immobilisations*

Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements. Elle comprend les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, y compris celles relatives aux ententes de partenariat public-privé. Elle comprend également les sommes relatives aux supercatégories « Rémunération », « Fonctionnement » et « Service de la dette », lorsqu'elles sont encourues pour la réalisation d'immobilisations.

DÉFINITIONS (suite)

◊ *Prêts, placements, avances et autres*
Cette supercatégorie est incluse au budget d'investissements des entités du fonds général. Elle comprend les apports de capitaux et les avances consenties aux organismes et aux entreprises du gouvernement, l'acquisition d'actions ou d'obligations d'entreprises du gouvernement ou autres, de même que les prêts consentis à des municipalités, à des organismes à but non lucratif ou à des personnes physiques ou morales du secteur privé. Les avances pour l'établissement ou le fonctionnement de fonds locaux et celles accordées aux employés du gouvernement sont également incluses dans cette supercatégorie de même que les taxes de vente payées ou à payer (TVQ, TPS/TVH) et comptabilisées lors de l'acquisition de biens et de services, de l'inscription de stocks et de paiements pour les frais payés d'avance. Elle comprend également, s'il y a lieu, des engagements concernant des années antérieures qui sont portés à la dette nette.

CATÉGORIES [1]

Les **catégories** « Rémunération », « Fonctionnement », « Service de la dette », « Créances douteuses et autres provisions », « Immobilisations » et « Prêts, placements, avances et autres » sont les seules composantes des supercatégories du même nom dont la définition s'applique à la catégorie correspondante.

Les supercatégories « Transfert » et « Affectation à un fonds spécial » se subdivisent selon les catégories suivantes.

◊ Transfert — *Rémunération* qui comprend les transferts pour la rémunération du personnel d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux. Cette catégorie comprend également la rémunération des professionnels de la santé.

◊ Transfert — *Fonctionnement* qui comprend les transferts pour le fonctionnement, autre que pour la rémunération, d'organismes du gouvernement, incluant des organismes des réseaux de l'éducation et de la santé et des services sociaux.

◊ Transfert — *Capital* qui comprend les transferts pour l'acquisition d'immobilisations subventionnées, incluant le remboursement du principal des emprunts contractés pour des immobilisations.

◊ Transfert — *Intérêt* qui comprend les transferts pour le paiement des intérêts sur des emprunts contractés pour des immobilisations, lorsque le service de la dette d'un organisme, d'une institution ou d'un établissement bénéficiaire, est assumé en tout ou en partie par le gouvernement.

---

[1] SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR, *Recueil des politiques de gestion*, « Directive concernant la classification des dépenses et des déboursés », volume 9, chapitre 2.

DÉFINITIONS (suite)

- Transfert — *Support* qui comprend les transferts destinés à fournir aux bénéficiaires, un soutien financier pour des fins autres que celles mentionnées aux catégories « Transfert — Rémunération », « Transfert — Fonctionnement », « Transfert — Capital » et « Transfert — Intérêt ».

- Affectation à un fonds spécial — *Rémunération* qui comprend les affectations pour la rémunération du personnel imputées sur un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial — *Fonctionnement* qui comprend les affectations pour le fonctionnement, autre que la rémunération, d'un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial — *Capital* qui comprend les affectations pour l'amortissement d'une immobilisation comptabilisée dans un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial — *Intérêt* qui comprend les affectations pour les intérêts et autres frais inhérents à une dette comptabilisée dans un fonds spécial.

- Affectation à un fonds spécial — *Support* qui comprend les affectations destinées à fournir, aux bénéficiaires d'un programme géré au moyen d'un fonds spécial, un soutien financier sous différentes formes, mais ne constituant pas pour le gouvernement une acquisition directe de biens ou de services, un prêt ou un placement.

INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX

Les investissements des fonds spéciaux désignent les sommes encourues pour l'acquisition, la construction, le développement et l'amélioration d'immobilisations, incluant celles des ressources informationnelles.

FONDS GÉNÉRAL

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES AUTRES COÛTS SUR LES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2016

Le Parlement autorise le gouvernement, par l'adoption annuelle de lois sur les crédits, lesquelles donnent lieu à des crédits votés, et par l'adoption de dispositions dans d'autres lois, lesquelles donnent lieu à des crédits permanents, à effectuer à même le fonds général, des dépenses, des acquisitions d'immobilisations, des prêts, des placements, des avances ainsi qu'à assumer d'autres coûts. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, des crédits peuvent être constitués par l'autorisation de mandats spéciaux en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).

Chacun des programmes de l'Assemblée nationale, des Personnes désignées par l'Assemblée nationale et des autres portefeuilles est constitué de crédits votés, de crédits permanents ou des deux. L'autorisation d'effectuer des dépenses sur des crédits permanents n'est pas limitative à la somme prévue au budget de dépenses. Les soldes inutilisés des crédits votés à la fin de l'année financière deviennent périmés, sauf si leur report est autorisé par le gouvernement en vertu de l'article 45 de la Loi sur l'administration publique. L'excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés doit être porté aux comptes de l'année et assumé à même les crédits de l'année financière suivante. Un tel excédent, s'il se produit, doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

L'état de l'emploi des crédits de l'année financière terminée le 31 mars 2016 démontre qu'aucun excédent des dépenses et des autres coûts sur les crédits votés de cette année financière n'a été constaté. Les crédits votés étaient suffisants pour l'imputation de toutes les dépenses et les autres coûts réalisés.

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 19 octobre 2016

ÉTAT DE L'EMPLOI DES CRÉDITS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS (tableau 1)	-	CRÉDITS UTILISÉS (tableau 2)	-	AUTRES DÉCISIONS LIÉES À L'ENGAGEMENT DES CRÉDITS			=	EXCÉDENTS
					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés		
Assemblée nationale	131 868		129 997				1 871		
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	100 220		89 258				10 961		
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 751 638		1 725 404		76		26 158		
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	898 893		855 831				43 062		
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 890 072		857 852		2 500		1 029 720		
Conseil exécutif	402 414		383 681		7 267		11 466		
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	672 977		670 594				2 383		
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	184 301		159 244		1 699		23 358		
Économie, Innovation et Exportations	591 281		445 549		10 699		135 033		
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	17 184 837		16 859 571		4 502		320 765		
Énergie et Ressources naturelles	78 628		68 105		2 122		8 401		
Famille	2 570 794		2 564 424				6 370		
Finances (excluant le service de la dette)	146 342		126 615		12 180		7 547		
Forêts, Faune et Parcs	474 756		434 515		2 900		37 342		
Immigration, Diversité et Inclusion	168 424		152 169		583		15 671		
Justice	900 737		893 039		265		7 433		
Relations internationales et Francophonie	140 481		127 148		200		13 133		
Santé et Services sociaux	32 981 835		32 736 527		28 975		216 333		
Sécurité publique	1 372 532		1 304 786		3 500		64 246		
Tourisme	123 488		122 488		1 000				
Transports	684 873		672 931				11 942		
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 380 900		4 378 078		33		2 789		
	67 832 291		65 757 805		78 501	-	1 995 985		-
Culture et Communications (service de la dette)	3 634		3 634						
Finances (service de la dette)	8 353 000		7 983 691				369 309		
Total	**76 188 925**		**73 745 130**		**78 501**	**-**	**2 365 294**		**-**
Votés	50 870 634		49 035 982		78 501		1 756 151		
Permanents	25 318 291		24 709 148				609 143		
Total	**76 188 925**		**73 745 130**		**78 501**	**-**	**2 365 294**		**-**
Dépenses	75 003 449		73 501 172		78 501		1 423 776		
Prêts, placements, avances et autres	841 965		76 289				765 676		
Immobilisations	343 511		167 670				175 841		
Total	**76 188 925**		**73 745 130**		**78 501**	**-**	**2 365 294**		**-**

TABLEAU 1 : CRÉDITS AUTORISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS INITIAUX (tableau 1.1)	+	CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES (tableau 1.2)	+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	TOTAL
Assemblée nationale	130 368		1 500						131 868
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	96 193		(2)				4 028		100 220
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 749 636		1 909		93				1 751 638
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 438		9 333		(54)		177		898 893
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 937 295				(48 302)		1 079		1 890 072
Conseil exécutif	404 731				(3 658)		1 341		402 414
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	669 069				3 908				672 977
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	179 454		4 763		74		10		184 301
Économie, Innovation et Exportations	591 255				25		1		591 281
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	17 065 738				78 258		40 841		17 184 837
Énergie et Ressources naturelles	78 548		19				61		78 628
Famille	2 525 219		14 500		30 914		161		2 570 794
Finances (excluant le service de la dette)	148 324				(35 983)		34 001		146 342
Forêts, Faune et Parcs	460 705		10 577		(67)		3 541		474 756
Immigration, Diversité et Inclusion	293 210		44 921		(169 708)				168 424
Justice	890 255		1 194		3 964		5 324		900 737
Relations internationales et Francophonie	102 824		33 189		3 989		479		140 481
Santé et Services sociaux	32 854 566				12 563		114 707		32 981 835
Sécurité publique	1 340 910		3 403		28 218				1 372 532
Tourisme	123 488								123 488
Transports	685 703				(830)				684 873
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 270 755		7 250		96 679		6 217		4 380 900
	67 487 683		132 558		83		211 967		67 832 291
Culture et Communications (service de la dette)	3 717				(83)				3 634
Finances (service de la dette)	8 353 000								8 353 000
Total	**75 844 400**		**132 558**		**-**		**211 967**		**76 188 925**
Votés	50 790 351		80 283						50 870 634
Permanents	25 054 050		52 274				211 967		25 318 291
Total	**75 844 400**		**132 558**		**-**		**211 967**		**76 188 925**
Dépenses	74 663 902		99 287		28 293		211 967		75 003 449
Prêts, placements, avances et autres	843 686				(1 722)				841 965
Immobilisations	336 812		33 271		(26 572)				343 511
Total	**75 844 400**		**132 558**		**-**		**211 967**		**76 188 925**

TABLEAU 1.1 : CRÉDITS INITIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	VOTÉS [1]	+	PERMANENTS [1]	+	VOTÉS AU COURS D'ANNÉES ANTÉRIEURES		=	TOTAL
					Reports	Votés pour une période de plus d'un an [1]		
Assemblée nationale			130 368					130 368
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	48 995		47 198					96 193
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 749 626		10					1 749 636
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	889 429		10					889 438
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 482 106		455 189					1 937 295
Conseil exécutif	403 636		1 096					404 731
Culture et Communications (excluant le service de la dette)	669 060		10					669 069
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	179 419		35					179 454
Économie, Innovation et Exportations	591 236		19					591 255
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	15 821 688		1 244 049					17 065 738
Énergie et Ressources naturelles	78 529		19					78 548
Famille	2 294 110		210			230 900		2 525 219
Finances (excluant le service de la dette)	142 222		6 102					148 324
Forêts, Faune et Parcs	435 601		25 105					460 705
Immigration, Diversité et Inclusion	293 201		10					293 210
Justice	668 288		221 966					890 255
Relations internationales et Francophonie	102 714		110					102 824
Santé et Services sociaux	18 311 348		14 543 218 [2]					32 854 566
Sécurité publique	1 313 171		27 739					1 340 910
Tourisme	123 478		10					123 488
Transports	685 634		69					685 703
Travail, Emploi et Solidarité sociale	4 265 244		5 510					4 270 755
	50 548 734		16 708 050		-	230 900		67 487 683
Culture et Communications (service de la dette)	3 717							3 717
Finances (service de la dette)	7 000		8 346 000					8 353 000
Total	**50 559 451** [3]		**25 054 050**		**-**	**230 900**		**75 844 400**
Dépenses	49 391 419		25 041 583			230 900		74 663 902
Prêts, placements, avances et autres	843 586		100					843 686
Immobilisations	324 445		12 367					336 812
Total	**50 559 451**		**25 054 050**		**-**	**230 900**		**75 844 400**

(1) Ces crédits apparaissent au Budget de dépenses 2015-2016.

(2) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 7 038 000 k$ sur la base des prévisions de cotisations au Fonds des services de santé.

(3) Les crédits votés ont été autorisés par les lois suivantes :

Loi n°1 sur les crédits, 2015-2016 (L.Q. 2015, chapitre 5)	15 287 511 k$
Loi n°2 sur les crédits, 2015-2016 (L.Q. 2015, chapitre 10)	35 271 939 k$
	50 559 451 k$

TABLEAU 1.2 : CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	ASSOCIÉS À DES CRÉDITS AU NET +	ASSOCIÉS À DES PRODUITS D'ALIÉNATION +	ALLOUÉS PAR DÉCISIONS [1] =	TOTAL
Assemblée nationale			1 500	1 500
Personnes désignées par l'Assemblée nationale			(2)	(2)
Affaires municipales et Occupation du territoire	1 909			1 909
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	9 313	20		9 333
Conseil du trésor et Administration gouvernementale				
Conseil exécutif				
Culture et Communications (excluant le service de la dette)				
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	4 684	78		4 763
Économie, Innovation et Exportations				
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche				
Énergie et Ressources naturelles	19			19
Famille			14 500	14 500
Finances (excluant le service de la dette)				
Forêts, Faune et Parcs	10 577			10 577
Immigration, Diversité et Inclusion	44 921			44 921
Justice	1 194			1 194
Relations internationales et Francophonie		33 189		33 189
Santé et Services sociaux				
Sécurité publique	417		2 987	3 403
Tourisme				
Transports				
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7 250			7 250
Total	80 285	33 288	18 985	132 558
Votés	80 285		(2)	80 283
Permanents		33 288	18 987	52 274
Total	80 285	33 288	18 985	132 558
Dépenses	80 285	17	18 985	99 287
Prêts, placements, avances et autres				
Immobilisations		33 271		33 271
Total	80 285	33 288	18 985	132 558

(1) Les crédits complémentaires « Alloués par décisions » représentent des crédits autorisés en vertu :
- d'une décision prise par le Bureau de l'Assemblée nationale ou par le gouvernement ;
- de dispositions d'une loi particulière à l'égard de l'utilisation de certains revenus perçus.

TABLEAU 2 : CRÉDITS UTILISÉS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	INVESTISSEMENTS		+ DÉPENSES NÉCESSITANT DES CRÉDITS (1)	= TOTAL
	Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations		
Assemblée nationale	84	5 289	124 624	**129 997**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale		4 025	85 233	**89 258**
Affaires municipales et Occupation du territoire		4 230	1 721 174	**1 725 404**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	1	6 305	849 525	**855 831**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1	1 208	856 644	**857 852**
Conseil exécutif	1	278	383 402	**383 681**
Culture et Communications (excluant le service de la dette)		1 190	669 403	**670 594**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	14	21 568	137 661	**159 244**
Économie, Innovation et Exportations	1	776	444 772	**445 549**
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	74 482	5 190	16 779 899	**16 859 571**
Énergie et Ressources naturelles	1	1 951	66 153	**68 105**
Famille		10 290	2 554 135	**2 564 424**
Finances (excluant le service de la dette)		580	126 035	**126 615**
Forêts, Faune et Parcs	2	6 786	427 727	**434 515**
Immigration, Diversité et Inclusion	82	5 185	146 902	**152 169**
Justice	1	10 164	882 875	**893 039**
Relations internationales et Francophonie	384	31 456	95 309	**127 148**
Santé et Services sociaux	3	1 468	32 735 056	**32 736 527**
Sécurité publique	76	11 259	1 293 450	**1 304 786**
Tourisme			122 488	**122 488**
Transports	1 150	37 790	633 991	**672 931**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	7	682	4 377 389	**4 378 078**
	76 289	167 670	65 513 847	**65 757 805**
Culture et Communications (service de la dette)			3 634	**3 634**
Finances (service de la dette)			7 983 691	**7 983 691**
Total	**76 289**	**167 670**	**73 501 172**	**73 745 130**
Votés	76 205	130 314	48 829 463	**49 035 982**
Permanents	84	37 356	24 671 709	**24 709 148**
Total	**76 289**	**167 670**	**73 501 172**	**73 745 130**

(1) Ces dépenses excluent celles qui ne requièrent pas de crédits (amortissement d'immobilisations, consommation de stocks et de frais payés d'avance), ainsi que les variations à la baisse de provisions et les revenus imputés à l'encontre du service de la dette afférent.

2. INFORMATIONS SOMMAIRES SUR LES REVENUS ET DÉPENSES

SOMMAIRE DES REVENUS ET DES DÉPENSES DES PORTEFEUILLES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS	DÉPENSES
Assemblée nationale	371	130 165
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	771	87 809
Affaires municipales et Occupation du territoire	12 913	1 725 872
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	22 305	866 529
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	1 109	857 738
Conseil exécutif	1 103	384 078
Culture et Communications	3 513	677 938
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	8 673	149 460
Économie, Innovation et Exportations	4 521	420 887
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	171 821	16 777 201
Énergie et Ressources naturelles	27 607	69 912
Famille	17 412	2 565 700
Finances	27 921 035	8 077 499
Forêts, Faune et Parcs	77 956	441 389
Immigration, Diversité et Inclusion	397 601	149 713
Justice	218 855	891 500
Relations internationales et Francophonie	16 749	98 780
Revenu	44 456 862	
Santé et Services sociaux	67 674	32 744 357
Sécurité publique	48 600	1 311 778
Tourisme		122 488
Transports	48 844	657 178
Travail, Emploi et Solidarité sociale	909 618	4 377 691
Total	**74 435 913**	**73 585 663**
Crédits votés utilisés		48 829 463
Crédits permanents utilisés		24 671 709
Total des dépenses nécessitant des crédits		**73 501 172**
Amortissement des immobilisations		146 468
Consommation de frais payés d'avance		25
Consommation de stocks		8 159
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette		(32 719)
Variation à la baisse de provisions		(37 442)
Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits		**84 491**
Total		**73 585 663**

REVENUS DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		IMPÔT SUR LE REVENU ET LES BIENS +	TAXES À LA CONSOMMATION +	DROITS ET PERMIS +
1	49	Assemblée nationale			
2	61	Personnes désignées par l'Assemblée nationale			
3	73	Affaires municipales et Occupation du territoire			4 509
4	89	Agriculture, Pêcheries et Alimentation			15 891
5	101	Conseil du trésor et Administration gouvernementale			
6	117	Conseil exécutif			
7	133	Culture et Communications			
8	145	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques			3 761
9	157	Économie, Innovation et Exportations			2 040
10	169	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche			2
11	189	Énergie et Ressources naturelles			2 580
12	199	Famille			14 954
13	211	Finances	7 053 383		
14	227	Forêts, Faune et Parcs			74 242
15	239	Immigration, Diversité et Inclusion			49 843
16	249	Justice			2 515
17	267	Relations internationales et Francophonie			
18	277	Revenu	25 980 010	17 767 563	69 157
19	279	Santé et Services sociaux			1 943
20	295	Sécurité publique			38 244
21	315	Transports			40 034
22	327	Travail, Emploi et Solidarité sociale			
		Total	**33 033 393**	**17 767 563**	**319 715**

Note : Les informations financières dans ce sommaire excluent les sommes inscrites dans des comptes à fin déterminée (voir le point 4 de la partie A).

(1) Ces revenus représentent la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises, excluant une somme de 98 000 k$ affectée au Fonds des générations. De cette quote-part, des dividendes de 4 530 955 k$ ont été versés au fonds général.

REVENUS DIVERS	+	REVENUS PROVENANT DES ENTREPRISES DU GOUVERNEMENT [1]	=	TOTAL DES REVENUS AUTONOMES	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL DES REVENUS 2016	TOTAL DES REVENUS 2015	
371				371				371	59	1
771				771				771	1 311	2
8 404				12 913				12 913	11 858	3
6 414				22 305				22 305	21 785	4
1 109				1 109				1 109	2 922	5
1 103				1 103				1 103	479	6
3 512				3 513				3 513	2 099	7
4 912				8 673				8 673	8 376	8
2 481				4 521				4 521	3 255	9
31 804				31 806		140 015		171 821	176 619	10
25 028				27 607				27 607	117 624	11
2 459				17 412				17 412	16 728	12
257 016		4 914 970		12 225 369		15 695 666		27 921 035	27 961 643	13
3 714				77 956				77 956	66 728	14
2 699				52 542		345 059		397 601	394 122	15
189 316				191 832		27 023		218 855	218 141	16
16 749				16 749				16 749	193	17
640 132				44 456 862				44 456 862	41 440 762	18
35 915				37 858		29 816		67 674	85 773	19
10 133				48 377		223		48 600	55 930	20
8 809				48 844				48 844	44 134	21
112 280				112 280		797 339		909 618	910 862	22
1 365 131		**4 914 970**		**57 400 771**		**17 035 142**		**74 435 913**	**71 541 402**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		ASSEMBLÉE NATIONALE			
1	52	Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
2	52	Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
3	54	Services statutaires aux parlementaires			
		Total du portefeuille	–	–	–
		PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE			
4	64	Le Protecteur du citoyen			
5	64	Le Vérificateur général			
6	64	Administration du système électoral			
7	66	Le Commissaire au lobbyisme			
8	66	Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
		Total du portefeuille	–	–	–
		AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE			
9	76	Développement des territoires			114 534
10	76	Modernisation des infrastructures municipales			382 917
11	76	Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
12	78	Administration générale			
13	78	Promotion et développement de la région métropolitaine			119 558
14	78	Commission municipale du Québec			
15	80	Habitation			459 603
16	80	Régie du logement			
		Total du portefeuille	–	–	**1 076 613**
		AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION			
17	92	Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			406 100
18	92	Organismes d'État			460 429
		Total du portefeuille	–	–	**866 529**
		CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE			
19	104	Secrétariat du Conseil du trésor			
20	104	Fonctions gouvernementales			
21	104	Commission de la fonction publique			
22	106	Régimes de retraite et d'assurances			
23	108	Fonds de suppléance			
		Total du portefeuille	–	–	–

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
		6 992				6 992	6 190	1
		54 995				54 995	52 534	2
		68 179				68 179	67 390	3
–		130 165		–		130 165	126 114	
		14 439				14 439	14 500	4
		27 715				27 715	26 650	5
		41 745				41 745	77 653	6
		3 222				3 222	3 175	7
		688				688	736	8
–		87 809		–		87 809	122 714	
						114 534	163 989	9
						382 917	376 954	10
		576 504				576 504	623 896	11
		48 194				48 194	49 954	12
						119 558	110 736	13
		2 815				2 815	3 221	14
						459 603	449 129	15
		21 747				21 747	22 930	16
–		649 259		–		1 725 872	1 800 810	
						406 100	422 983	17
						460 429	498 524	18
–		–		–		866 529	921 507	
		70 787				70 787	74 195	19
		389 263				389 263	297 357	20
		3 915				3 915	3 976	21
		393 773				393 773	393 027	22
								23
–		857 738		–		857 738	768 555	

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		CONSEIL EXÉCUTIF			
24	120	Cabinet du lieutenant-gouverneur			
25	120	Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
26	122	Affaires intergouvernementales canadiennes			
27	122	Affaires autochtones			
28	124	Jeunesse			
29	124	Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
30	124	Implantation de la stratégie maritime			
		Total du portefeuille	–	–	–
		CULTURE ET COMMUNICATIONS			
31	136	Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec		51 955	
32	136	Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État		597 357	
33	138	Charte de la langue française		24 992	
		Total du portefeuille	–	**674 304**	–
		DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES			
34	148	Protection de l'environnement			143 837
35	148	Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			5 623
		Total du portefeuille	–	–	**149 460**
		ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS			
36	160	Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			339 353
37	162	Interventions relatives au Fonds du développement économique			81 534
		Total du portefeuille	–	–	**420 887**
		ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE			
38	172	Administration		144 391	
39	174	Organismes relevant du ministre		31 887	
40	174	Aide financière aux études		705 154	
41	176	Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire		9 122 082	
42	176	Enseignement supérieur		5 291 008	
43	178	Développement du loisir et du sport		71 961	
44	178	Organismes dédiés à la recherche			174 363
45	178	Régimes de retraite		1 236 355	
		Total du portefeuille	–	**16 602 837**	**174 363**
		ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES			
46	192	Gestion des ressources naturelles			69 912
		Total du portefeuille	–	–	**69 912**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	+	SERVICE DE LA DETTE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
		798				**798**	752	24
		80 295				**80 295**	85 711	25
		11 231				**11 231**	13 269	26
		250 416				**250 416**	248 938	27
		32 710				**32 710**	39 275	28
		7 554				**7 554**	7 955	29
		1 075				**1 075**	541	30
–		**384 078**		–		**384 078**	**396 441**	
				3 634		**55 589**	57 424	31
						597 357	576 265	32
						24 992	25 820	33
–		–		**3 634**		**677 938**	**659 510**	
						143 837	143 059	34
						5 623	6 706	35
–		–		–		**149 460**	**149 765**	
						339 353	368 078	36
						81 534	183 074	37
–		–		–		**420 887**	**551 152**	
						144 391	147 434	38
						31 887	31 844	39
						705 154	673 908	40
						9 122 082	9 176 858	41
						5 291 008	5 287 712	42
						71 961	68 544	43
						174 363	173 777	44
						1 236 355	1 231 973	45
–		–		–		**16 777 201**	**16 792 050**	
						69 912	74 055	46
–		–		–		**69 912**	**74 055**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		FAMILLE			
47	202	Planification, recherche et administration			
48	202	Mesures d'aide à la famille			
49	204	Condition des aînés			
50	204	Curateur public			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FINANCES			
51	216	Direction du Ministère			
52	216	Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
53	218	Service de la dette			
		Total du portefeuille	-	-	-
		FORÊTS, FAUNE ET PARCS			
54	230	Forêts			306 840
55	230	Faune et Parcs			134 548
		Total du portefeuille	-	-	**441 389**
		IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION			
56	242	Immigration, Diversité et Inclusion		149 713	
		Total du portefeuille	-	**149 713**	-
		JUSTICE			
57	254	Activité judiciaire			
58	254	Administration de la justice			
59	256	Justice administrative			
60	256	Accessibilité à la justice			
61	256	Autres organismes relevant du ministre			
62	258	Poursuites criminelles et pénales			
63	258	Indemnisation et reconnaissance			
64	258	Condition féminine			
		Total du portefeuille	-	-	-
		RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE			
65	270	Affaires internationales			98 780
		Total du portefeuille	-	-	**98 780**
		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX			
66	282	Fonctions de coordination	117 191		
67	282	Services dispensés à la population	22 769 018		
68	286	Office des personnes handicapées du Québec	11 070		
69	286	Régie de l'assurance maladie du Québec	9 847 078		
		Total du portefeuille	**32 744 357**	-	-

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
53 220			53 220	52 734	47
2 429 995			2 429 995	2 474 640	48
20 562			20 562	14 869	49
61 923			61 923	57 440	50
2 565 700	–	–	**2 565 700**	**2 599 683**	
	75 413		75 413	40 805	51
	51 115		51 115	55 165	52
		7 950 972	7 950 972	8 146 170	53
–	**126 527**	**7 950 972**	**8 077 499**	**8 242 140**	
			306 840	326 122	54
			134 548	129 848	55
–	–	–	**441 389**	**455 970**	
			149 713	155 612	56
–	–	–	**149 713**	**155 612**	
	113 165		113 165	111 590	57
	301 674		301 674	287 919	58
	13 499		13 499	13 357	59
174 289			174 289	161 483	60
	23 718		23 718	23 845	61
	127 527		127 527	126 182	62
129 078			129 078	124 621	63
8 551			8 551	9 136	64
311 917	**579 583**	–	**891 500**	**858 133**	
			98 780	96 180	65
–	–	–	**98 780**	**96 180**	
			117 191	112 854	66
			22 769 018	22 696 675	67
			11 070	11 387	68
			9 847 078	9 390 566	69
–	–	–	**32 744 357**	**32 211 482**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR PROGRAMMES ET PAR MISSIONS (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +	ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +
		SÉCURITÉ PUBLIQUE			
70	298	Sécurité, prévention et gestion interne			
71	298	Sûreté du Québec			
72	300	Organismes relevant du ministre			
		Total du portefeuille	–	–	–
		TOURISME			
73	308	Promotion et développement du tourisme			122 488
		Total du portefeuille	–	–	**122 488**
		TRANSPORTS			
74	318	Infrastructures et systèmes de transport			598 711
75	318	Administration et services corporatifs			58 468
		Total du portefeuille	–	–	**657 178**
		TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE			
76	330	Mesures d'aide à l'emploi			837 603
77	330	Mesures d'aide financière			
78	332	Administration			
79	332	Travail			
80	334	Promotion et développement de la Capitale-Nationale			50 306
		Total du portefeuille	–	–	**887 909**
		TOTAL AU 31 MARS 2016	**32 744 357**	**17 426 854**	**4 965 508**
		TOTAL AU 31 MARS 2015	**32 211 482**	**17 429 677**	**5 183 957**

SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
	657 044		**657 044**	667 953	70
	613 359		**613 359**	633 048	71
	41 375		**41 375**	38 424	72
–	**1 311 778**	–	**1 311 778**	**1 339 426**	
			122 488	124 030	73
–	–	–	**122 488**	**124 030**	
			598 711	595 918	74
			58 468	65 652	75
–	–	–	**657 178**	**661 570**	
			837 603	825 144	76
3 004 942			**3 004 942**	3 013 773	77
454 366			**454 366**	463 200	78
	30 474		**30 474**	32 680	79
			50 306	49 998	80
3 459 308	**30 474**	–	**4 377 691**	**4 384 796**	
6 336 926	**4 157 412**	**7 954 606**	**73 585 663**		
6 371 896	**4 144 796**	**8 149 886**		**73 491 695**	

DÉPENSES DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	Détail page		RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +	CRÉANCES DOUTEUSES ET AUTRES PROVISIONS +
1	52	Assemblée nationale	95 601	34 556	
2	64	Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 174	17 842	
3	76	Affaires municipales et Occupation du territoire	53 053	24 913	
4	92	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	117 499	66 055	(2 456)
5	104	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	530 418	166 947	
6	120	Conseil exécutif	87 795	16 925	560
7	136	Culture et Communications	44 050	30 045	
8	148	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	89 674	37 450	(30)
9	160	Économie, Innovation et Exportations	53 770	26 966	13 379
10	172	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	88 620	53 597	11 179
11	192	Énergie et Ressources naturelles	43 024	17 553	61
12	202	Famille	76 125	38 114	250
13	216	Finances	46 426	25 364	34 000
14	230	Forêts, Faune et Parcs	126 862	84 676	3 537
15	242	Immigration, Diversité et Inclusion	72 769	37 851	
16	254	Justice	375 905	184 149	8 066
17	270	Relations internationales et Francophonie	50 555	21 079	
18	282	Santé et Services sociaux	70 219	41 166	
19	298	Sécurité publique	647 254	306 235	7
20	308	Tourisme			
21	318	Transports	91 870	325 707	10
22	330	Travail, Emploi et Solidarité sociale	177 677	85 259	11 695
		Total	**2 998 339**	**1 642 449**	**80 259**
		Crédits votés	2 407 255	1 420 106	38 539
		Crédits permanents	591 969	75 592	78 277
		Total des dépenses nécessitant des crédits	**2 999 224**	**1 495 698**	**116 816**
		Amortissement des immobilisations		146 468	
		Consommation de frais payés d'avance		25	
		Consommation de stocks		258	
		Revenus imputés à l'encontre du service de la dette			
		Variation à la baisse de provisions	(885)		(36 558)
		Total des dépenses ne nécessitant pas de crédits	**(885)**	**146 752**	**(36 558)**
		Total	**2 998 339**	**1 642 449**	**80 259**

TRANSFERT +	AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL +	SERVICE DE LA DETTE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
7			**130 165**	126 114	1
10 793			**87 809**	122 714	2
1 545 567	102 339		**1 725 872**	1 800 810	3
685 431			**866 529**	921 507	4
130 264	30 110		**857 738**	768 555	5
278 798			**384 078**	396 441	6
600 209		3 634	**677 938**	659 510	7
22 366			**149 460**	149 765	8
266 682	60 090		**420 887**	551 152	9
16 598 804	25 000		**16 777 201**	16 792 050	10
4 378	4 896		**69 912**	74 055	11
82 677	2 368 536		**2 565 700**	2 599 683	12
20 737		7 950 972	**8 077 499**	8 242 140	13
40 337	185 977		**441 389**	455 970	14
39 093			**149 713**	155 612	15
292 836	30 545		**891 500**	858 133	16
24 046	3 100		**98 780**	96 180	17
32 471 812	161 160		**32 744 357**	32 211 482	18
92 458	265 824		**1 311 778**	1 339 426	19
70 870	51 618		**122 488**	124 030	20
239 592			**657 178**	661 570	21
3 010 014	1 093 047		**4 377 691**	4 384 796	22
56 527 768	**4 382 241**	**7 954 606**	**73 585 663**	**73 491 695**	
40 572 029	4 382 232	9 303	**48 829 463**	49 213 386	
15 947 839	10	7 978 022	**24 671 709**	24 302 358	
56 519 867	**4 382 241**	**7 987 325**	**73 501 172**	**73 515 744**	
			146 468	173 632	
			25	25	
7 901			**8 159**	2 727	
		(32 719)	**(32 719)**	(24 667)	
			(37 442)	(175 767)	
7 901	**–**	**(32 719)**	**84 491**	**(24 050)**	
56 527 768	**4 382 241**	**7 954 606**	**73 585 663**	**73 491 695**	

DÉPENSES DE TRANSFERT DES PORTEFEUILLES PAR BÉNÉFICIAIRES ET PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

BÉNÉFICIAIRES (1)	RÉMUNÉRATION +	FONCTIONNEMENT +
Entreprises du secteur privé		
Établissements de santé et de services sociaux	13 567 051	6 263 026
Commissions scolaires et établissements d'enseignement	12 736 531	1 538 172
Municipalités et organismes municipaux		
Organismes à but non lucratif		
Personnes :		
Sécurité du revenu		
Assurance maladie		
Autres		
Organismes et entreprises du gouvernement	8 242 693	559 351
Total	**34 546 275**	**8 360 549**

RÉPARTITION :

1	Assemblée nationale		
2	Personnes désignées par l'Assemblée nationale		
3	Affaires municipales et Occupation du territoire	21 112	5 931
4	Agriculture, Pêcheries et Alimentation	32 393	7 099
5	Conseil du trésor et Administration gouvernementale	23 568	80 009
6	Conseil exécutif		2 076
7	Culture et Communications	116 009	72 174
8	Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques		
9	Économie, Innovation et Exportations	7 924	5 828
10	Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	12 738 329	1 473 181
11	Énergie et Ressources naturelles		
12	Famille		29 323
13	Finances	9 448	2 822
14	Forêts, Faune et Parcs		
15	Immigration, Diversité et Inclusion		
16	Justice	87 959	18 753
17	Relations internationales et Francophonie		
18	Santé et Services sociaux	21 432 194	6 590 023
19	Sécurité publique		5 905
20	Tourisme	21 214	15 380
21	Transports	45 991	45 961
22	Travail, Emploi et Solidarité sociale	10 134	6 084
Total		**34 546 275**	**8 360 549**

(1) Les bénéficiaires identifiés sont les bénéficiaires ultimes des transferts. Lorsque l'aide financière est versée par un intermédiaire, le bénéficiaire identifié de cette aide financière est cet intermédiaire si le bénéficiaire ultime ne peut être identifié au prix d'un effort raisonnable.

(2) Les transferts en capital « principal » sont des subventions pour le remboursement d'emprunts contractés pour des dépenses en capital alors que les transferts en capital « autres » concernent les autres dépenses en capital subventionnées.

CAPITAL [2]		+ INTÉRÊTS	+ SUPPORT	= TOTAL 2016	TOTAL 2015	
Principal	Autres					
13 306	18 294	3 853	1 081 402	**1 116 855**	1 170 332	
826 896	2 013	311 616	133 268	**21 103 870**	21 024 393	
986 788	50 886	390 855	156 041	**15 859 273**	15 872 356	
319 211	11 520	104 734	1 199 367	**1 634 831**	1 604 872	
62 910	127 011	38 325	1 327 506	**1 555 751**	1 572 286	
			2 931 240	**2 931 240**	2 972 417	
			2 100 726	**2 100 726**	2 157 539	
	1 635	1 604	1 126 061	**1 129 301**	1 097 100	
103 137	33 798	44 038	112 906	**9 095 922**	8 519 597	
2 312 247	**245 156**	**895 025**	**10 168 518**	**56 527 768**	**55 990 891**	
			7	**7**	10	1
			10 793	**10 793**	18 548	2
288 916	126 138	117 566	985 905	**1 545 567**	1 567 286	3
162	16 931	92	628 754	**685 431**	737 056	4
			26 687	**130 264**	42 331	5
10 226	6 341	2 216	257 939	**278 798**	285 773	6
129 914		39 459	242 653	**600 209**	578 816	7
6 232		1 693	14 441	**22 366**	21 330	8
49 561	15 148	6 145	182 076	**266 682**	293 005	9
947 466	48 162	386 939	1 004 726	**16 598 804**	16 598 275	10
1 748		482	2 148	**4 378**	5 672	11
			53 354	**82 677**	79 675	12
			8 468	**20 737**	16 944	13
15 640	79	6 051	18 567	**40 337**	38 662	14
			39 093	**39 093**	35 765	15
	347		185 777	**292 836**	273 211	16
			24 046	**24 046**	19 970	17
826 848	19 220	311 599	3 291 928	**32 471 812**	31 952 576	18
1 217			85 336	**92 458**	89 373	19
22 447		11 829		**70 870**	71 689	20
5 831	12 777	8 364	120 667	**239 592**	224 677	21
6 038	14	2 589	2 985 155	**3 010 014**	3 040 247	22
2 312 247	**245 156**	**895 025**	**10 168 518**	**56 527 768**	**55 990 891**	

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL DES PORTEFEUILLES PAR CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	RÉMUNÉ-RATION +	FONCTION-NEMENT +	CAPITAL +	INTÉRÊT +	SUPPORT =	TOTAL 2016	TOTAL 2015
Affaires municipales et Occupation du territoire					102 339	**102 339**	151 611
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		29 671		440		**30 110**	(4 246)
Économie, Innovation et Exportations					60 090	**60 090**	36 227
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche					25 000	**25 000**	22 000
Énergie et Ressources naturelles	2 081	1 800	37	978		**4 896**	3 363
Famille			22 668	10 838	2 335 029	**2 368 536**	2 409 861
Finances							338
Forêts, Faune et Parcs	55 336	77 735		2 400	50 505	**185 977**	201 672
Justice	9 999	3 446	176		16 923	**30 545**	31 296
Relations internationales et Francophonie	112	13			2 975	**3 100**	
Santé et Services sociaux					161 160	**161 160**	152 626
Sécurité publique	216 614	43 756	5 454			**265 824**	265 750
Tourisme	11 922	6 277	3 821	576	29 022	**51 618**	52 341
Travail, Emploi et Solidarité sociale	140 234	65 482	9 954	482	876 894	**1 093 047**	1 064 311
Total	**436 299**	**228 180**	**42 110**	**15 714**	**3 659 938**	**4 382 241**	**4 387 151**

IMPUTATION DE LA RÉMUNÉRATION DES PORTEFEUILLES PAR SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	DÉPENSES			+ CAPITALISÉE AUX IMMOBILISATIONS	= TOTAL
	Rémunération	Transfert	Affectation à un fonds spécial		
Assemblée nationale	95 601			339	**95 940**
Personnes désignées par l'Assemblée nationale	59 174			485	**59 659**
Affaires municipales et Occupation du territoire	53 053	21 112		582	**74 747**
Agriculture, Pêcheries et Alimentation	117 499	32 393		164	**150 055**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale	530 418	23 568		445	**554 430**
Conseil exécutif	87 795				**87 795**
Culture et Communications	44 050	116 009		69	**160 128**
Développement durable, Environnement et Lutte contre les changements climatiques	89 674			2 845	**92 519**
Économie, Innovation et Exportations	53 770	7 924		31	**61 725**
Éducation, Enseignement supérieur et Recherche	88 620	12 738 329		805	**12 827 754**
Énergie et Ressources naturelles	43 024		2 081	982	**46 088**
Famille	76 125			1 292	**77 417**
Finances	46 426	9 448			**55 873**
Forêts, Faune et Parcs	126 862		55 336	222	**182 421**
Immigration, Diversité et Inclusion	72 769			674	**73 442**
Justice	375 905	87 959	9 999	639	**474 501**
Relations internationales et Francophonie	50 555		112		**50 668**
Santé et Services sociaux	70 219	21 432 194		125	**21 502 538**
Sécurité publique	647 254		216 614	1 762	**865 630**
Tourisme		21 214	11 922		**33 136**
Transports	91 870	45 991		674	**138 535**
Travail, Emploi et Solidarité sociale	177 677	10 134	140 234	46	**328 092**
Total	**2 998 339**	**34 546 275**	**436 299**	**12 180**	**37 993 093**

3. REVENUS, CRÉDITS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PORTEFEUILLES

ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	371	59
Total des revenus divers	**371**	**59**
Total des revenus autonomes	**371**	**59**
Total des revenus	**371**	**59**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires					
Votés					
Permanents	6 996	6 992		4	
Ne nécessitant pas de crédits					
	6 996	6 992	-	4	-
PROGRAMME 2					
Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Votés					
Permanents	56 500	49 454	5 308	1 737	
Ne nécessitant pas de crédits		5 540			
	56 500	54 995	5 308	1 737	-
PROGRAMME 3					
Services statutaires aux parlementaires					
Votés					
Permanents	68 373	68 179	64	130	
Ne nécessitant pas de crédits					
	68 373	68 179	64	130	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**131 868**	**130 165**	**5 372**	**1 871**	**-**
Votés					
Permanents	131 868	124 624	5 372	1 871	
Ne nécessitant pas de crédits		5 540			
Total	**131 868**	**130 165**	**5 372**	**1 871**	**-**
Dépenses	124 896	130 165		272	
Prêts, placements, avances et autres	120		84	36	
Immobilisations	6 852		5 289	1 563	
Total	**131 868**	**130 165**	**5 372**	**1 871**	**-**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires**			
1. Secrétariat général					
Permanents(1)	1 248			1 026	221
2. Affaires juridiques et parlementaires					
Permanents(1)	5 748			5 189	556
Total	**6 996**	**–**	**–**	**6 215**	**777**
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale**			
1. Affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale					
Permanents(1)	12 536	20		8 830	3 607
2. Affaires administratives et sécurité					
Permanents(1)	43 964		5 289	26 884	10 132
Amortissement des immobilisations					
Total	**56 500**	**20**	**5 289**	**35 715**	**13 739**
(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assister les députés dans l'exercice de leur rôle de législateur et de contrôleur de l'activité gouvernementale.								
							1	
							3	
–	–	–	–		–	–	**4**	–
Ce programme vise à assurer le soutien nécessaire aux parlementaires et aux unités administratives au regard de la gestion des ressources financières, humaines, matérielles, informationnelles et à la sécurité des personnes et des biens. Il vise également les services reliés à la Bibliothèque, aux communications, aux activités protocolaires et interparlementaires ainsi qu'aux activités pédagogiques.								
							78	
							1 659	
								5 540
–	–	–	–		–	–	**1 737**	**5 540**

ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Services statutaires aux parlementaires**			
1. Indemnités et allocations aux parlementaires					
Permanents(1)	11 724	64		1 197	10 425
Permanents(2)	15 319			15 319	
2. Dépenses du personnel des cabinets et des députés					
Permanents(1)	28 000			24 911	3 017
3. Services de recherche des partis politiques					
Permanents(1)	3 213			2 127	1 057
4. Régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale					
Permanents(2)	10 117			10 117	
Total	**68 373**	**64**	**-**	**53 672**	**14 499**

(1) Loi sur l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre A-23.1).

(2) Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés					
Permanents	131 868	84	5 289	95 601	29 016
Amortissement des immobilisations					
Total	**131 868**	**84**	**5 289**	**95 601** (1)	**29 016**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 181 k$ à l'égard du traitement de 60 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	95 601		95 601
Fonctionnement	29 016	5 540	34 556
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	7		7
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**124 624**	**5 540**	**130 165**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer aux députés les ressources nécessaires à l'exercice de leur fonction.								
							38	
	7						64	
							28	
–	7	–	–		–	–	130	–
	7						1 871	
								5 540
–	7	–	–		–	–	1 871	5 540

ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat général et affaires juridiques et parlementaires			
Votés			
Permanents	6 981		
	6 981	–	–
Programme 2 - Direction générale à l'administration, affaires institutionnelles et de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale			
Votés			
Permanents	56 515		
	56 515	–	–
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires			
Votés			
Permanents	66 873		
	66 873	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés			
Permanents	130 368		
Total	**130 368**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				15				6 996
–	–	–		15		–		6 996
				(15)				56 500
–	–	–		(15)		–		56 500
		1 500						68 373
–	–	1 500		–		–		68 373
		1 500						131 868
–	–	1 500		–		–		131 868

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Services statutaires aux parlementaires	50		
Autres		–	–
	50	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**		

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
				7						7	10
–		–		7		–		–		7	10
–		–		7		–		–		7	10

ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Support	50	7	10
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**50**	**7**	**10**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location d'espaces de stationnement	58	46
Frais pour la transmission de renseignements de la liste électorale permanente	434	422
Divers	18	26
	510	493
Amendes et confiscations		
Infractions à la Loi électorale	75	464
Contributions non conformes	2	122
Divers	3	
	80	586
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	181	232
	181	232
Total des revenus divers	**771**	**1 311**
Total des revenus autonomes	**771**	**1 311**
Total des revenus	**771**	**1 311**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Le Protecteur du citoyen					
Votés	16 852	13 891	538	2 423	
Permanents	381	330		51	
Ne nécessitant pas de crédits		219			
	17 233	14 439	538	2 475	-
PROGRAMME 2					
Le Vérificateur général					
Votés	28 889	27 429	307	1 153	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		286			
	28 889	27 715	307	1 153	-
PROGRAMME 3					
Administration du système électoral					
Votés					
Permanents	49 693	39 759	3 154	6 780	
Ne nécessitant pas de crédits		1 987			
	49 693	41 745	3 154	6 780	-
PROGRAMME 4					
Le Commissaire au lobbyisme					
Votés	3 253	3 175	25	53	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		48			
	3 253	3 222	25	53	-
PROGRAMME 5					
Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Votés					
Permanents	1 152	651		501	
Ne nécessitant pas de crédits		37			
	1 152	688	-	501	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**100 220**	**87 809**	**4 025**	**10 961**	**-**
Votés	48 994	44 494	871	3 629	
Permanents	51 226	40 739	3 154	7 332	
Ne nécessitant pas de crédits		2 576			
Total	**100 220**	**87 809**	**4 025**	**10 961**	**-**
Dépenses	91 969	87 809		6 736	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	8 251		4 025	4 226	
Total	**100 220**	**87 809**	**4 025**	**10 961**	**-**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Le Protecteur du citoyen**			
1. Le Protecteur du citoyen	16 852		538	11 894	1 996
Permanents(1)	381			330	
Amortissement des immobilisations					
Total	**17 233**	**-**	**538**	**12 224**	**1 996**
(1) Loi sur le Protecteur du citoyen (RLRQ, chapitre P-32).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Le Vérificateur général**			
1. Le Vérificateur général	28 889		307	22 606	4 823
Amortissement des immobilisations					
Total	**28 889**	**-**	**307**	**22 606**	**4 823**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Administration du système électoral**			
1. Gestion interne et soutien					
Permanents(1)	31 449		2 768	17 070	5 659
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la représentation électorale					
Permanents(1)	440			25	201
3. Activités électorales					
Permanents(1)	17 804		386	4 229	1 782
Amortissement des immobilisations					
Total	**49 693**	**-**	**3 154**	**21 324**	**7 642**
(1) Loi électorale (RLRQ, chapitre E-3.3).					

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet au Protecteur du citoyen de veiller à ce que les citoyens soient protégés contre les abus, l'erreur, la négligence, la violation des droits ou l'inaction des services publics en s'assurant qu'ils sont traités avec justice, équité et dans le respect des valeurs démocratiques. Le Protecteur du citoyen recommande les correctifs aux situations préjudiciables constatées.								
							2 423	
							51	
								219
–	–	–	–		–	–	**2 475**	**219**
L'objectif de ce programme est de permettre au Vérificateur général d'effectuer l'audit des états financiers, la vérification de la conformité des opérations aux lois, règlements, politiques et directives, la vérification de l'optimisation des ressources ainsi que celle se rapportant à l'application de la Loi sur le développement durable (RLRQ, chapitre D-8.1.1). Le champ de compétence du Vérificateur général s'étend aux organismes publics et du gouvernement, aux réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation ainsi qu'aux bénéficiaires de subventions. Ce programme vise également à lui donner les moyens de communiquer le résultat de ses travaux à l'Assemblée nationale.								
							1 153	
								286
–	–	–	–		–	–	**1 153**	**286**
Ce programme vise l'application des lois concernant l'administration des élections et des référendums et le financement des partis politiques.								
							5 952	
								1 004
							214	
	10 793						614	
								982
–	**10 793**	–	–		–	–	**6 780**	**1 987**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire au lobbyisme**			
1. Le Commissaire au lobbyisme	3 253		25	2 542	633
Amortissement des immobilisations					
Total	**3 253**	**–**	**25**	**2 542**	**633**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie**			
1. Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie					
Permanents(1)	1 152			478	173
Amortissement des immobilisations					
Total	**1 152**	**–**	**–**	**478**	**173**
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	48 994		871	37 042	7 452
Permanents	51 226		3 154	22 132	7 815
Amortissement des immobilisations					
Total	**100 220**	**–**	**4 025**	**59 174** (1)	**15 267**

(1) Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-23.1).

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 965 k$ à l'égard du traitement de 72 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	59 174		59 174
Fonctionnement	15 267	2 576	17 842
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	10 793		10 793
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**85 233**	**2 576**	**87 809**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au Commissaire au lobbyisme d'assurer la surveillance et le contrôle des activités de lobbyisme auprès des titulaires de charges publiques qui oeuvrent au sein des institutions parlementaires, gouvernementales et municipales.								
							53	
								48
–	–	–	–		–	–	**53**	**48**
Ce programme permet au Commissaire à l'éthique et à la déontologie d'appliquer le Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale.								
							501	
								37
–	–	–	–		–	–	**501**	**37**
							3 629	
	10 793						7 332	
								2 576
–	**10 793**	–	–		–	–	**10 961**	**2 576**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Le Protecteur du citoyen			
Votés	16 852		
Permanents	381		
	17 233	–	–
Programme 2 - Le Vérificateur général			
Votés	28 889		
Permanents			
	28 889	–	–
Programme 3 - Administration du système électoral			
Votés			
Permanents	45 665		
	45 665	–	–
Programme 4 - Le Commissaire au lobbyisme			
Votés	3 255		
Permanents			
	3 255	–	–
Programme 5 - Le Commissaire à l'éthique et à la déontologie			
Votés			
Permanents	1 152		
	1 152	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	48 995		
Permanents	47 198		
Total	**96 193**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								16 852
								381
–	–	–		–		–		17 233
								28 889
–	–	–		–		–		28 889
						4 028		49 693
–	–	–		–		4 028		49 693
		(2)						3 253
–	–	(2)		–		–		3 253
								1 152
–	–	–		–		–		1 152
		(2)						48 994
						4 028		51 226
–	–	(2)		–		4 028		100 220

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 3 - Administration du système électoral			
Financement des partis politiques	10 431		
Remboursement des dépenses électorales	362		
	10 793	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 793**	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
				10 431						**10 431**	9 884
				362						**362**	8 663
–		–		10 793		–		–		**10 793**	18 548
–		–		**10 793**		–		–		**10 793**	**18 548**

PERSONNES DÉSIGNÉES PAR L'ASSEMBLÉE NATIONALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Support	10 793	10 793	18 548
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**10 793**	**10 793**	**18 548**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres	4 509	4 627
Frais exigibles par la Régie du logement		
Total des droits et permis	**4 509**	**4 627**
Revenus divers		
Ventes de biens et services	871	241
Amortissement revenus reportés – Tiers	23	39
Divers	894	280
Intérêts	1	101
Débiteurs	1 726	2 809
Assainissement des eaux		3
Divers	1 727	2 913
Recouvrements	292	23
Dépenses d'années antérieures	5 491	4 016
Subventions d'années antérieures	5 782	4 039
	8 404	**7 231**
Total des revenus divers	**12 913**	**11 858**
Total des revenus autonomes	**12 913**	**11 858**
Total des revenus		

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des territoires					
Votés	115 463	114 534		928	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	115 463	114 534	-	928	-
PROGRAMME 2					
Modernisation des infrastructures municipales					
Votés	392 925	382 917		10 007	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	392 925	382 917	-	10 007	-
PROGRAMME 3					
Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités					
Votés	576 580	576 504		76	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	576 580	576 504	-	76	-
PROGRAMME 4					
Administration générale					
Votés	61 575	44 052	3 947	13 576	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 133			
	61 585	48 194	3 947	13 577	-
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la région métropolitaine					
Votés	119 799	119 558		241	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	119 799	119 558	-	241	-
PROGRAMME 6					
Commission municipale du Québec					
Votés	3 176	2 804		372	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11			
	3 176	2 815	-	372	-
PROGRAMME 7					
Habitation					
Votés	459 603	459 603			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	459 603	459 603	-	-	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régie du logement					
Votés	22 507	21 191	283	1 033	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		555			
	22 507	21 747	283	1 033	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 751 638**	**1 725 872**	**4 230**	**26 234**	-
Votés	1 751 628	1 721 165	4 230	26 233	
Permanents	10	9		1	
Ne nécessitant pas de crédits		4 698			
Total	**1 751 638**	**1 725 872**	**4 230**	**26 234**	-
Dépenses	1 740 456	1 725 872		19 282	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	11 182		4 230	6 952	
Total	**1 751 638**	**1 725 872**	**4 230**	**26 234**	-

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des territoires**			
1. Soutien au développement des territoires	102 339				
2. Autres programmes d'aide financière aux territoires et à la ruralité	13 124				
Total	**115 463**	–	–	–	–
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Modernisation des infrastructures municipales**			
1. Programmes d'aide financière en lien avec le Plan québécois des infrastructures	255 890			3 029	1 054
2. Autres programmes d'aide financière aux infrastructures municipales	137 035			34	3
Total	**392 925**	–	–	**3 063**	**1 057**
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités**			
1. Compensations tenant lieu de taxes	379 602				
2. Aide financière aux municipalités	11 967				
3. Mesures financières du partenariat fiscal	185 012				
Total	**576 580**	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
		102 339						
	12 195						928	
–	**12 195**	**102 339**	–		–	–	**928**	–

Ce programme offre un soutien financier aux organismes oeuvrant au développement local et régional. Il est constitué des enveloppes budgétaires affectées au développement des territoires.

	244 808					6 998	
	133 989					3 009	
–	**378 797**	–	–	–	–	**10 007**	–

Ce programme procure le financement requis pour soutenir les municipalités dans le maintien des actifs, la résorption du déficit cumulé et la mise aux normes des infrastructures municipales d'eau potable. Il procure également du financement pour des travaux similaires dans les infrastructures municipales d'eaux usées et pour les réseaux de conduites d'eau potable et des eaux usées. Il permet d'apporter un soutien financier à la construction d'infrastructures collectives.

	379 602						
	11 890			76			
	185 012						
–	**576 504**	–	–	**76**	–	–	–

Ce programme englobe des mesures du Pacte fiscal transitoire conclu avec le monde municipal. En outre, il vise à allouer aux municipalités des compensations tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux, sur ceux des réseaux de la santé et des services sociaux et de l'éducation. Il permet d'accorder diverses aides financières au milieu municipal et soutient les mesures prévues à l'Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James.

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Administration générale**			
1. Direction	3 572			2 134	330
Permanents(1)	10				9
2. Gestion	58 004		3 947	28 161	12 724
Amortissement des immobilisations					
Total	**61 585**	**–**	**3 947**	**30 295**	**13 063**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 5 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la région métropolitaine**			
1. Secrétariat à la région métropolitaine	119 799			1 765	28
Total	**119 799**	**–**	**–**	**1 765**	**28**
(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de Montréal.					
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Commission municipale du Québec**			
1. Commission municipale du Québec	3 176			2 073	731
Amortissement des immobilisations					
Total	**3 176**	**–**	**–**	**2 073**	**731**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à allouer les ressources nécessaires au bon fonctionnement de l'ensemble des unités administratives afin d'assurer la gestion des différents programmes, l'élaboration et la mise en œuvre des orientations et politiques gouvernementales touchant le milieu municipal et le développement régional ainsi que le traitement des plaintes. En outre, il comprend les sommes investies en technologies de l'information et l'amortissement des systèmes informatiques.								
	703						404	
							1	
							13 171	
								4 133
–	**703**	–	–		–	–	**13 577**	**4 133**
Ce programme vise à susciter et à soutenir l'essor économique, culturel et social de la région métropolitaine de Montréal en assurant la cohérence des politiques et la coordination des actions gouvernementales sur ce territoire, en appuyant des initiatives et des projets structurants et en poursuivant des activités de concertation avec les principaux partenaires qui interviennent sur ce territoire.								
	117 765						241	
–	**117 765**	–	–		–	–	**241**	–
En vertu de ce programme, la Commission municipale du Québec intervient en matière d'enquête sur un manquement d'un élu municipal à son code d'éthique et de déontologie, de promotion de bonnes pratiques d'éthique et de déontologie, de reconnaissance aux fins d'exemption des taxes, d'avis de conformité, de médiation et d'arbitrage, de tutelle, d'administration provisoire, d'enquête publique, d'organisation territoriale et de fixation de tarifs.								
							372	
								11
–	–	–	–		–	–	**372**	**11**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 7 Mission : Économie et environnement		**Habitation**			
1. Société d'habitation du Québec	459 603				
Total	**459 603**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 8 Mission : Gouverne et justice		**Régie du logement**			
1. Régie du logement	22 507		283	15 857	5 335
Amortissement des immobilisations					
Total	**22 507**	**–**	**283**	**15 857**	**5 335**
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 751 628		4 230	53 053	20 205
Permanents	10				9
Amortissement des immobilisations					
Total	**1 751 638**	**–**	**4 230**	**53 053** (1)	**20 214**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 14 544k$ à l'égard du traitement de 107 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	53 053		53 053
Fonctionnement	20 214	4 698	24 913
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	1 545 567		1 545 567
Affectation à un fonds spécial	102 339		102 339
Service de la dette			
Total	**1 721 174**	**4 698**	**1 725 872**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à faciliter l'accès des citoyens du Québec à des conditions adéquates de logement, à favoriser un habitat et un milieu de vie de qualité et à soutenir l'amélioration continue en habitation.								
	459 603							
–	**459 603**	–	–		–	–	–	–
En vertu de ce programme, la Régie du logement dispose des ressources pour décider des litiges qui lui sont soumis par une partie au bail d'un local d'habitation, pour informer les citoyens des droits et obligations découlant d'un bail et pour favoriser la conciliation entre les locataires et les locateurs. En outre, elle veille, dans certaines circonstances, à la conservation du parc de logements et, dans ce cas, assure la protection des droits des locataires.								
							1 033	
								555
–	–	–	–		–	–	**1 033**	**555**
	1 545 567	102 339			76		26 157	
							1	
								4 698
–	**1 545 567**	**102 339**	–		**76**	–	**26 158**	**4 698**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des territoires			
Votés	114 024		
Permanents			
	114 024	–	–
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Votés	430 972		
Permanents			
	430 972	–	–
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Votés	551 594		
Permanents			
	551 594	–	–
Programme 4 - Administration générale			
Votés	62 534		
Permanents	10		
	62 544	–	–
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Votés	119 531		
Permanents			
	119 531	–	–
Programme 6 - Commission municipale du Québec			
Votés	3 116		
Permanents			
	3 116	–	–
Programme 7 - Habitation			
Votés	447 258		
Permanents			
	447 258	–	–
Programme 8 - Régie du logement			
Votés	20 598		
Permanents			
	20 598	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 749 626		
Permanents	10		
Total	**1 749 636**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				1 439				115 463
–	–	–		1 439		–		115 463
				(38 047)				392 925
–	–	–		(38 047)		–		392 925
				24 986				576 580
–	–	–		24 986		–		576 580
				(959)				61 575
								10
–	–	–		(959)		–		61 585
				268				119 799
–	–	–		268		–		119 799
				60				3 176
–	–	–		60		–		3 176
				12 345				459 603
–	–	–		12 345		–		459 603
1 909								22 507
1 909	–	–		–		–		22 507
1 909				93				1 751 628
								10
1 909	–	–		93		–		1 751 638

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 201€
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des territoires			
Communautés rurales branchées	3 177	1 209	
Fonds conjoncturel de développement	3 033	55	
Villages branchés du Québec	6 040		
Autres	874	50	
	13 124	1 314	-
Programme 2 - Modernisation des infrastructures municipales			
Fonds Chantiers Canada-Québec	42 502		
Infrastructures municipales en milieu nordique	16 289		
Infrastructures Québec-Municipalités	125 087	3 175	
Parachèvement des programmes en infrastructures municipales	120 354	41	
Programmes de la taxe sur l'essence et de la contribution du Québec	33 728		
Programmes issus du Plan d'action économique du Canada	49 599	46	
Autres	355		
	387 914	3 262	-
Programme 3 - Compensations tenant lieu de taxes et aide financière aux municipalités			
Aide aux municipalités reconstituées	507		
Compensation financière pour les équipements antipollution	282		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles des réseaux de la santé et des services sociaux ainsi que de l'éducation	349 702		
Compensation tenant lieu de taxes sur les immeubles gouvernementaux et des organisations internationales	29 900		
Entente sur la gouvernance dans le territoire d'Eeyou Istchee Baie-James	1 621		
Mesures financières du partenariat fiscal	185 012		
Mise en oeuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Québec	2 500		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Québec	1 533		
Autres	5 523		
	576 580	-	-
Programme 4 - Administration générale			
Autres	725	8	
	725	8	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
	612	1 355			3 177	2 991
	428	1 714			2 197	3 181
	5 407	541			5 947	6 174
	744	80			874	32
–	7 191	3 690	–	–	12 195	12 378
1 356	28 998	2 148			42 502	35 536
	16 289				16 289	16 760
1 962	103 943	9 899			118 979	113 620
31	115 593	1 680			117 345	131 334
	33 728				33 728	25 258
277	48 275	1 001			49 599	49 602
	300	55			355	584
3 626	357 126	14 783	–	–	378 797	372 696
	507				507	792
	282				282	4 071
	349 702				349 702	321 974
79	29 821				29 900	34 303
	1 621				1 621	2 246
	185 012				185 012	252 607
	2 500				2 500	1 975
	1 533				1 533	1 504
	5 022	425			5 447	4 424
79	575 999	425	–	–	576 504	623 896
12	25	658			703	362
12	25	658	–	–	703	362

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 5 - Promotion et développement de la région métropolitaine			
Équipements scientifiques - Société de gestion Marie-Victorin	3 051		
Fonds d'initiative et de rayonnement de la métropole	17 331	236	
Grand Montréal Bleu	127		
Mise en œuvre du plan métropolitain d'aménagement et de développement de la Communauté métropolitaine de Montréal	9 873		
Soutien à la Ville de Montréal pour son rôle de métropole	25 000		
Soutien au déficit actuariel des régimes de retraite de la Ville de Montréal	22 424		
Soutien au développement économique de Montréal	24 000		
Soutien aux célébrations du 375e anniversaire de Montréal	15 500		
Autres	500		
	117 806	236	–
Programme 7 - Habitation			
Aide à l'amélioration de l'habitat	36 360		
Aide au logement social, communautaire et abordable	393 142	185	
Appui au développement de l'industrie québécoise en habitation	362	259	
Fonctionnement de la Société d'habitation du Québec	29 739		
	459 603	443	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 555 751**	**5 264**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
3 051					**3 051**	8 483
	2 656	14 399			**17 290**	17 037
	127				**127**	301
	9 873				**9 873**	9 475
	25 000				**25 000**	25 000
	22 424				**22 424**	22 129
	24 000				**24 000**	24 000
		15 500			**15 500**	2 400
		500			**500**	
3 051	84 079	30 399	–	–	**117 765**	108 826
	3 860	91	32 410		**36 360**	63 392
	102 868	159 299	130 790		**393 142**	356 489
		103			**362**	422
				29 739	**29 739**	28 826
–	106 728	159 494	163 199	29 739	**459 603**	449 129
6 768	**1 131 148**	**209 448**	**163 199**	**29 739**	**1 545 567**	**1 567 286**

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	21 112	21 112	22 974
Fonctionnement	5 931	5 931	5 852
Capital	424 180	415 053	366 864
Intérêt	117 644	117 566	124 337
Support	986 883	985 905	1 047 259
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 555 751**	**1 545 567**	**1 567 286**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Support	102 339	102 339	151 611
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**102 339**	**102 339**	**151 611**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Régie des marchés agricoles	98	50
	98	50
Autres		
Études de dossiers	756	682
Demande d'autorisation – Zone agricole	495	538
Commercialisation des grains	239	238
Mise en marché	103	130
Abattoir et atelier	270	265
Acte déclaratoire – CPTAQ	128	114
Pêche commerciale	73	85
Préparation ou mise en conserve du poisson	55	46
Restauration et ventes au détail d'aliments	13 506	13 273
Propriétaire ou gardien de chats ou chiens	87	38
Divers	82	72
	15 793	15 480
Total des droits et permis	**15 891**	**15 530**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	1	74
Cours	56	53
Location de terrains et bâtisses	296	200
Location de services de personnel	94	
Eau	82	86
Cale de halage	74	77
Cotisations – Surveillance de l'utilisation du lait	537	529
Autres aides à l'agriculteur	1 127	1 006
Divers	155	189
	2 420	2 212
Intérêts		
Divers	43	37
	43	37
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	374	132
Subventions d'années antérieures	3 556	3 855
Divers	21	19
	3 951	4 006
Total des revenus divers	**6 414**	**6 255**
Total des revenus autonomes	**22 305**	**21 785**
Total des revenus	**22 305**	**21 785**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments					
Votés	437 233	389 217	6 044	41 972	
Permanents	204	184		20	
Ne nécessitant pas de crédits		16 700			
	437 437	406 100	6 044	41 992	-
PROGRAMME 2					
Organismes d'État					
Votés	461 454	460 122	262	1 070	
Permanents	2	2			
Ne nécessitant pas de crédits		305			
	461 456	460 429	262	1 070	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**898 893**	**866 529**	**6 306**	**43 062**	**-**
Votés	898 687	849 339	6 306	43 042	
Permanents	206	186		20	
Ne nécessitant pas de crédits		17 004			
Total	**898 893**	**866 529**	**6 306**	**43 062**	**-**
Dépenses	874 518	866 529		24 994	
Prêts, placements, avances et autres	500		1	499	
Immobilisations	23 874		6 305	17 569	
Total	**898 893**	**866 529**	**6 306**	**43 062**	**-**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments**			
1. Développement des entreprises agricoles et agroalimentaires, de pêche et aquacoles	283 398		342	41 258	3 634
Permanents(1)	7				
Variation à la baisse de provisions					
2. Institut de technologie agroalimentaire	22 897		259	17 304	2 017
Permanents(1)	13				
3. Santé animale et inspection des aliments	59 460		342	24 519	13 341
4. Direction et services à la gestion	71 478		5 100	24 220	24 846
Permanents(2)	15				15
Permanents(3)	169				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**437 437**	**1**	**6 043**	**107 301**	**43 852**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Organismes d'État**			
1. La Financière agricole du Québec	447 353				
2. Commission de protection du territoire agricole du Québec	9 312		210	7 063	1 486
Amortissement des immobilisations					
3. Régie des marchés agricoles et alimentaires du Québec	4 789		52	3 135	1 086
Permanents(1)	2				
Amortissement des immobilisations					
Total	**461 456**	**-**	**262**	**10 198**	**2 572**

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le développement du potentiel et l'amélioration des performances technologiques liés à la production, à la transformation et à la conservation des produits bioalimentaires, tout en favorisant le respect de l'environnement. Il vise également à former des personnes compétentes dans ces domaines et à assurer la sécurité des aliments.								
	216 233						21 930	
							7	
								(66)
	2 339						978	
							13	
	19 506						1 752	
							17 311	
169								
								19 327
								(2 561)
169	**238 078**	**–**	**–**		**–**	**–**	**41 992**	**16 700**
Ce programme vise à favoriser une saine gestion des risques agricoles en offrant notamment une gamme d'outils financiers pour assurer la stabilité économique et financière des entreprises agricoles québécoises et faciliter l'établissement d'une relève en agriculture. Il a aussi pour objet d'appuyer la mise en marché efficace des produits agricoles et alimentaires et de préserver la vocation des sols arables.								
	447 353							
							553	
								252
							517	
2								
								53
2	**447 353**	**–**	**–**		**–**	**–**	**1 070**	**305**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votes	898 687	1	6 305	117 499	46 409
Permanents	206				15
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**898 893**	**1**	**6 305**	**117 499** (1)	**46 424**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 549 k$ à l'égard du traitement de 119 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	117 499		117 499
Fonctionnement	46 424	19 631	66 055
Créances douteuses et autres provisions	172	(2 627)	(2 456)
Transfert	685 431		685 431
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette			
Total	**849 525**	**17 004**	**866 529**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	685 431						43 042	
172							20	
								19 631
								(2 627)
172	**685 431**	**–**	**–**		**–**	**–**	**43 062**	**17 004**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Votes	428 831		
Permanents	10		
	428 841	–	–
Programme 2 - Organismes d'État			
Votés	460 598		
Permanents			
	460 598	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	889 429		
Permanents	10		
Total	**889 438**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
8 475				(73)				437 233
	20					174		204
8 475	20	–		(73)		174		437 437
838				19				461 454
						2		2
838	–	–		19		2		461 456
9 313				(54)				898 687
	20					177		206
9 313	**20**	–		**(54)**		177		898 893

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement des entreprises bioalimentaires, formation et qualité des aliments			
Aide à la recherche et au transfert technologique	15 777	2 476	
Amélioration de la santé animale	16 061	15 307	
Appui à la formation	5 396		
Appui au développement des entreprises des pêches et aquacoles	14 435	8 248	
Appui au développement en région	30 275	6 509	
Appui au secteur de la transformation	7 895	1 379	
Prime-Vert	26 835	18 521	
Remboursement des taxes foncières et de compensations aux exploitations agricoles	139 332	139 322	
Traçabilité des aliments	8		
Autres	695	379	
	256 709	192 141	–
Programme 2 - Organismes d'État			
La Financière agricole du Québec	447 353	407 861	
	447 353	407 861	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**704 061**	**600 002**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
1 547		9 317			**13 340**	13 632
754					**16 061**	16 055
4 300		1 082			**5 382**	5 420
241	206	5 398			**14 092**	9 651
8	159	10 300			**16 976**	35 016
25		4 372			**5 776**	7 254
290		7 652			**26 463**	31 129
		9			**139 332**	133 233
5	4	269			**656**	667
7 169	369	38 399	–	–	**238 078**	252 056
				39 492	**447 353**	485 000
–	–	–	–	39 492	**447 353**	485 000
7 169	**369**	**38 399**	–	**39 492**	**685 431**	**737 056**

AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	32 393	32 393	35 412
Fonctionnement	7 099	7 099	8 001
Capital	17 092	17 092	20 017
Intérêt	92	92	108
Support	647 385	628 754	673 518
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**704 061**	**685 431**	**737 056**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Régimes d'assurance – Organismes autonomes et fonds spéciaux	221	48
	221	48
Intérêts		
Divers	2	
	2	–
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	886	2 874
	886	2 874
Total des revenus divers	**1 109**	**2 922**
Total des revenus autonomes	**1 109**	**2 922**
Total des revenus	**1 109**	**2 922**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Secrétariat du Conseil du trésor					
Votés	77 056	68 858	1 187	7 010	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		1 918			
	77 066	70 787	1 187	7 010	-
PROGRAMME 2					
Fonctions gouvernementales					
Votés	387 110	387 010		100	
Permanents	3 143	3 137		6	
Ne nécessitant pas de crédits		(885)			
	390 254	389 263	-	106	-
PROGRAMME 3					
Commission de la fonction publique					
Votés	4 167	3 854	22	291	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		61			
	4 167	3 915	22	291	-
PROGRAMME 4					
Régimes de retraite et d'assurances					
Votés	3 976	2 300		1 676	
Permanents	453 115	391 473		61 642	
Ne nécessitant pas de crédits					
	457 091	393 773	-	63 318	-
PROGRAMME 5					
Fonds de suppléance					
Votés	961 495			961 495	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	961 495	-	-	961 495	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 890 072**	**857 738**	**1 209**	**1 032 220**	-
Votés	1 433 804	462 022	1 209	970 572	
Permanents	456 269	394 621		61 647	
Ne nécessitant pas de crédits		1 095			
Total	**1 890 072**	**857 738**	**1 209**	**1 032 220**	-
Dépenses	1 159 415	857 738		302 772	
Prêts, placements, avances et autres	700 125		1	700 125	
Immobilisations	30 532		1 208	29 323	
Total	**1 890 072**	**857 738**	**1 209**	**1 032 220**	-

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Secrétariat du Conseil du trésor**			
1. Soutien au Conseil du trésor	77 056	1	1 186	45 369	23 490
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Total	**77 066**	**1**	**1 186**	**45 369**	**23 500**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Fonctions gouvernementales**			
1. Soutien aux opérations gouvernementales	256 564			110 850	119 027
Variation à la baisse de provisions					
2. Fonds dédié aux sinistres	440				
3. Commission d'enquête sur l'octroi et la gestion des contrats publics dans l'industrie de la construction	1 692			143	1 550
Permanents(1)	3 143			1 588	1 549
4. Provision pour transférer entre programmes ou portefeuilles, conformément aux modalités de gestion approuvées par le Conseil du trésor, toute partie d'un crédit correspondant à la valeur d'échange convenue lors de la cession d'un bien entre ministères et organismes	100				
5. Passif au titre des sites contaminés	128 314				18 634
Total	**390 254**	**–**	**–**	**112 581**	**140 761**
(1) Loi sur les commissions d'enquête (RLRQ, chapitre C-37).					
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Commission de la fonction publique**			
1. Commission de la fonction publique	4 167		22	3 148	706
Amortissement des immobilisations					
Total	**4 167**	**–**	**22**	**3 148**	**706**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le Conseil du trésor dans son rôle de conseiller du gouvernement en matière d'utilisation des ressources financières, humaines, matérielles et informationnelles ainsi qu'en matière de gestion axée sur les résultats. De plus, il encadre la gestion des technologies de l'information et des communications dans la prestation des services gouvernementaux.								
					2 500		4 510	
								1 918
–	–	–	–		**2 500**	–	**4 510**	**1 918**
Ce programme vise à offrir des services aux citoyens, aux entreprises ainsi qu'aux organismes publics.								
	26 687							(885)
		440						
							6	
							100	
	80 009	29 671						
–	**106 696**	**30 110**	–		–	–	**106**	**(885)**
Ce programme regroupe les dépenses de la Commission afin de lui permettre de vérifier et d'enquêter en matière de gestion des ressources humaines, d'entendre les recours prévus par la loi, de certifier les moyens d'évaluation, de donner des avis, d'émettre des recommandations aux autorités compétentes et d'en faire rapport directement à l'Assemblée nationale.								
							291	
								61
–	–	–	–		–	–	**291**	**61**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Régimes de retraite et d'assurances**			
1. Régime de retraite des fonctionnaires					
Permanents(1)	32 901			27 580	
2. Régime de retraite de certains enseignants					
Permanents(2)	22 530				
3. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics					
Permanents(3)	194 685			158 279	
4. Assurance collective sur la vie des employés publics	3 976			796	
Permanents(4)	12			12	
5. Régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels					
Permanents(5)	20 299			20 299	
6. Régime de retraite des juges					
Permanents(6)	21 343			20 078	
7. Régime de retraite des membres de la Sûreté du Québec					
Permanents(7)	45 633			43 396	
8. Régime de retraite du personnel d'encadrement					
Permanents(8)	115 713			99 765	
Total	**457 091**	**–**	**–**	**370 205**	**–**

(1) Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12).
(2) Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1).
(3) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).
(4) Loi accordant une pension à la veuve de M. Pierre Laporte (L.Q. 1970, chapitre 6).
(5) Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2).
(6) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
(7) Loi sur la police (RLRQ, chapitre P-13.1).
(8) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							5 321	
	22 064						466	
							36 406	
	1 504						1 676	
							1 264	
							2 237	
							15 947	
–	**23 568**	–	–		–	–	**63 318**	–

Ce programme vise à fournir les contributions du gouvernement à certains régimes de retraite et d'assurances.

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Fonds de suppléance**			
1. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit aux programmes des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté ne dépasse pas 25 % du crédit ainsi augmenté	234 863				
2. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit applicable à la rémunération					
3. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, à des besoins de liquidités temporaires des ministères et organismes à condition que le montant ainsi ajouté soit remboursé à même leur enveloppe de crédits avant la fin de l'exercice financier	300 000				
4. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement des besoins en investissements	426 632				
5. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de la condition féminine					
6. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement de l'implantation de la stratégie maritime					
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, au financement du passif au titre des sites contaminés					
Total	**961 495**	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir aux dépenses imprévues pouvant survenir dans l'un ou l'autre des programmes gouvernementaux pour un montant de 240 M$, aux dépenses prévues mais non ventilées dans les portefeuilles ministériels ainsi qu'à certaines mesures qui sont annoncées au Discours sur le budget 2015-2016.								
							234 863	
							300 000	
							426 632	
–	–	–	–		–	–	**961 495**	–

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	1 433 804	1	1 208	160 305	163 407
Permanents	456 269			370 997	1 560
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**1 890 072**	**1**	**1 208**	**531 302** (1)	**164 967**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 11 145 k$ à l'égard du traitement de 90 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	531 302	(885)		530 418
Fonctionnement	164 967	1 980		166 947
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	130 264			130 264
Affectation à un fonds spécial	30 110			30 110
Service de la dette				
Total	**856 644**	**1 095**		**857 738**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	108 200	30 110			2 500		968 072	
	22 064						61 647	
								1 980
								(885)
–	**130 264**	**30 110**	–		**2 500**	–	**1 029 720**	**1 095**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Votés	86 224		
Permanents	10		
	86 234	–	–
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Votés	211 457		
Permanents	3 143		
	214 600	–	–
Programme 3 - Commission de la fonction publique			
Votés	4 167		
Permanents			
	4 167	–	–
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Votés	4 418		
Permanents	452 036		
	456 454	–	–
Programme 5 - Fonds de suppléance			
Votés	1 175 840		
Permanents			
	1 175 840	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 482 106		
Permanents	455 189		
Total	1 937 295	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(9 169)				77 056
						1		10
-	-	-		(9 169)		1		77 066
				175 654				387 110
								3 143
-	-	-		175 654		-		390 254
								4 167
-	-	-		-		-		4 167
				(442)				3 976
						1 079		453 115
-	-	-		(442)		1 079		457 091
				(214 345)				961 495
-	-	-		(214 345)		-		961 495
				(48 302)				1 433 804
						1 079		456 269
-	-	-		(48 302)		1 079		1 890 072

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Secrétariat du Conseil du trésor			
Autres	–	–	–
Programme 2 - Fonctions gouvernementales			
Passif au titre des sites contaminés	80 009		5 756
Autres	26 687		
	106 696	–	5 756
Programme 4 - Régimes de retraite et d'assurances			
Assurance collective sur la vie des employés publics	2 907		1 046
Régime de retraite de certains enseignants	22 530		
	25 437	–	1 046
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**132 133**	–	**6 802**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)						
Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
						84
–	–	–	–	–	–	84
74 370				(117)	80 009	7 528
				26 687	26 687	
74 370	–	–	–	26 570	106 696	7 528
458					1 504	2 022
22 064					22 064	32 698
22 522	–	–	–	–	23 568	34 720
96 892	–	–	–	26 570	130 264	42 331

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	25 437	23 568	34 720
Fonctionnement	80 009	80 009	7 528
Support	26 687	26 687	84
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**132 133**	**130 264**	**42 331**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Fonctionnement	29 671	29 671	(4 816)
Capital			29
Intérêt	440	440	541
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**30 110**	**30 110**	**(4 246)**

CONSEIL EXÉCUTIF

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	3
	1	3
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	375	273
Subventions d'années antérieures	727	204
	1 102	476
Total des revenus divers	**1 103**	**479**
Total des revenus autonomes	**1 103**	**479**
Total des revenus	**1 103**	**479**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Cabinet du lieutenant-gouverneur					
Votés	799	798		1	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	799	798	-	1	-
PROGRAMME 2					
Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif					
Votés	86 305	77 755	242	8 308	
Permanents	2 021	2 021			
Ne nécessitant pas de crédits		519			
	88 326	80 295	242	8 308	-
PROGRAMME 3					
Affaires intergouvernementales canadiennes					
Votés	12 760	11 191		1 569	
Permanents	27	27			
Ne nécessitant pas de crédits		13			
	12 787	11 231	-	1 569	-
PROGRAMME 4					
Affaires autochtones					
Votés	252 565	250 029		2 536	
Permanents	387	387			
Ne nécessitant pas de crédits					
	252 952	250 416	-	2 536	-
PROGRAMME 5					
Jeunesse					
Votés	38 528	32 710		5 818	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	38 528	32 710	-	5 818	-
PROGRAMME 6					
Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques					
Votés	7 909	7 409	37	464	
Permanents	2	2			
Ne nécessitant pas de crédits		144			
	7 911	7 554	37	464	-

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 7					
Implantation de la stratégie maritime					
Votés	1 112	1 075		37	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 112	1 075	-	37	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**402 414**	**384 078**	**279**	**18 733**	**-**
Votés	399 978	380 966	279	18 733	
Permanents	2 436	2 436			
Ne nécessitant pas de crédits		676			
Total	**402 414**	**384 078**	**279**	**18 733**	**-**
Dépenses	401 541	384 078		18 138	
Prêts, placements, avances et autres	107		1	106	
Immobilisations	767		278	489	
Total	**402 414**	**384 078**	**279**	**18 733**	**-**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Cabinet du lieutenant-gouverneur**			
1. Cabinet du lieutenant-gouverneur	799			788	10
Total	**799**	**–**	**–**	**788**	**10**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif**			
1. Cabinet du premier ministre	4 969			3 461	425
Permanents(1)	177				177
2. Secrétariat général et greffe du Conseil exécutif	10 376			9 221	559
3. Direction générale de l'administration	23 951	1	241	13 356	8 125
Amortissement des immobilisations					
4. Indemnités de l'exécutif					
Permanents(1)	1 844			1 844	
5. Secrétariat à la communication gouvernementale	46 248			41 390	743
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de communications gouvernementales	762				
Total	**88 326**	**1**	**241**	**69 271**	**10 030**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre au lieutenant-gouverneur d'assumer les fonctions qui lui sont dévolues par la loi.								
							1	
–	–	–	–		–	–	1	–
Ce programme vise à fournir au premier ministre, au Conseil exécutif et à ses comités, les ressources humaines et techniques requises dans l'accomplissement de leurs fonctions.								
	474						608	
					75		521	
					179		2 049	
								519
							4 115	
					500		262	
–	**474**	–	–		**754**	–	**7 554**	**519**

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Affaires intergouvernementales canadiennes**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires intergouvernementales canadiennes, de la Francophonie canadienne, de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques	900			495	191
Permanents(1)	27				27
2. Secrétariat aux affaires intergouvernementales canadiennes	4 910			2 995	1 085
Amortissement des immobilisations					
3. Représentation du Québec au Canada	1 717			1 071	382
4. Coopération intergouvernementale et francophonie	5 232			734	185
Total	**12 787**	**–**	**–**	**5 295**	**1 870**
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Affaires autochtones**			
1. Cabinet du ministre responsable des Affaires autochtones	1 010			698	237
Permanents(1)	48				48
2. Secrétariat aux affaires autochtones	251 555			3 074	1 900
Permanents(2)	339				
Total	**252 952**	**–**	**–**	**3 772**	**2 185**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à permettre la défense et la promotion des compétences et des intérêts du Québec dans ses relations avec les autres gouvernements au Canada.								
	55						161	
	123				40		667	
								13
							264	
	3 876						437	
–	**4 054**	–	–		**40**	–	**1 529**	**13**
Ce programme vise à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière d'affaires autochtones.								
	55						21	
221	243 844				1 267		1 248	
339								
560	**243 899**	–	–		**1 267**	–	**1 269**	–

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Jeunesse**			
1. Secrétariat à la jeunesse	38 528			1 764	675
Total	**38 528**	**–**	**–**	**1 764**	**675**
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques**			
1. Réforme des institutions démocratiques	1 252			840	166
Permanents(1)	2				2
2. Commission d'accès à l'information	5 853		37	4 784	903
Amortissement des immobilisations					
3. Accès à l'information et protection des renseignements personnels	804			633	83
Total	**7 911**	**–**	**37**	**6 256**	**1 154**
PROGRAMME 7 Mission : Gouverne et justice		**Implantation de la stratégie maritime**			
1. Secrétariat à l'Implantation de la stratégie maritime	1 112			648	327
Total	**1 112**	**–**	**–**	**648**	**327**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la cohérence des politiques et initiatives en matière de jeunesse et à coordonner des dossiers à portée interministérielle, notamment par la Stratégie d'action jeunesse du gouvernement du Québec.								
	30 271				5 200		618	
–	**30 271**	–	–		**5 200**	–	**618**	–
Ce programme vise à améliorer l'efficacité de nos institutions démocratiques et plus particulièrement de notre cadre électoral, à élaborer les orientations gouvernementales, en matière de transparence des institutions, à modifier et bonifier à cet effet les lois et règlements relatifs à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels de même qu'à promouvoir et assurer l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels. Finalement, d'assurer un rôle-conseil pour le gouvernement en ces matières.								
					4		243	
							129	144
					3		86	
–	–	–	–		**6**	–	**458**	**144**
Ce programme vise à assurer la coordination des actions gouvernementales en matière d'affaires maritimes. Il facilite la concertation entre les partenaires du domaine maritime et s'assure de l'implantation de la stratégie maritime du Québec.								
	100						37	
–	**100**	–	–		–	–	**37**	–

CONSEIL EXÉCUTIF

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	399 978	1	278	85 951	15 996
Permanents	2 436			1 844	254
Amortissement des immobilisations					
Total	**402 414**	**1**	**278**	**87 795** (1)	**16 249**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 572 k$ à l'égard du traitement de 119 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	87 795			87 795
Fonctionnement	16 249	676		16 925
Créances douteuses et autres provisions	560			560
Transfert	278 798			278 798
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**383 402**	**676**		**384 078**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
221	278 798				7 267		11 466	
339								676
560	**278 798**	**–**	**–**		**7 267**	**–**	**11 466**	**676**

CONSEIL EXÉCUTIF

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Cabinet du lieutenant-gouverneur			
Votés	749		
Permanents			
	749	–	–
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Votés	90 093		
Permanents	1 076		
	91 169	–	–
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Votés	12 760		
Permanents	10		
	12 770	–	–
Programme 4 - Affaires autochtones			
Votés	252 665		
Permanents	10		
	252 675	–	–
Programme 5 - Jeunesse			
Votés	38 600		
Permanents			
	38 600	–	–
Programme 6 - Accès à l'information et Réforme des institutions démocratiques			
Votés	7 769		
Permanents			
	7 769	–	–
Programme 7 - Implantation de la stratégie maritime			
Votés	1 000		
Permanents			
	1 000	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	403 636		
Permanents	1 096		
Total	**404 731**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				50				799
–	–	–		50		–		799
				(3 788)				86 305
						945		2 021
–	–	–		(3 788)		945		88 326
								12 760
						17		27
–	–	–		–		17		12 787
				(100)				252 565
						377		387
–	–	–		(100)		377		252 952
				(71)				38 528
–	–	–		(71)		–		38 528
				140				7 909
						2		2
–	–	–		140		2		7 911
				112				1 112
–	–	–		112		–		1 112
				(3 658)				399 978
						1 341		2 436
–	–	–		(3 658)		1 341		402 414

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Services de soutien auprès du premier ministre et du Conseil exécutif			
Mission gouvernementale auprès de l'ÉNAP	75		
Autres	570		
	645	-	-
Programme 3 - Affaires intergouvernementales canadiennes			
Appui à la francophonie canadienne	1 299	20	
Centre de la francophonie des Amériques	2 076		
Coopération intergouvernementale	839		
Soutien à la recherche	350		
Autres	55		
	4 618	20	-
Programme 4 - Affaires autochtones			
Entente avec la nation naskapie	2 023		
Entente avec les Inuits (Sanarrutik)	21 733		
Entente sur la gouvernance crie (Eeyou Istchee)	6 250		
Ententes avec la nation crie	115 213	6 994	
Financement global de l'Administration régionale Kativik	65 892		
Financement global des villages nordiques	16 643		
Fonds d'initiatives autochtones	14 362	757	
Fonds de développement pour les autochtones	1 710	80	
Organismes autochtones	1 299	86	
Autres	55		
	245 179	7 916	-
Programme 5 - Jeunesse			
Stratégie d'action jeunesse	35 697		
	35 697	-	-
Programme 7 - Implantation de la stratégie maritime			
Autres	100		
	100	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**286 239**	**7 936**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
						75
5	9	461			**474**	313
5	9	461	–	–	**474**	388
25		951			**996**	1 163
				2 076	**2 076**	2 784
35		758	11		**805**	1 150
116		7			**123**	60
2		53			**55**	33
178	–	1 769	11	2 076	**4 054**	5 191
	1 012	1 012			**2 023**	1 957
	7 174	14 560			**21 733**	20 885
	6 250				**6 250**	6 250
	108 092	127			**115 213**	121 297
	65 892				**65 892**	58 753
	16 643				**16 643**	15 284
	8 173	4 014	141		**13 083**	14 533
	1 192	439			**1 710**	2 549
87	195	916	14		**1 297**	1 590
1	1	53			**55**	46
88	214 622	21 119	154	–	**243 899**	243 143
9		30 262			**30 271**	37 052
9	–	30 262	–	–	**30 271**	37 052
		100			**100**	
–	–	100	–	–	**100**	–
279	**214 630**	**53 712**	**165**	**2 076**	**278 798**	**285 773**

CONSEIL EXÉCUTIF

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Fonctionnement	2 076	2 076	2 784
Capital	16 567	16 567	18 148
Intérêt	2 216	2 216	2 370
Support	265 379	257 939	262 471
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**286 239**	**278 798**	**285 773**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Location de terrains et bâtisses		54
Gains sur dispositions d'immobilisations		825
Location de locaux	1 158	1 117
Divers		2
	1 158	1 997
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	2 205	28
Subventions d'années antérieures	149	74
	2 354	102
Total des revenus divers	**3 512**	**2 099**
Total des revenus autonomes	**3 513**	**2 099**
Total des revenus	**3 513**	**2 099**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec					
Votés	51 904	50 779	1 125		
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 801			
	51 913	55 589	1 125	-	-
PROGRAMME 2					
Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État					
Votés	597 357	597 357			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	597 357	597 357	-	-	-
PROGRAMME 3					
Charte de la langue française					
Votés	27 340	24 891	66	2 383	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		100			
	27 340	24 992	66	2 383	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**676 611**	**677 938**	**1 190**	**2 383**	-
Votés	676 601	673 028	1 190	2 383	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		4 901			
Total	**676 611**	**677 938**	**1 190**	**2 383**	-
Dépenses	675 282	677 938		2 245	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	1 329		1 190	138	
Total	**676 611**	**677 938**	**1 190**	**2 383**	-

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Missions : Éducation et culture Service de la dette		**Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec**			
1. Gestion interne et soutien	49 006		1 098	24 215	20 059
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
2. Centre de conservation du Québec	2 305		26	1 363	916
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil du patrimoine culturel du Québec	593			396	197
Total	**51 913**	–	**1 125**	**25 974**	**21 181**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Éducation et culture		**Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État**			
1. Action culturelle et communications	162 465				
2. Musées nationaux	69 950				
3. Société de la Place des Arts de Montréal et Société du Grand Théâtre de Québec	21 427				
4. Société de développement des entreprises culturelles	67 169				
5. Société de télédiffusion du Québec	59 204				
6. Conseil des arts et des lettres du Québec	107 443				
7. Bibliothèque et Archives nationales du Québec	72 996				
8. Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	36 703				
Total	**597 357**	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à développer une vue d'ensemble des activités culturelles et de communications au Québec, à élaborer et gérer les politiques, les orientations et les programmes en matière de culture et de communications. Il vise aussi à assurer les services de soutien à la gestion. Ce programme a également pour but d'assurer la restauration de biens culturels, ainsi que l'expertise et la sensibilisation en cette matière. Enfin, par l'action du Conseil du patrimoine culturel du Québec, ce programme permet de fournir des expertises favorisant la protection et la mise en valeur du patrimoine québécois.

			3 634				
							4 737
							25
							38
–	–	–	**3 634**	–	–	–	**4 801**

Ce programme vise à soutenir les activités suivantes : assurer un soutien à la culture et aux communications en accordant de l'aide financière aux divers intervenants et partenaires, organismes, institutions, municipalités ou entreprises; promouvoir et conserver l'art québécois et international, l'histoire et les composantes de la société et assurer une présence du Québec dans les réseaux internationaux des musées; mettre à la disposition des artistes et des promoteurs des équipements majeurs de diffusion de spectacles; favoriser le développement des entreprises culturelles et de communications; offrir une programmation de télévision éducative et culturelle; soutenir, dans toutes les régions du Québec, la création, le perfectionnement, l'expérimentation et la production artistique et en favoriser le rayonnement; offrir un accès démocratique à la culture et au savoir en concertation avec les bibliothèques et les institutions documentaires québécoises, de même que favoriser la protection et la mise en valeur du patrimoine archivistique; il vise aussi à favoriser l'enseignement des arts d'interprétation par l'intermédiaire du réseau des conservatoires.

	162 465						
	69 950						
	21 427						
	67 169						
	59 204						
	107 443						
	72 996						
	36 703						
–	**597 357**	–	–	–	–	–	–

CULTURE ET COMMUNICATIONS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS – Investissements: Prêts, placements, avances et autres	CRÉDITS UTILISÉS – Investissements: Immobilisations	CRÉDITS UTILISÉS – Dépenses nécessitant des crédits: Rémunération	CRÉDITS UTILISÉS – Dépenses nécessitant des crédits: Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Charte de la langue française**			
1. Coordination de la politique linguistique	1 925			842	229
Amortissement des immobilisations					
2. Office québécois de la langue française	23 886		66	16 558	3 409
Amortissement des immobilisations					
3. Conseil supérieur de la langue française	1 173			677	325
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités de promotion de la langue française	355				
Total	**27 340**	**–**	**66**	**18 077**	**3 964**
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	676 601		1 190	44 050	25 135
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Consommation de frais payés d'avance					
Total	**676 611**	**–**	**1 190**	**44 050** (1)	**25 144**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 102 k$ à l'égard du traitement de 51 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES – Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	44 050		44 050
Fonctionnement	25 144	4 901	30 045
Créances douteuses et autres provisions			
Transfert	600 209		600 209
Affectation à un fonds spécial			
Service de la dette	3 634		3 634
Total	**673 038**	**4 901**	**677 938**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la diffusion, le développement, la qualité, le respect et la promotion du français dans tous les secteurs d'activité. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et des activités gouvernementales en matière linguistique.								
	821						33	
	2 026						1 827	
								96
	4						167	
								3
							355	
–	**2 851**	–	–		–	–	**2 383**	**100**
	600 209		3 634				2 383	
								4 875
								25
–	**600 209**	–	**3 634**		–	–	**2 383**	**4 901**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion interne, Centre de conservation du Québec et Conseil du patrimoine culturel du Québec			
Votés	56 613		
Permanents	10		
	56 622	–	–
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Votés	588 824		
Permanents			
	588 824	–	–
Programme 3 - Charte de la langue française			
Votés	27 340		
Permanents			
	27 340	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	672 776		
Permanents	10		
Total	**672 786**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 709)				51 904
								10
–	–	–		(4 709)		–		51 913
				8 534				597 357
–	–	–		8 534		–		597 357
								27 340
–	–	–		–		–		27 340
				3 825				676 601
								10
–	–	–		3 825		–		676 611

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Soutien à la culture, aux communications et aux sociétés d'État			
Aide au fonctionnement	41 095		
Aide aux immobilisations	98 699		64
Aide aux initiatives de partenariat	13 443	5 967	
Aide aux projets	4 497	12	
Autres interventions particulières en culture et en communications	4 731	50	
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - fonctionnement	71 992		
Bibliothèque et Archives nationales du Québec - programmes d'aide	1 004		
Conseil des arts et des lettres du Québec - fonctionnement	6 092		
Conseil des arts et des lettres du Québec - programmes d'aide	101 351		
Conservatoire de musique et d'art dramatique du Québec	36 703		
Musée d'Art contemporain de Montréal	9 505		
Musée de la Civilisation	27 047		
Musée des beaux-arts de Montréal	15 964		
Musée national des beaux-arts du Québec	17 434		
Société de développement des entreprises culturelles - fonctionnement	7 322		
Société de développement des entreprises culturelles - programmes d'aide	59 847	46 172	
Société de la Place des Arts de Montréal	15 343		
Société de télédiffusion du Québec	59 204		
Société du Grand Théâtre de Québec	6 084		
	597 357	52 201	64
Programme 3 - Charte de la langue française			
Promotion et diffusion de la langue française	1 533		
Réussir ensemble en français	2 550	525	
Autres	17		
	4 100	525	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**601 457**	**52 726**	**64**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
	60	41 035			**41 095**	51 258
980	44 899	49 758		2 998	**98 699**	96 691
913	5 204	1 360			**13 443**	5 747
	29	4 457			**4 497**	7 763
55	6	4 432	186	2	**4 731**	3 343
				71 992	**71 992**	72 755
	8	996			**1 004**	1 004
				6 092	**6 092**	6 464
		91 307	10 044		**101 351**	88 075
				36 703	**36 703**	28 954
				9 505	**9 505**	9 596
				27 047	**27 047**	24 345
		15 964			**15 964**	16 548
				17 434	**17 434**	16 645
				7 322	**7 322**	7 821
		12 718	958		**59 847**	55 606
				15 343	**15 343**	15 609
				59 204	**59 204**	61 481
				6 084	**6 084**	6 163
1 949	50 205	222 026	11 187	259 725	**597 357**	575 869
3	13	990	51		**1 057**	1 056
		1 265			**1 790**	1 882
			4		**4**	9
3	13	2 255	55	–	**2 851**	2 947
1 952	**50 218**	**224 281**	**11 242**	**259 725**	**600 209**	**578 816**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	116 009	116 009	121 098
Fonctionnement	72 174	72 174	64 001
Capital	129 914	129 914	122 705
Intérêt	39 459	39 459	41 011
Support	243 901	242 653	230 001
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**601 457**	**600 209**	**578 816**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources hydrauliques		
Accréditation de laboratoires privés et municipaux	862	822
Régimes des eaux	864	1 510
Sécurité des barrages	973	1 010
	2 700	3 342
Autres		
Droits relatifs à la protection de l'environnement	1 058	1 057
Divers	3	4
	1 061	1 061
Total des droits et permis	**3 761**	**4 403**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formulaire, documentation et information	58	63
Terrains et bâtisses	595	363
Location et concessions	1 037	1 021
Gains sur dispositions d'immobilisations	68	249
Gestion des barrages publics	2 699	1 889
Recouvrements de tiers	183	80
Divers	6	12
	4 647	3 678
Intérêts		
Divers	26	29
	26	29
Amendes et confiscations		
Divers		1
	–	1
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	203	252
Divers	35	14
	238	265
Total des revenus divers	**4 912**	**3 973**
Total des revenus autonomes	**8 673**	**8 376**
Total des revenus	**8 673**	**8 376**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Protection de l'environnement					
Votés	178 472	132 038	21 550	24 884	
Permanents	123	20	2	101	
Ne nécessitant pas de crédits		11 779			
	178 595	143 837	21 552	24 985	-
PROGRAMME 2					
Bureau d'audiences publiques sur l'environnement					
Votés	5 706	5 604	31	72	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		19			
	5 706	5 623	31	72	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**184 301**	**149 460**	**21 582**	**25 057**	**-**
Votés	184 178	137 641	21 580	24 956	
Permanents	123	20	2	101	
Ne nécessitant pas de crédits		11 799			
Total	**184 301**	**149 460**	**21 582**	**25 057**	**-**
Dépenses	139 455	149 460		1 794	
Prêts, placements, avances et autres	15		14		
Immobilisations	44 832		21 568	23 264	
Total	**184 301**	**149 460**	**21 582**	**25 057**	**-**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Protection de l'environnement**			
1. Politiques environnementales	20 715		6	5 918	297
2. Développement durable, évaluations et suivi de l'environnement	16 533		400	11 045	1 562
3. Analyse et expertise régionales	24 136		3	15 484	1 648
4. Centre de contrôle environnemental du Québec	17 824		35	14 910	1 385
Permanents(1)	4				
5. Centre d'expertise en analyse environnementale du Québec	7 254		859	5 079	246
6. Centre d'expertise hydrique du Québec	39 119	14	14 124	10 271	2 497
7. Direction	4 642		1	3 800	647
Permanents(2)	20				20
8. Services à la gestion	48 249		6 107	18 825	16 059
Permanents(1)	74		2		
Permanents(3)	25				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**178 595**	**14**	**21 537**	**85 330**	**24 361**

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Bureau d'audiences publiques sur l'environnement**			
1. Bureau d'audiences publiques sur l'environnement	5 706		31	4 343	1 260
Amortissement des immobilisations					
Total	**5 706**	**-**	**31**	**4 343**	**1 260**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer, dans une perspective de développement durable, la protection de l'environnement par l'élaboration et la mise en oeuvre de politiques et de programmes ayant comme objectifs la prévention ou la réduction de la contamination de l'eau, de l'atmosphère et du sol, la restauration des sites contaminés, la protection des écosystèmes et des ressources, le développement du réseau d'aires protégées, ainsi que la réalisation d'activités de contrôle et d'analyses environnementales. Ce programme vise aussi à assurer l'exploitation sécuritaire et la pérennité des barrages publics sous l'autorité du Ministère ainsi que la gestion foncière du domaine hydrique de l'État et la sécurité des barrages du Québec.								
	13 808				627		60	
	1 807				293		1 426	
	6 587				322		92	
					141		1 354	
							4	
					4		1 066	
	8				152		12 053	
	150				17		26	
	6				144		7 107	
							72	
							25	
								11 809
								(30)
–	22 366	–	–		1 699	–	23 286	11 779
Ce programme vise à assurer la tenue de séances de consultation et d'information de la population prévues dans le processus d'examen et d'évaluation des impacts des projets de développement sur l'environnement et la tenue d'enquêtes et de consultations sur toute question relative à l'environnement.								
							72	
								19
–	–	–	–		–	–	72	19

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	184 178	14	21 566	89 674	25 601
Permanents	123		2		20
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**184 301**	**14**	**21 568**	**89 674** (1)	**25 621**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 254 k$ à l'égard du traitement de 105 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	89 674			89 674
Fonctionnement	25 621		11 829	37 450
Créances douteuses et autres provisions			(30)	(30)
Transfert	22 366			22 366
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**137 661**		**11 799**	**149 460**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	22 366				1 699		23 257	
							101	
								11 829
								(30)
–	**22 366**	–	–		**1 699**	–	**23 358**	**11 799**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Votés	174 363		
Permanents	35		
	174 397	-	-
Programme 2 - Bureau d'audiences publiques sur l'environnement			
Votés	5 056		
Permanents			
	5 056	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	179 419		
Permanents	35		
Total	**179 454**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
4 684				(576)				178 472
	78					10		123
4 684	78	–		(576)		10		178 595
				650				5 706
–	–	–		650		–		5 706
4 684				74				184 178
	78					10		123
4 684	78	–		74		10		184 301

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Protection de l'environnement			
Assainissement de l'air	5 300		
Institut de la statistique du Québec			
Programme ClimatSol	1 604		
Programme de réhabilitation des terrains contaminés	5 205		
Programme de sensibilisation aux algues bleu-vert	770		
Programme partenaires pour la nature	1 538		
Programmes d'interactions communautaires sur le Saint-Laurent	291		
Soutien aux conseils régionaux en environnement	1 885		
Soutien aux organismes de bassin versant	5 187		
Autres	946	28	
	22 726	28	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**22 726**	**28**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
	5 300				**5 300**	3 300
						40
	1 410				**1 410**	1 696
	5 178				**5 178**	5 799
		770			**770**	1 000
		1 516	8		**1 524**	1 786
		291			**291**	258
		1 885			**1 885**	200
		5 187			**5 187**	5 187
8	121	556		110	**822**	2 063
8	12 008	10 204	8	110	**22 366**	21 330
8	**12 008**	**10 204**	**8**	**110**	**22 366**	**21 330**

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Capital	6 468	6 232	7 087
Intérêt	1 693	1 693	1 953
Support	14 565	14 441	12 290
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**22 726**	**22 366**	**21 330**

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Rembourrage	1 894	1 737
Visa – Crédit d'impôt pour le design	120	128
Divers	26	28
	2 040	1 894
Total des droits et permis	**2 040**	**1 894**
Revenus divers		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	498	20
Subventions d'années antérieures	1 983	1 342
	2 481	1 361
Total des revenus divers	**2 481**	**1 362**
Total des revenus autonomes	**4 521**	**3 255**
Total des revenus	**4 521**	**3 255**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations					
Votés	360 036	346 344	777	12 914	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		(7 011)			
	360 056	339 353	777	12 914	-
PROGRAMME 2					
Interventions relatives au Fonds du développement économique					
Votés	231 225	98 408		132 817	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		(16 874)			
	231 225	81 534	-	132 817	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**591 281**	**420 887**	**777**	**145 731**	-
Votés	591 261	444 752	777	145 731	
Permanents	20	20			
Ne nécessitant pas de crédits		(23 884)			
Total	**591 281**	**420 887**	**777**	**145 731**	-
Dépenses	588 676	420 887		143 904	
Prêts, placements, avances et autres	5		1	4	
Immobilisations	2 600		776	1 824	
Total	**591 281**	**420 887**	**777**	**145 731**	-

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations**			
1. Direction et services à la gestion	31 773	1	776	14 142	13 564
Permanents(1)	20				20
Amortissement des immobilisations					
2. Politiques économiques et aide à l'entrepreneuriat	31 794			6 070	2 452
3. Développement des secteurs industriels stratégiques, des projets économiques majeurs et des sociétés d'État	51 329			7 918	5 015
4. Commerce extérieur et exportations	22 642	1		4 571	2 797
5. Services aux entreprises et affaires territoriales	42 849			14 348	1 639
Variation à la baisse de provisions					
6. Soutien à l'innovation	165 795			6 720	425
7. Centre de recherche industrielle du Québec	13 752				
8. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation de projets de développement économique local et régional	100				
Total	**360 055**	**1**	**776**	**53 770**	**25 912**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à soutenir le développement de l'économie du Québec dans une perspective de création d'emplois, de prospérité économique et de développements technologique, régional, social et durable. Plus précisément, il favorise le développement et la compétitivité des entreprises, le transfert et la valorisation des résultats de recherche ainsi que le renouvellement de la base entrepreneuriale. Il a aussi pour objectifs la diversification et la consolidation des régions, l'essor de l'économie sociale, de même que l'ouverture des marchés et la conquête de ceux-ci par les entreprises québécoises. De plus, il vise à favoriser la concertation et la mobilisation des différents acteurs économiques et scientifiques.								
	692				571		2 028	
								1 054
	21 672				1 419		181	
	33 493				1 569		3 334	
	12 853				1 524		897	
	25 697				86		1 079	
								(8 065)
	158 523				29		98	
	13 752							
							100	
–	**266 682**	–	–		**5 199**	–	**7 716**	**(7 011)**

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Interventions relatives au Fonds du développement économique**			
1. Mandats gouvernementaux et autres programmes	124 595				
Variation à la baisse de provisions					
2. Programme ESSOR	91 250				
3. Programme Créativité Québec	15 280				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'interventions de développement économique	100				
Total	**231 225**	**–**	**–**	**–**	**–**
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	591 261	1	776	53 770	25 892
Permanents	20				20
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**591 281**	**1**	**776**	**53 770** (1)	**25 912**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 8 189 k$ à l'égard du traitement de 68 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	53 770			53 770
Fonctionnement	25 912	1 054		26 966
Créances douteuses et autres provisions	38 318	(24 938)		13 379
Transfert	266 682			266 682
Affectation à un fonds spécial	60 090			60 090
Service de la dette				
Total	**444 772**	**(23 884)**		**420 887**

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, le ministère de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations est désigné sous le nom de ministère de l'Économie, de la Science et de l'Innovation.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme est affecté à l'administration et au versement de toute aide financière prévue par un programme élaboré ou désigné par le gouvernement et de toute aide financière accordée par Investissement Québec dans l'exécution d'un mandat que le gouvernement lui confie. Le Fonds a été institué au sein du Ministère et son administration a été confiée à Investissement Québec.								
		36 065					88 530	
								(16 874)
36 681		24 025			2 500		28 044	
1 637					3 000		10 643	
							100	
38 318	**–**	**60 090**	**–**		**5 500**	**–**	**127 317**	**(16 874)**
38 318	266 682	60 090			10 699		135 033	
								1 054
								(24 938)
38 318	**266 682**	**60 090**	**–**		**10 699**	**–**	**135 033**	**(23 884)**

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Votés	356 741		
Permanents	19		
	356 760	–	–
Programme 2 - Interventions relatives au Fonds du développement économique			
Votés	234 495		
Permanents			
	234 495	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	591 236		
Permanents	19		
Total	**591 255**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 295				360 035
						1		20
–	–	–		3 295		1		360 055
				(3 270)				231 225
						–		
–	–	–		(3 270)				231 225
				25				591 261
						1		20
–	–	–		25		1		591 281

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Développement de l'Économie, de l'Innovation et des Exportations			
Appui à l'innovation	2 649	2 630	
Appui au développement des secteurs stratégiques et des créneaux d'excellence	16 505	890	
Appui au redressement et à la rétention d'entreprises stratégiques et aux territoires en difficulté	4 849	4 236	
Centre de recherche industrielle du Québec	13 752		
Économie sociale	5 159	375	
Exportation	15 088	7 170	
Fonds de partenariat pour un Québec innovant et en santé	15 000		1 107
Infrastructures de recherche et d'innovation	70 000		2 013
Infrastructures en entrepreneuriat collectif	2 196	75	
Projets mobilisateurs : Avion écologique, Autobus électrique, Écolo TIC et autres	17 533		
Soutien à l'entrepreneuriat et aide aux initiatives régionales	20 146	3 077	
Soutien à l'innovation	88 411	8 523	242
Autres	5 298	857	
	276 587	27 833	3 362
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**276 587**	**27 833**	**3 362**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
					2 630	8 405
434	154	14 305			**15 782**	16 875
		394			**4 630**	5 893
				13 752	**13 752**	14 339
	150	4 534			**5 059**	1 560
8		5 675			**12 853**	7 471
5 965		7 928			**15 000**	18 137
46 609	1 500	17 379		2 499	**70 000**	74 021
		831			**905**	653
		13 283			**13 283**	37 333
31	1 023	15 937			**20 069**	20 023
22 453	45	55 779	211	1 157	**88 411**	79 984
44	12	3 395			**4 308**	8 306
75 544	2 884	139 440	211	17 409	**266 682**	293 005
75 544	**2 884**	**139 440**	**211**	**17 409**	**266 682**	**293 005**

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	7 924	7 924	8 511
Fonctionnement	5 828	5 828	5 828
Capital	64 711	64 709	65 818
Intérêt	6 216	6 145	6 999
Support	191 908	182 076	205 849
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**276 587**	**266 682**	**293 005**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Support	90 600	60 090	36 227
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**90 600**	**60 090**	**36 227**

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Divers	2	2
Total des droits et permis	**2**	**2**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Recouvrements de tiers	6 069	6 473
Divers	4	8
	6 073	6 481
Intérêts		
Prêts aux étudiants	13 890	14 205
	13 890	14 205
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 084	985
Subventions d'années antérieures	1 947	281
Dépenses sous forme d'indemnités	80	8 529
Bourses d'études	8 729	12 231
	11 840	22 026
Total des revenus divers	**31 804**	**42 711**
Total des revenus autonomes	**31 806**	**42 713**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Enseignement aux enfants indiens	140 015	133 907
Total des transferts du gouvernement fédéral	**140 015**	**133 907**
Total des revenus	**171 821**	**176 619**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Administration					
Votés	163 963	138 129	5 171	20 663	
Permanents	13	13			
Ne nécessitant pas de crédits		6 248			
	163 976	144 391	5 171	20 663	–
PROGRAMME 2					
Organismes relevant du ministre					
Votés	32 781	31 875	20	887	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		13			
	32 781	31 887	20	887	–
PROGRAMME 3					
Aide financière aux études					
Votés	835 805	693 974	74 482	67 349	
Permanents	20 138	20 138			
Ne nécessitant pas de crédits		(8 959)			
	855 943	705 154	74 482	67 349	–
PROGRAMME 4					
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire					
Votés	9 302 929	9 122 082		180 846	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 302 929	9 122 082	–	180 846	–
PROGRAMME 5					
Enseignement supérieur					
Votés	5 317 575	5 291 008		26 567	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	5 317 575	5 291 008	–	26 567	–
PROGRAMME 6					
Développement du loisir et du sport					
Votés	72 531	71 961		570	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	72 531	71 961	–	570	–
PROGRAMME 7					
Organismes dédiés à la recherche					
Votés	174 363	174 363			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	174 363	174 363	–	–	–

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Régimes de retraite					
Votés					
Permanents	1 264 739	1 236 355		28 385	
Ne nécessitant pas de crédits					
	1 264 739	1 236 355	-	28 385	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**17 184 837**	**16 777 201**	**79 672**	**325 266**	**-**
Votés	15 899 946	15 523 392	79 672	296 882	
Permanents	1 284 891	1 256 506		28 385	
Ne nécessitant pas de crédits		(2 698)			
Total	**17 184 837**	**16 777 201**	**79 672**	**325 266**	**-**
Dépenses	17 039 422	16 777 201		259 524	
Prêts, placements, avances et autres	138 600		74 482	64 118	
Immobilisations	6 815		5 190	1 625	
Total	**17 184 837**	**16 777 201**	**79 672**	**325 266**	**-**

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 (a) Mission : Éducation et culture		**Administration**			
1. Direction	9 052			5 216	318
Permanents(1)	13				13
2. Administration	62 005		5 171	24 766	27 913
Amortissement des immobilisations					
3. Développement pédagogique et soutien aux élèves	23 171			10 547	9 806
4. Soutien aux réseaux	12 012			8 978	682
5. Services aux anglophones, aux autochtones et aux communautés culturelles	3 746			2 946	203
6. Politiques et orientations	11 955			5 340	4 400
7. Loisirs et sports	4 774			2 741	940
8. Enseignement supérieur	13 743			9 893	1 043
9. Aide financière aux études	20 930			12 198	1 187
10. Soutien à l'enseignement supérieur	2 573			1 783	19
Total	**163 976**	**–**	**5 171**	**84 407**	**46 523**

(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité des éléments 1 et 2 de ce programme a été confiée en partie à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, ces éléments du programme 1 continuent d'être présentés dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'administration de l'ensemble des programmes confiés au Ministère et à soutenir l'action des réseaux d'enseignement en leur fournissant les services nécessaires à l'exercice de leur mission. Ce programme assure aussi le fonctionnement de l'aide financière aux études et du loisir et du sport.								
	439						3 079	
					1 000		3 155	
								6 248
							2 819	
							2 352	
							597	
	2 167						48	
	97						997	
							2 807	
	4 509						3 036	
							772	
–	7 212	–	–		1 000	–	19 663	6 248

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (a) Mission : Éducation et culture		**Organismes relevant du ministre**			
1. Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 878				
2. Institut national des mines	970				
3. Conseil supérieur de l'éducation	2 445		14	1 846	336
Amortissement des immobilisations					
4. Comité consultatif sur l'accessibilité financière aux études	165			84	23
5. Commission d'évaluation de l'enseignement collégial	2 386		6	1 767	362
Amortissement des immobilisations					
6. Commission de l'éthique en science et technologie	803			515	79
7. Commission consultative de l'enseignement privé	133				13
Total	**32 781**	**–**	**20**	**4 213**	**813**
PROGRAMME 3 Mission : Éducation et culture		**Aide financière aux études**			
1. Bourses consécutives aux prêts	635 299				
2. Intérêts et remboursement aux banques	185 459	74 482			
Permanents(1)	20 138				
Variation à la baisse de provisions					
3. Autres bourses	15 046				
Total	**855 943**	**74 482**	**–**	**–**	**–**

(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité de l'élément 6 de ce programme a été confiée à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, cet élément du programme 2 continue d'être présenté dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à offrir des activités de formation professionnelle, technique et universitaire dans les domaines de l'hôtellerie, de la restauration et du tourisme. Il a également pour objectifs de réaliser des activités de coordination des différents acteurs du secteur minier, d'estimer les besoins de formation et d'accroître la diversification de l'offre de formation dans le secteur des mines. De plus, il soutient le fonctionnement des organismes de consultation relevant du ministre.

	25 878						
	970						
						249	
							4
						57	
						251	
							9
						209	
						120	
–	**26 848**	–	–		–	–	**887**	**13**

Ce programme vise à favoriser l'accessibilité aux études secondaires en formation professionnelle et aux études postsecondaires à temps plein ou à temps partiel. Il fournit un soutien financier aux personnes dont les ressources financières sont jugées insuffisantes.

	635 299						
	44 239					66 739	
20 138							
							(8 959)
	14 436					610	
20 138	**693 974**	–	–		–	–	**67 349**	**(8 959)**

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 4 Mission : Éducation et culture		**Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire**			
1. Commissions scolaires	7 306 629				
2. Commissions scolaires à statut particulier	289 003				
3. Service de la dette des commissions scolaires	827 381				
4. Enseignement privé	469 072				
5. Soutien à des partenaires en éducation	41 243				
6. Aide au transport scolaire	339 542				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058				
Total	**9 302 929**	–	–	–	–
PROGRAMME 5 Mission : Éducation et culture		**Enseignement supérieur**			
1. Cégeps	1 773 174				
2. Universités	2 795 394				
3. Enseignement privé au collégial	114 094				
4. Service de la dette des cégeps	238 794				
5. Service de la dette des universités	369 475				
6. Soutien à des partenaires en éducation	1 383				
7. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	25 260				
Total	**5 317 575**	–	–	–	–

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à rendre accessibles aux élèves, jeunes et adultes, les services d'enseignement en fournissant aux commissions scolaires, aux établissements privés subventionnés et à divers organismes les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement. Il inclut également les subventions pour le transport scolaire.								
	7 273 318						33 311	
	289 003							
	723 905						103 476	
	469 072							
	40 895						349	
	325 889				2 200		11 453	
							30 058	
–	**9 122 082**	–	–		**2 200**	–	**178 646**	–
Ce programme vise à rendre accessibles les services d'enseignement aux étudiantes et aux étudiants des collèges et des universités, en fournissant aux établissements les ressources financières nécessaires à leur fonctionnement et à leur développement.								
	1 773 174							
	2 769 093	25 000			1 302			
	114 094							
	238 794							
	369 475							
	1 377						6	
							25 260	
–	**5 266 008**	**25 000**	–		**1 302**	–	**25 266**	–

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Éducation et culture		**Développement du loisir et du sport**			
1. Développement du loisir et du sport	72 531				
Total	**72 531**	–	–	–	–
PROGRAMME 7 (a) Mission : Économie et environnement		**Organismes dédiés à la recherche**			
1. Fonds de recherche du Québec - Santé	77 603				
2. Fonds de recherche du Québec - Société et culture	47 417				
3. Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 343				
Total	**174 363**	–	–	–	–
PROGRAMME 8 Mission : Éducation et culture		**Régimes de retraite**			
1. Régime de retraite des enseignants Permanents(1)	180 325				
2. Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics Permanents(2)	911 186				
3. Régime de retraite du personnel d'encadrement Permanents(3)	173 228				
Total	**1 264 739**	–	–	–	–

(a) Le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 31-2016, la responsabilité de ce programme a été confiée à la ministre de l'Économie, de la Science et de l'Innovation. Toutefois, ce programme continue d'être présenté dans le portefeuille auquel les crédits de 2015-2016 ont été autorisés.

(1) Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à promouvoir et favoriser les activités de loisir et de sport par un soutien aux organismes du milieu et à des clientèles spécifiques. Il a également pour objectif d'appuyer l'action bénévole tout en ayant une préoccupation particulière en matière de sécurité dans la pratique d'activités récréatives et sportives.								
	71 961						570	
–	**71 961**	–	–		–	–	**570**	–
Ce programme vise principalement le financement des fonds subventionnaires, dont la mission est de promouvoir et d'appuyer le financement de la recherche, la formation de chercheurs et la diffusion de la connaissance.								
	77 603							
	47 417							
	49 343							
–	**174 363**	–	–		–	–	–	–
Ce programme regroupe le régime de retraite des enseignants, le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et le régime de retraite du personnel d'encadrement applicables au personnel des réseaux.								
	151 940						28 385	
	911 186							
	173 228							
–	**1 236 355**	–	–		–	–	**28 385**	–

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	15 899 946	74 482	5 190	88 620	47 323
Permanents	1 284 891				13
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**17 184 837**	**74 482**	**5 190**	**88 620** (1)	**47 336**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 317 k$ à l'égard du traitement de 96 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+	Ne nécessitant pas de crédits	= Total
Rémunération	88 620			88 620
Fonctionnement	47 336		6 261	53 597
Créances douteuses et autres provisions	20 138		(8 959)	11 179
Transfert	16 598 804			16 598 804
Affectation à un fonds spécial	25 000			25 000
Service de la dette				
Total	**16 779 899**		**(2 698)**	**16 777 201**

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 28-2016, le ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche est désigné sous le nom de ministère de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	15 362 449	25 000			4 502		292 380	
20 138	1 236 355						28 385	
								6 261
								(8 959)
20 138	**16 598 804**	**25 000**	**–**		**4 502**	**–**	**320 765**	**(2 698)**

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

EVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Administration			
Votés	166 340		
Permanents	10		
	166 349	-	-
Programme 2 - Organismes relevant du ministre			
Votés	32 781		
Permanents			
	32 781	-	-
Programme 3 - Aide financière aux études			
Votés	838 205		
Permanents	6 000		
	844 205	-	-
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Votés	9 257 969		
Permanents			
	9 257 969	-	-
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Votés	5 282 275		
Permanents			
	5 282 275	-	-
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Votés	69 756		
Permanents			
	69 756	-	-
Programme 7 - Organismes dédiés à la recherche			
Votés	174 363		
Permanents			
	174 363	-	-
Programme 8 - Régimes de retraite			
Votés			
Permanents	1 238 040		
	1 238 040	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	15 821 688		
Permanents	1 244 049		
Total	**17 065 739**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+/(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(2 377)				163 963
						4		13
-	-	-		(2 377)		4		163 976
								32 781
-	-	-		-		-		32 781
				(2 400)				835 805
						14 138		20 138
-	-	-		(2 400)		14 138		855 943
				44 960				9 302 929
-	-	-		44 960		-		9 302 929
				35 300				6 317 575
-	-	-		35 300		-		6 317 575
				2 775				72 531
-	-	-		2 775		-		72 531
								174 363
-	-	-		-		-		174 363
						26 699		1 264 739
-	-	-		-		26 699		1 264 739
				78 258				15 899 946
						40 841		1 284 891
-	-	-		78 258		40 841		17 184 837

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Administration			
Affaires internationales et canadiennes	2 204		
Autres	5 222		
	7 426	–	–
Programme 2 - Organismes relevant du ministre			
Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec	25 878		
Institut national des mines	970		
	26 848	–	–
Programme 3 - Aide financière aux études			
Bourses consécutives aux prêts	635 299		
Intérêts et remboursements aux banques	46 864		
Autres	15 046		
	697 210	–	–
Programme 4 - Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire			
Comités patronaux de négociation	8 044		
Fonctionnement			
Éducation préscolaire et enseignement primaire et secondaire public	7 587 588		
Enseignement privé	469 072		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	30 058		
Programme d'action communautaire	19 317		
Service de la dette des commissions scolaires	827 381		
Transport scolaire	339 542		
Autres	21 927		
	9 302 929	–	–
Programme 5 - Enseignement supérieur			
Fonctionnement			
Cégeps	1 773 174		
Enseignement privé au collégial	114 094		
Universités	2 770 394		
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	25 260		
Service de la dette			
Service de la dette des cégeps	238 794		
Service de la dette des universités	369 475		
Autres	1 383		
	5 292 575	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2016	Total 2015
938		1 140	89		**2 167**	1 790
3 058	15	1 973			**5 046**	2 427
3 996	15	3 113	89	–	**7 212**	4 216
				25 878	**25 878**	25 710
				970	**970**	970
–	–	–	–	26 848	**26 848**	26 680
			635 299		**635 299**	583 452
			44 239		**44 239**	47 896
			14 436		**14 436**	19 167
–	–	–	693 974	–	**693 974**	650 515
		8 000			**8 000**	8 044
7 554 321					**7 554 321**	7 608 251
469 072					**469 072**	469 294
		19 317			**19 317**	18 302
723 905					**723 905**	714 178
325 889					**325 889**	342 600
		18 358		3 220	**21 578**	16 189
9 073 188	–	45 675	–	3 220	**9 122 082**	9 176 858
1 769 824		3 350			**1 773 174**	1 750 429
114 094					**114 094**	114 740
2 769 093					**2 769 093**	2 804 045
20 305					**20 305**	28 943
218 490					**218 490**	209 874
369 475					**369 475**	357 113
373		1 004			**1 377**	569
5 261 654	–	4 354	–	–	**5 266 008**	5 265 712

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 6 - Développement du loisir et du sport			
Équipe Québec	5 000		
Kino-Québec	1 575		
Promotion du loisir	15 314	1	
Promotion du sport	26 889		
Soutien aux organismes multidisciplinaires	23 521		
Autres	233		
	72 531	1	–
Programme 7 - Organismes dédiés à la recherche			
Fonds de recherche du Québec - Nature et technologies	49 343		
Fonds de recherche du Québec - Santé	77 603		29 128
Fonds de recherche du Québec - Société et Culture	47 417		
	174 363	–	29 128
Programme 8 - Régimes de retraite			
Régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	911 186		
Régime de retraite des enseignants	180 325		
Régime de retraite du personnel d'encadrement	173 228		
	1 264 739	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**16 838 621**	**1**	**29 128**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
			4 474		4 474	5 011
		1 575			1 575	1 575
	322	14 965			15 288	15 263
		26 889			26 889	22 733
		23 504			23 504	23 809
		233			233	153
–	322	67 165	4 474	–	71 961	68 544
32 046			13 763	3 534	49 343	49 286
21 838			21 838	4 800	77 603	76 939
30 687			12 959	3 771	47 417	47 552
84 570	–	–	48 560	12 105	174 363	173 777
911 186					911 186	904 152
151 940					151 940	153 145
173 228					173 228	174 676
1 236 355	–	–	–	–	1 236 355	1 231 973
15 659 761	**337**	**120 307**	**747 097**	**42 173**	**16 598 804**	**16 598 275**

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	12 978 146	12 738 329	12 704 998
Fonctionnement	1 473 181	1 473 181	1 579 388
Capital	995 629	995 629	953 733
Intérêt	386 939	386 939	410 995
Support	1 004 726	1 004 726	949 161
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**16 838 621**	**16 598 804**	**16 598 275**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Support	25 000	25 000	22 000
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**25 000**	**25 000**	**22 000**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources minières		
Claim		6 268
Exploitation par baux		1 745
Renseignements généraux		75
Exploitation – Sable, gravier et autres		2 588
Exploitation minière	(1)	79 440
Divers		15
	–	90 131
Ressources hydrauliques		
Énergie électrique produite	988	
Régimes des eaux	1 559	1 270
	2 547	1 270
Autres		
Études de dossiers	33	123
Divers		(45)
	33	78
Total des droits et permis	**2 580**	**91 478**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	40	84
Terres de l'État	2 105	2 243
Location de terrains pour aménagement de forces hydrauliques	253	782
Frais de vente et de location de terrains	621	596
Location et concessions	19 423	18 099
Frais d'administration		109
Frais d'inscription aux tirages au sort	79	170
Gains sur dispositions d'immobilisations	17	202
Dossier éolien – Tarif annuel d'une réserve de superficie	313	242
Divers	27	26
	22 878	22 554
Intérêts		
Autres revenus	943	46
Droits sur les profits d'exploitation minière		2 940
Paiement de redevances hydrauliques	906	
	1 849	2 986
Amendes et confiscations		
Divers	1	42
	1	42

(1) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par le transfert des revenus de l'impôt minier au Fonds des générations depuis le 1er avril 2015 en vertu de l'article 4.2 de la Loi sur la réduction de la dette et instituant le Fonds des générations (RLRQ, chapitre R-2.2.0.1).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	299	563
	299	563
Total des revenus divers	**25 028**	**26 146**
Total des revenus autonomes	**27 607**	**117 624**
Total des revenus	**27 607**	**117 624**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Gestion des ressources naturelles					
Votés	78 547	66 072	1 952	10 523	
Permanents	80	80			
Ne nécessitant pas de crédits		3 760			
	78 628	69 912	1 952	10 523	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**78 628**	**69 912**	**1 952**	**10 523**	-
Votés	78 547	66 072	1 952	10 523	
Permanents	80	80			
Ne nécessitant pas de crédits		3 760			
Total	**78 628**	**69 912**	**1 952**	**10 523**	-
Dépenses	70 356	69 912		4 204	
Prêts, placements, avances et autres	100		1	100	
Immobilisations	8 171		1 951	6 220	
Total	**78 628**	**69 912**	**1 952**	**10 523**	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		Gestion des ressources naturelles			
1. Ressources énergétiques	12 352			3 787	541
Permanents(1)	52				
Amortissement des immobilisations					
2. Ressources minérales	12 475		219	7 044	2 220
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère et services partagés	39 664	1	1 511	23 729	6 831
Permanents(2)	19				19
Amortissement des immobilisations					
4. Territoire	14 056		222	8 464	4 181
Permanents(1)	9				
Amortissement des immobilisations					
Total	**78 628**	**1**	**1 951**	**43 024**	**13 793**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	78 547	1	1 951	43 024	13 774
Permanents	80				19
Amortissement des immobilisations					
Total	**78 628**	**1**	**1 951**	**43 024** (1)	**13 793**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 201 k$ à l'égard du traitement de 50 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	43 024		43 024
Fonctionnement	13 793	3 760	17 553
Créances douteuses et autres provisions	61		61
Transfert	4 378		4 378
Affectation à un fonds spécial	4 896		4 896
Service de la dette			
Total	**66 153**	**3 760**	**69 912**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer le développement, la connaissance et la mise en valeur du territoire public ainsi que des ressources énergétiques et minières dans une perspective de développement durable. Il vise également à offrir les services administratifs dans les domaines de la gestion des ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières au ministère des Forêts, de la Faune et des Parcs depuis sa création le 24 avril 2014.								
	3 630	3 328			307		759	
52								3
		1 568			500		923	
								923
	173				1 315		6 105	
								2 695
	575						615	
9								139
61	**4 378**	**4 896**	**–**		**2 122**	**–**	**8 401**	**3 760**
	4 378	4 896			2 122		8 401	
61								3 760
61	**4 378**	**4 896**	**–**		**2 122**	**–**	**8 401**	**3 760**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Votés	78 529		
Permanents	19		
	78 548	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	78 529		
Permanents	19		
Total	**78 548**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
19								78 547
						61		80
19	–	–		–		61		78 628
19								78 547
						61		80
19	–	–		–		61		78 628

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Gestion des ressources naturelles			
Aide aux bioénergies			
Enfouissement des fils électriques	2 537		
Autres	2 438		
	4 975	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 975**	–	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2016	Total 2015
						1 900
	2 230				**2 230**	2 226
6	577	1 538	2	25	**2 148**	1 545
6	2 806	1 538	2	25	**4 378**	5 672
6	**2 806**	**1 538**	**2**	**25**	**4 378**	**5 672**

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Capital	1 966	1 748	1 616
Intérêt	564	482	610
Support	2 445	2 148	3 445
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 975**	**4 378**	**5 672**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	2 081	2 081	1 296
Fonctionnement	1 800	1 800	1 083
Capital	37	37	
Intérêt	978	978	983
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 896**	**4 896**	**3 363**

FAMILLE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Études de dossiers		163
Émission de permis pour les services de garde	263	
Renouvellement de permis pour les services de garde	86	
Honoraires – Dossiers publics	14 558	13 296
Divers	47	39
Total des droits et permis	**14 954**	**13 498**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Divers	1	1
	1	1
Intérêts		
Avances aux comptes sous administration	79	43
	79	43
Amendes et confiscations		
Pénalités	223	18
	223	18
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	37	1 026
Subventions d'années antérieures	2 119	2 142
	2 156	3 168
Total des revenus divers	**2 459**	**3 229**
Total des revenus autonomes	**17 412**	**16 728**
Total des revenus	**17 412**	**16 728**

FAMILLE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2013
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Planification, recherche et administration					
Votés	51 988	48 736	3 250	2	
Permanents	58	58			
Ne nécessitant pas de crédits		4 425			
	52 047	53 220	3 250	2	–
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide à la famille					
Votés	2 429 820	2 429 820			
Permanents	212	175		37	
Ne nécessitant pas de crédits					
	2 430 032	2 429 995	–	37	–
PROGRAMME 3					
Condition des aînés					
Votés	22 151	20 562		1 590	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	22 151	20 562	–	1 590	–
PROGRAMME 4					
Curateur public					
Votés	51 964	40 256	7 039	4 669	
Permanents	14 600	14 527		73	
Ne nécessitant pas de crédits		7 140			
	66 564	61 923	7 039	4 742	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 570 794**	**2 565 700**	**10 290**	**6 370**	–
Votés	2 555 924	2 539 374	10 290	6 260	
Permanents	14 870	14 761		110	
Ne nécessitant pas de crédits		11 565			
Total	**2 570 794**	**2 565 700**	**10 290**	**6 370**	–
Dépenses	2 555 944	2 565 700		1 809	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	14 850		10 290	4 561	
Total	**2 570 794**	**2 565 700**	**10 290**	**6 370**	–

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Planification, recherche et administration**			
1. Planification, recherche et administration	51 988		3 250	32 441	12 928
Permanents(1)	11				11
Permanents(2)	47				
Amortissement des immobilisations					
Total	**52 047**	**-**	**3 250**	**32 441**	**12 939**
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide à la famille**			
1. Gestion des services à la famille	13 412				643
2. Soutien financier aux centres de la petite enfance et aux autres services de garde	2 217 710				
Permanents(1)	100				
3. Subvention pour le financement des infrastructures des centres de la petite enfance	33 342				
4. Régime de retraite à l'intention d'employés oeuvrant dans le domaine des services de garde à l'enfance	83 745				
5. Soutien aux enfants	29 310				
Permanents(1)	112				
6. Organismes communautaires	18 562				
7. Régime d'assurance collective et de congés de maternité	33 738				
Total	**2 430 032**	**-**	**-**	**-**	**643**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la réalisation de recherches ainsi que l'élaboration et l'évaluation de politiques favorables à l'épanouissement et au mieux-être des familles, des enfants et des aînés, en concertation avec les ministères et organismes gouvernementaux. De plus, ce programme vise à planifier, à diriger et à coordonner les activités administratives essentielles à la gestion des programmes du Ministère.								
	3 367						2	
47								
								4 425
47	**3 367**	**–**	**–**		**–**	**–**	**2**	**4 425**
Ce programme permet de favoriser l'accès à des services de garde éducatifs à l'enfance de qualité. Il a comme objectif le financement du fonctionnement des services de garde éducatifs à l'enfance ainsi que celui des infrastructures des centres de la petite enfance (CPE), du régime de retraite et du régime d'assurance collective à l'intention du personnel des CPE, des bureaux coordonnateurs de la garde en milieu familiale et des garderies subventionnées. De plus, ce programme accorde à des organismes communautaires oeuvrant auprès des familles le financement en lien avec leur mission globale ainsi que le financement des services de haltes-garderies communautaires. Il assure également le soutien aux municipalités et aux municipalités régionales de comté qui désirent mettre en place des politiques familiales municipales. Enfin, il finance l'administration du programme de Soutien aux enfants offert sous forme d'un crédit d'impôt remboursable.								
	12 769							
		2 217 710						
63							37	
		33 342						
		83 745						
	29 310							
112								
	18 562							
		33 738						
175	**60 642**	**2 368 536**	**–**		**–**	**–**	**37**	**–**

FAMILLE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition des aînés**			
1. Secrétariat aux aînés	22 151				1 894
Total	**22 151**	**–**	**–**	**–**	**1 894**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Curateur public**			
1. Curateur public	51 964		7 039	30 254	10 001
Permanents(1)	100				
Permanents(2)	14 500			13 429	1 071
Amortissement des immobilisations					
Total	**66 564**	**–**	**7 039**	**43 683**	**11 072**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur le Curateur public (RLRQ, chapitre C-81).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	2 555 924		10 290	62 695	25 466
Permanents	14 870			13 429	1 082
Amortissement des immobilisations					
Total	**2 570 794**	**–**	**10 290**	**76 125** [1]	**26 548**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 833 k$ à l'égard du traitement de 58 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	76 125		76 125
Fonctionnement	26 548	11 565	38 114
Créances douteuses et autres provisions	250		250
Transfert	82 677		82 677
Affectation à un fonds spécial	2 368 536		2 368 536
Service de la dette			
Total	**2 554 135**	**11 565**	**2 565 700**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)				Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette				
Ce programme a pour objectif de favoriser le vieillissement actif de la société québécoise. Il vise à planifier, conseiller, concerter et soutenir des politiques ou mesures propices à combattre les préjugés, à favoriser la participation, la santé et la sécurité des aînés, et ce, dans une perspective d'équité intergénérationnelle et de respect de la diversité.							
	18 668					1 590	
–	**18 668**	–	–	–	–	**1 590**	–
Ce programme vise à assurer la protection et la représentation dans leurs droits et leurs biens des citoyens déclarés inaptes.							
						4 669	
27						73	
							7 140
27	–	–	–	–	–	**4 742**	**7 140**
	82 677	2 368 536				6 260	
250						110	
							11 565
250	**82 677**	**2 368 536**	–	–	–	**6 370**	**11 565**

FAMILLE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Votés	56 346		
Permanents	10		
	56 356	–	–
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Votés	2 161 154		230 900
Permanents	100		
	2 161 254	–	230 900
Programme 3 - Condition des aînés			
Votés	24 646		
Permanents			
	24 646	–	–
Programme 4 - Curateur public			
Votés	51 964		
Permanents	100		
	52 064	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	2 294 110		230 900
Permanents	210		
Total	**2 294 319**	–	**230 900**

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(4 358)				51 988
						49		58
–	–	–		(4 358)		49		52 047
				37 767				2 429 820
						112		212
–	–	–		37 767		112		2 430 032
				(2 495)				22 151
–	–	–		(2 495)		–		22 151
								51 964
		14 500						14 600
–	–	14 500		–		–		66 564
				30 914				2 555 924
		14 500				161		14 870
–	–	**14 500**		**30 914**		**161**		2 570 794

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Planification, recherche et administration			
Plan d'action égalité - Conciliation travail famille	958		
Autres	2 409	1	17
	3 367	1	17
Programme 2 - Mesures d'aide à la famille			
Administration du soutien aux enfants par la Régie des rentes du Québec	29 303		
Allocation familiale et allocation pour enfant handicapé	7		
Amélioration de la qualité des services de garde			
Autres mesures pour les employés syndiqués des centres de la petite enfance	4 570		
Autres mesures pour les responsables d'un service de garde en milieu familial	3 042		
Haltes-garderies	3 852		
Organismes communautaires - famille	18 562		
Autres	1 306	314	
	60 642	314	-
Programme 3 - Condition des aînés			
Lutte contre la maltraitance envers les aînés	1 170		
Politique Vieillir chez soi	18 029	358	186
Autres	120	4	
	19 319	362	186
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**83 328**	**677**	**203**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+ Municipalités	+ Organismes à but non lucratif	+ Personnes	+ Organismes et entreprises du gouvernement	= Total 2016	Total 2015
308		651			**958**	2 117
58	124	2 189		20	**2 409**	287
366	124	2 840	–	20	**3 367**	2 404
				29 303	**29 303**	30 423
			7		**7**	10
						797
		4 570			**4 570**	4 615
		2 145	897		**3 042**	2 128
		3 852			**3 852**	3 849
		18 562			**18 562**	19 250
	855	137			**1 306**	1 551
–	855	29 266	904	29 303	**60 642**	62 625
220	100	714			**1 034**	994
615	4 475	11 880			**17 514**	13 589
1	2	113			**120**	62
836	4 577	12 707	–	–	**18 668**	14 646
1 202	**5 556**	**44 812**	**904**	**29 323**	**82 677**	**79 675**

FAMILLE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Fonctionnement	29 323	29 323	30 448
Support	54 005	53 354	49 227
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**83 328**	**82 677**	**79 675**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Capital	22 668	22 668	21 687
Intérêt	10 838	10 838	10 774
Support	2 335 029	2 335 029	2 377 401
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**2 368 536**	**2 368 536**	**2 409 861**

FINANCES

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Impôt sur le revenu et les biens		
Cotisations pour les services de santé		
Cotisations des employeurs – Fonds des services de santé	6 792 962	6 632 264
Cotisations des particuliers – Fonds des services de santé	260 421	245 360
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**7 053 383**	**6 877 624**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Garantie de prêts – Sociétés d'état	218 360	204 697
Honoraires sur garantie gouvernementale	10 304	14 350
Divers	1	
	228 664	219 047
Intérêts		
Comptes de banque	261	1 443
Prêts		240
Dividendes	6 677	6 677
	6 938	8 360
Amendes et confiscations		
Dépôts judiciaires	227	6 442
Produits de la criminalité	4 766	3 666
	4 993	10 108
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	16 421	19 708
	16 421	19 708
Total des revenus divers	**257 016**	**257 222**

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement		
Hydro-Québec	2 262 000	2 464 000
Loto-Québec	1 201 994 (1)	1 025 556
Société des alcools du Québec	1 066 961 (2)	1 033 690
Total des revenus de dividendes provenant des entreprises du gouvernement	**4 530 955**	**4 523 246**
Total des revenus autonomes	**11 841 354**	**11 658 092**
Transferts du gouvernement fédéral		
Péréquation	9 520 876	9 285 666
Transferts pour la santé	5 108 564 (A)	4 852 150
Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux	1 541 626 (B)	1 587 985
Autres programmes	(475 400) (C)	(234 917)
Total des transferts du gouvernement fédéral	**15 695 666**	**15 490 884**
Total des revenus	**27 537 020**	**27 148 976**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une augmentation des résultats du secteur des loteries en raison du nombre élevé de lots majeurs offerts.

(2) Aux fins des états financiers consolidés du gouvernement, la quote-part du gouvernement dans les résultats de ses entreprises est de 5 012 970 k$ en 2015-2016 (5 406 961 k$ en 2014-2015). Le détail est présenté à l'annexe 8, « Participations dans les entreprises du gouvernement », du volume 1 des Comptes publics 2015-2016. Cette quote-part du gouvernement inclut une somme de 98 000 k$ en 2015-2016 (71 000 k$ en 2014-2015) affectée au Fonds des générations.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
A) Transferts pour la santé		
Droits totaux		
Année courante	7 843 977	7 420 294
Révisions des années antérieures	29 555	112 941
	7 873 532	7 533 235
Transferts fiscaux		
Révisions des années antérieures	(28 178)	(96 566)
	(28 178)	(96 566)
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(2 287 678)	(2 134 052)
Révisions des années antérieures	(71 112)	(20 467)
	(2 358 790)	(2 154 519)
	5 486 564	5 282 150
Affectation au Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	(378 000) [3]	(430 000)
	5 108 564	**4 852 150**
B) Transferts pour l'enseignement postsecondaire et les autres programmes sociaux		
Droits totaux		
Année courante	2 987 468	2 908 406
Révisions des années antérieures	(133)	90
	2 987 335	2 908 496
Abattements spéciaux (13,5 points d'impôt sur le revenu des particuliers)		
Année courante	(1 402 125)	(1 307 968)
Révisions des années antérieures	(43 584)	(12 543)
	(1 445 709)	(1 320 511)
	1 541 626	**1 587 985**

(3) La variation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la diminution de l'affectation, en 2015-2016, d'une portion des revenus de transferts pour la santé conformément aux orientations du budget 2016-2017.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
C) Autres programmes		
Transfert fiscal – Programme d'allocations aux jeunes (remboursement de l'abattement fiscal) (3 points d'impôt sur le revenu des particuliers)	(840 492)	(766 347)
Programme canadien de prêts aux étudiants	242 693 [4]	331 638
Paiements de stabilisation	[5]	103 400
Part de l'impôt spécial sur les dividendes d'actions privilégiées	54 075	53 156
Autres	68 324	43 236
	(475 400)	**(234 917)**

(4) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une baisse du paiement compensatoire reçu en 2015-2016 pour l'année de prêt 2014-2015 et une diminution du taux de croissance prévu du montant compensatoire contenu dans le plus récent rapport actuariel du Programme canadien de prêts aux étudiants.

(5) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par le règlement, en 2014-2015, du litige avec le gouvernement fédéral concernant le programme de stabilisation des revenus à l'égard de l'année 1991-1992. Ce programme permet à une province d'être admissible à une compensation du gouvernement fédéral lorsqu'elle subit une baisse de ses revenus qui est causée par la conjoncture économique et qui n'est pas liée à des changements dans la structure d'imposition de cette province.

FINANCES

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Direction du Ministère					
Votés	41 397	40 975	422		
Permanents	34 011	34 011			
Ne nécessitant pas de crédits		427			
	75 408	75 413	422	-	-
PROGRAMME 2					
Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement					
Votés	64 841	45 636	158	19 047	
Permanents	6 093	5 413		679	
Ne nécessitant pas de crédits		66			
	70 934	51 115	158	19 727	-
PROGRAMME 3					
Service de la dette					
Votés	7 000	5 669		1 331	
Permanents	8 346 000	7 978 022		367 978	
Ne nécessitant pas de crédits		(32 719)			
	8 353 000	7 950 972	-	369 309	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**8 499 342**	**8 077 499**	**580**	**389 036**	-
Votés	113 239	92 280	580	20 378	
Permanents	8 386 103	8 017 446		368 657	
Ne nécessitant pas de crédits		(32 227)			
Total	**8 499 342**	**8 077 499**	**580**	**389 036**	-
Dépenses	8 497 622	8 077 499		387 896	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations	1 720		580	1 140	
Total	**8 499 342**	**8 077 499**	**580**	**389 036**	-

FINANCES

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Direction du Ministère**			
1. Direction et services à la gestion	29 128		422	12 785	12 270
Permanents(1)	11				11
Permanents(2)	34 000				
Amortissement des immobilisations					
2. Institut de la statistique du Québec	12 270				
Total	**75 408**	**–**	**422**	**12 785**	**12 281**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement**			
1. Politiques budgétaires et fiscales, analyses des politiques économiques et institutions financières	15 290			14 671	392
2. Financement, gestion de la dette et opérations financières	6 099		158	5 818	15
3. Frais de services bancaires					
Permanents(1)	6 093				5 413
4. Contrôleur des finances et comptabilité gouvernementale	14 875			13 152	283
Amortissement des immobilisations					
5. Affaires fiscales et financières et recherches institutionnelles	11 405				6 487
6. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour des initiatives concernant les revenus	7 173				
7. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour moderniser les systèmes d'information dans le secteur de la santé	10 000				
Total	**70 934**	**–**	**158**	**33 641**	**12 591**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur les régimes complémentaires de retraite (RLRQ, chapitre R-15.1).

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la direction du Ministère et les services centraux en matière de planification, de coordination, d'affaires publiques et de soutien à la gestion. Il vise aussi à fournir des informations statistiques sur la situation du Québec et à assurer le financement des infrastructures.								
	3 650							
34 000								
								427
	12 270							
34 000	**15 920**	**–**	**–**		**–**	**–**	**–**	**427**
Ce programme vise à assurer la direction des activités financières et comptables du gouvernement, l'élaboration des orientations en matière fiscale et budgétaire et la réalisation d'analyses économiques.								
							227	
							108	
							679	
							1 440	
								66
	4 818				100			
					4 805		2 368	
					7 275		2 725	
–	**4 818**	**–**	**–**		**12 180**	**–**	**7 547**	**66**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Service de la dette		**Service de la dette**			
1. Service de la dette directe Permanents(1)	5 549 000				
2. Intérêts sur le compte des régimes de retraite Permanents(2)	2 797 000				
3. Intérêts sur le régime de rentes de survivants	7 000				
4. Intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Total	**8 353 000**	–	–	–	–

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Les crédits permanents réfèrent aux lois suivantes : Loi sur le régime de retraite des fonctionnaires (RLRQ, chapitre R-12), Loi sur le régime de retraite de certains enseignants (RLRQ, chapitre R-9.1), Loi sur le régime de retraite des enseignants (RLRQ, chapitre R-11), Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10), Loi sur les conditions de travail et le régime de retraite des membres de l'Assemblée nationale (RLRQ, chapitre C-52.1), Loi sur le régime de retraite des agents de la paix en services correctionnels (RLRQ, chapitre R-9.2), Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16), Loi sur la police, (RLRQ, chapitre P-13.1) et Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(3) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur la dette de 5 931 953 k$ réduit de revenus de 650 090 k$ dont 527 362 k$ proviennent du Fonds d'amortissement afférent à des emprunts du gouvernement.

(4) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite de 5 724 273 k$ réduit de revenus de 3 028 115 k$ dont 2 974 239 k$ proviennent du Fonds d'amortissement des régimes de retraite (FARR).

(5) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêt sur le régime de rentes de conjoints survivants de 26 478 k$ réduit de revenus de 20 809 k$ provenant du Fonds du Régime de rentes de survivants.

(6) Cette somme est constituée d'une dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladies accumulés de 32 055 k$ réduit de revenus de 64 774 k$ provenant du Fonds des congés de maladie accumulés.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à pourvoir aux paiements des intérêts sur la dette directe, à la dépense d'intérêts sur le compte des régimes de retraite, à la dépense d'intérêts sur le régime de rentes de survivants et à la dépense d'intérêts sur l'obligation relative aux congés de maladie accumulés.								
			5 281 864 [3]				267 136	
			2 696 158 [4]				100 842	
			5 669 [5]				1 331	
								(32 719) [6]
–	–	–	**7 983 691**		–	–	**369 309**	**(32 719)**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	113 239		580	46 426	19 448
Permanents	8 386 103				5 424
Amortissement des immobilisations					
Revenus imputés à l'encontre du service de la dette					
Total	**8 499 342**	**–**	**580**	**46 426** [1]	**24 872**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 10 337 k$ à l'égard du traitement de 84 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	46 426			46 426
Fonctionnement	24 872	492		25 364
Créances douteuses et autres provisions	34 000			34 000
Transfert	20 737			20 737
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette	7 983 691	(32 719)		7 950 972
Total	**8 109 726**	**(32 227)**		**8 077 499**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	20 737		5 669		12 180		8 199	
34 000			7 978 022				368 657	
								492
								(32 719)
34 000	**20 737**	**–**	**7 983 691**		**12 180**	**–**	**376 856**	**(32 227)**

FINANCES

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Direction du Ministère			
Votés	38 798		
Permanents	10		
	38 808	–	–
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Votés	103 424		
Permanents	6 093		
	109 517	–	–
Programme 3 - Service de la dette			
Votés	7 000		
Permanents	8 346 000		
	8 353 000	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	149 222		
Permanents	8 352 102		
Total	**8 501 324**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				2 599				41 397
						34 001		34 011
–	–	–		2 599		34 001		75 408
				(38 583)				64 841
								5 093
–	–	–		(38 583)		–		70 934
								7 000
								8 346 000
–	–	–		–		–		8 353 000
				(35 983)				113 239
						34 001		8 386 103
–	–	–		(35 983)		34 001		8 499 342

FINANCES

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Direction du Ministère			
Institut de la statistique du Québec	12 270		
Autres	3 650		
	15 920	–	–
Programme 2 - Politiques budgétaires et fiscales, analyses économiques et direction des activités financières et comptables du gouvernement			
Lutte contre l'évasion fiscale et le travail au noir	1 241		
Modernisation des systèmes d'information dans le secteur de la santé	10 000		
Autres	4 818	1 443	
	16 059	1 443	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**31 979**	**1 443**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
								12 270		**12 270**	12 406
								3 650		**3 650**	2 931
–		–		–		–		15 920		**15 920**	15 337
1 000				2 375						**4 818**	1 607
1 000		–		2 375		–		–		**4 818**	1 607
1 000		**–**		**2 375**		**–**		**15 920**		**20 737**	**16 944**

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	9 448	9 448	9 584
Fonctionnement	2 822	2 822	2 822
Support	19 709	8 468	4 538
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**31 979**	**20 737**	**16 944**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Support			338
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**-**	**-**	**338**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Ressources forestières		
Usines de transformation du bois	622	608
Bois achetés en vertu des garanties d'approvisionnement	30 319	24 749
Érablières	2 794	2 627
Divers	10	26
	33 745	28 011
Autres		
Permis de chasse, pêche et piégeage	38 944	32 316
Permis commerciaux et particuliers	274	268
Droits pour activités commerciales	1 279	1 288
	40 496	33 872
Total des droits et permis	**74 242**	**61 883**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Protection des forêts	2 025	3 255
Location et concessions	50	
Gains sur dispositions d'immobilisations	444	153
Divers	3	12
	2 522	3 419
Intérêts		
Autres revenus	755	1 161
Divers	44	41
	799	1 202
Amendes et confiscations		
Pénalités	164	50
Divers	2	1
	165	51
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	227	174
	227	174
Total des revenus divers	**3 714**	**4 845**
Total des revenus autonomes	**77 956**	**66 728**
Total des revenus	**77 956**	**66 728**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Forêts					
Votés	303 727	291 515	2 048	10 164	
Permanents	28 562	11 479		17 083	
Ne nécessitant pas de crédits		3 847			
	332 289	306 840	2 048	27 247	-
PROGRAMME 2					
Faune et Parcs					
Votés	142 384	124 725	4 739	12 920	
Permanents	84	9		75	
Ne nécessitant pas de crédits		9 814			
	142 468	134 548	4 739	12 995	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**474 756**	**441 389**	**6 788**	**40 242**	**-**
Votés	446 111	416 240	6 788	23 084	
Permanents	28 645	11 487		17 158	
Ne nécessitant pas de crédits		13 661			
Total	**474 756**	**441 389**	**6 788**	**40 242**	**-**
Dépenses	449 946	441 389		22 219	
Prêts, placements, avances et autres	10		2	8	
Immobilisations	24 800		6 786	18 014	
Total	**474 756**	**441 389**	**6 788**	**40 242**	**-**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Forêts**			
1. Ressources forestières	147 395				
Permanents(1)	3 532				
Permanents(2)	20				
Permanents(3)	25 000				7 917
2. Forestier en chef	4 576		1	3 867	584
Amortissement des immobilisations					
3. Direction du Ministère	17 888	1	27	4 350	12 068
Permanents(4)	10				10
Amortissement des immobilisations					
4. Opérations régionales	133 868		2 020	70 992	13 325
Amortissement des immobilisations					
Total	**332 289**	**1**	**2 048**	**79 209**	**33 903**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).
(2) Loi sur le crédit forestier (RLRQ, chapitre C-78).
(3) Loi sur l'aménagement durable du territoire forestier (RLRQ, chapitre A-18.1).
(4) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Faune et Parcs**			
1. Protection et mise en valeur de la ressource faunique	91 361	1	2 874	46 406	23 421
Permanents(1)	75				
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
2. Gestion des parcs	51 023		1 865	1 246	13 687
Permanents(1)	9				
Amortissement des immobilisations					
Total	**142 468**	**1**	**4 738**	**47 653**	**37 108**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à gérer l'aménagement durable des forêts publiques, à participer au développement de l'industrie des produits forestiers et de la mise en valeur des forêts privées.								
		146 511			884			
3 532								
	20							
							17 083	
							124	
								18
	302						1 142	
								2
	50	39 466					8 015	
								3 828
3 532	**372**	**185 977**	**–**		**884**	**–**	**26 363**	**3 847**
Ce programme a pour objectifs la conservation, la protection, le développement, la connaissance et la mise en valeur des ressources fauniques ainsi que la surveillance et le contrôle de l'utilisation de la ressource faunique et de ses habitats. Il permet également de développer un réseau de parcs nationaux et d'en assurer la gestion et la protection.								
	12 063				800		5 796	
							75	
								5 256
								(3)
	27 901				1 216		5 108	
9								
								4 561
9	**39 965**	**–**	**–**		**2 016**	**–**	**10 979**	**9 814**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	446 111	2	6 786	126 862	63 084
Permanents	28 645				7 927
Amortissement des immobilisations					
Variation à la baisse de provisions					
Total	**474 756**	**2**	**6 786**	**126 862** (1)	**71 011**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 13 690 k$ à l'égard du traitement de 136 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	126 862			126 862
Fonctionnement	71 011	13 665		84 676
Créances douteuses et autres provisions	3 541	(3)		3 537
Transfert	40 337			40 337
Affectation à un fonds spécial	185 977			185 977
Service de la dette				
Total	**427 727**	**13 661**		**441 389**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	40 317	185 977			2 900		20 184	
3 541	20						17 158	
								13 665
								(3)
3 541	**40 337**	**185 977**	**–**		**2 900**	**–**	**37 342**	**13 661**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Forêts			
Votés	303 801		
Permanents	25 030		
	328 831	–	–
Programme 2 - Faune et Parcs			
Votés	131 800		
Permanents	75		
	131 875	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	435 601		
Permanents	25 105		
Total	**460 705**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(74)				303 727
						3 532		28 562
–	–	–		(74)		3 532		332 289
10 577				7				142 384
						9		84
10 577	–	–		7		9		142 468
10 577				(67)				446 111
						3 541		28 645
10 577	–	–		**(67)**		**3 541**		**474 756**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Forêts			
Prêts forestiers	20		
Autres	755		
	775	-	-
Programme 2 - Faune et Parcs			
Société des établissements de plein air du Québec	28 937		
Autres	12 311	44	
	41 249	44	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**42 023**	**44**	**-**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
								20		**20**	
54		12		235				52		**352**	475
54		12		235		–		72		**372**	475
								27 805		**27 805**	26 287
24		9 804		1 802				485		**12 160**	11 901
24		9 804		1 802		–		28 290		**39 965**	38 188
78		**9 816**		**2 037**		–		**28 362**		**40 337**	**38 662**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Capital	15 800	15 719	14 714
Intérêt	6 460	6 051	5 977
Support	19 763	18 567	17 971
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**42 023**	**40 337**	**38 662**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	55 336	55 336	36 054
Fonctionnement	77 735	77 735	81 119
Intérêt	2 400	2 400	2 400
Support	51 389	50 505	82 099
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**186 861**	**185 977**	**201 672**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Demande d'engagement d'un garant – Ressortissants étrangers	2 930	2 172
Demande d'un employeur relative à un emploi	880	1 109
Consultant en immigration	241	164
Certificat de sélection – Ressortissants étrangers	37 968	41 046
Certificat d'acceptation – Travailleurs étrangers	2 900	2 451
Certificat d'acceptation – Étudiants étrangers	4 924	4 473
	49 843	51 415
Total des droits et permis	**49 843**	**51 415**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Évaluation comparative des études effectuées hors du Québec	1 211	1 874
Divers	5	7
	1 216	1 881
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	190	182
Subventions d'années antérieures	1 293	75
	1 483	257
Total des revenus divers	**2 699**	**2 138**
Total des revenus autonomes	**52 542**	**53 554**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Intégration des immigrants	345 059	340 568
Total des transferts du gouvernement fédéral	**345 059**	**340 568**
Total des revenus	**397 601**	**394 122**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Immigration, Diversité et Inclusion					
Votés	168 414	146 893	5 267	16 255	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 810			
	168 424	149 713	5 267	16 255	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**168 424**	**149 713**	**5 267**	**16 255**	**-**
Votés	168 414	146 893	5 267	16 255	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits		2 810			
Total	**168 424**	**149 713**	**5 267**	**16 255**	**-**
Dépenses	156 546	149 713		9 643	
Prêts, placements, avances et autres	86		82	4	
Immobilisations	11 792		5 185	6 607	
Total	**168 424**	**149 713**	**5 267**	**16 255**	**-**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Éducation et culture		**Immigration, Diversité et Inclusion**			
1. Immigration	28 405			19 704	5 323
2. Francisation, Intégration, Diversité et Inclusion	99 999			36 892	21 711
3. Direction, information et services centralisés	40 011	82	5 185	16 173	7 998
Permanents(1)	10				10
Amortissement des immobilisations					
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la réalisation d'activités soutenant l'intégration et la francisation des immigrants					
Total	**168 424**	**82**	**5 185**	**72 769**	**35 041**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	168 414	82	5 185	72 769	35 031
Permanents	10				10
Amortissement des immobilisations					
Total	**168 424**	**82**	**5 185**	**72 769** (1)	**35 041**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 4 335 k$ à l'égard du traitement de 32 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	72 769			72 769
Fonctionnement	35 041	2 810		37 851
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	39 093			39 093
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**146 902**	**2 810**		**149 713**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							3 378	
	38 856				583		1 957	
	237						10 337	
								2 810
–	**39 093**	–	–		**583**	–	**15 671**	**2 810**

Ce programme vise à assurer le recrutement, la sélection et l'intégration linguistique, sociale et économique des immigrants, de même qu'à favoriser une société ouverte au pluralisme et propice au rapprochement interculturel.

	39 093				583		15 671	
–	**39 093**	–	–		**583**	–	**15 671**	2 810 **2 810**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Votés	293 201		
Permanents	10		
	293 210	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	293 201		
Permanents	10		
Total	**293 210**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
44 921				(169 708)				168 414
								10
44 921	-	-		(169 708)		-		168 424
44 921				(169 708)				168 414
								10
44 921	-	-		**(169 708)**		-		168 424

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Immigration, Diversité et Inclusion			
Programme Accès aux ordres professionnels	668		
Programme d'aide financière pour l'intégration linguistique des immigrants	14 550		
Programme Mobilisation-Diversité	3 822		
Programme Réussir l'intégration	19 779		
Programme Soutien à la mission	1 344		
Autres	248		
	40 409	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**40 409**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
				626						**626**	443
						13 691				**13 691**	13 624
		2 220		1 594						**3 814**	4 970
		18		15 707		3 672				**19 397**	15 277
				1 328						**1 328**	1 306
				237						**237**	145
–		2 238		19 492		17 363		–		**39 093**	35 765
–		**2 238**		**19 492**		**17 363**		–		**39 093**	**35 765**

IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Support	40 409	39 093	35 765
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**40 409**	**39 093**	**35 765**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Vendeurs itinérants	375	372
Studio de santé	133	114
Commerçants – Véhicules routiers	876	
Agences de voyages	609	652
Conseillers en voyage	391	340
Certificat d'exemption	81	66
Divers	50	49
	2 515	1 592
Total des droits et permis	**2 515**	**1 592**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Formules et documents	451	464
Recouvrements de tiers	312	314
Actes judiciaires	38 965	35 534
Actes juridiques	36 271	34 073
Divers	23	39
	76 021	70 423
Intérêts		
Divers	1	1
	1	1
Amendes et confiscations		
Contributions pénales	1 682	
Infractions au Code de la sécurité routière	57 586	50 666
Infractions au Code criminel	13 363	15 900
Infractions à diverses lois	27 974	33 036
Aide aux victimes d'actes criminels	11 782	18 922
Divers	3	
	112 390	118 525
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	413	509
Surplus – Fonds spéciaux et organismes	480	386
Divers	12	6
	905	902
Total des revenus divers	**189 316**	**189 850**
Total des revenus autonomes	**191 832**	**191 442**

JUSTICE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide juridique	26 037	26 053
Conseillers juridiques auprès des autochtones	530	530
Informations concernant les sentences	55	58
Enregistrement des actions en divorce	30	28
Mesures québécoises de justice familiale	372	29
Total des transferts du gouvernement fédéral	**27 023**	**26 698**
Total des revenus	**218 855**	**218 141**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

JUSTICE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Activité judiciaire					
Votés	32 301	31 827	364	110	
Permanents	82 226	81 338		888	
Ne nécessitant pas de crédits					
	114 527	113 165	364	998	–
PROGRAMME 2					
Administration de la justice					
Votés	289 438	280 586	8 588	265	
Permanents	13 359	13 359			
Ne nécessitant pas de crédits		7 729			
	302 798	301 674	8 588	265	–
PROGRAMME 3					
Justice administrative					
Votés	13 747	13 499		248	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	13 747	13 499	–	248	–
PROGRAMME 4					
Accessibilité à la justice					
Votés	175 540	174 289		1 252	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	175 540	174 289	–	1 252	–
PROGRAMME 5					
Autres organismes relevant du ministre					
Votés	24 299	23 381	74	844	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		337			
	24 299	23 718	74	844	–
PROGRAMME 6					
Poursuites criminelles et pénales					
Votés	129 582	126 796	1 139	1 646	
Permanents	300	182		118	
Ne nécessitant pas de crédits		549			
	129 882	127 527	1 139	1 764	–
PROGRAMME 7					
Indemnisation et reconnaissance					
Votés					
Permanents	131 405	129 078		2 327	
Ne nécessitant pas de crédits					
	131 405	129 078	–	2 327	–

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 8					
Condition féminine					
Votés	8 540	8 540			
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		11			
	8 540	8 551	-	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**900 737**	**891 500**	**10 164**	**7 698**	-
Votés	673 447	658 918	10 164	4 365	
Permanents	227 290	223 957		3 333	
Ne nécessitant pas de crédits		8 625			
Total	**900 737**	**891 500**	**10 164**	**7 698**	-
Dépenses	888 487	891 500		5 612	
Prêts, placements, avances et autres	5		1	4	
Immobilisations	12 246		10 164	2 082	
Total	**900 737**	**891 500**	**10 164**	**7 698**	-

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Activité judiciaire**			
1. Magistrature	3 188		172	2 591	328
Permanents(1)	79 619			76 129	3 223
2. Déontologie judiciaire et perfectionnement des juges					
Permanents(1)	2 403			382	1 604
3. Soutien à la magistrature	29 112		192	27 394	1 515
4. Comité sur la rémunération des juges					
Permanents(1)	204				
Total	**114 527**	**–**	**364**	**106 496**	**6 669**

(1) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).

PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Administration de la justice**			
1. Soutien administratif à l'activité judiciaire	153 246		2 102	53 618	97 525
2. Affaires juridiques et législatives	44 235			41 809	2 426
3. Direction, planification et services à l'organisation	81 689	1	6 469	38 351	17 370
Permanents(1)	15				15
Permanents(2)	5 279			5 279	
Permanents(3)	8 066				
Amortissement des immobilisations					
4. Traitement des infractions et perception des amendes	10 268		16	7 778	2 474
Total	**302 798**	**1**	**8 587**	**146 835**	**119 811**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur les tribunaux judiciaires (RLRQ, chapitre T-16).
(3) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme permet aux tribunaux des diverses juridictions d'exercer le pouvoir judiciaire et les diverses fonctions juridictionnelles qui y sont rattachées, soit de rendre jugement ou de favoriser le règlement de litiges au moyen de la conciliation judiciaire. Il comprend les activités reliées aux règles déontologiques applicables à la magistrature, au perfectionnement des juges et au soutien administratif nécessaire. Il comprend également le comité mandaté pour évaluer la rémunération des juges de la Cour du Québec, des juges des cours municipales et des juges de paix magistrats ainsi que pour formuler des recommandations au gouvernement.

						97	
						267	
						417	
						12	
						204	
–	–	–	–	–	–	**998**	–

Ce programme vise à assurer le soutien administratif nécessaire au fonctionnement des cours de justice et à la publicité des droits, à fournir un soutien d'ordre juridique, législatif et réglementaire à toutes les activités gouvernementales.

	2 310	16 923		265			
8 066							7 729
8 066	**2 310**	**16 923**	–	**265**	–	–	**7 729**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Justice administrative**			
1. Contribution du ministère de la Justice au fonds du Tribunal administratif du Québec	13 326				
2. Conseil de la justice administrative	422			294	128
Total	**13 747**	**–**	**–**	**294**	**128**
PROGRAMME 4 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Accessibilité à la justice**			
1. Commission des services juridiques	174 080				
2. Fonds d'aide aux actions collectives (1)	417				
3. Autres mesures d'accessibilité à la justice	1 044				
Total	**175 540**	**–**	**–**	**–**	**–**
PROGRAMME 5 Mission : Gouverne et justice		**Autres organismes relevant du ministre**			
1. Office de la protection du consommateur	9 296		74	6 984	1 839
Amortissement des immobilisations					
2. Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse	15 003			11 537	2 906
Amortissement des immobilisations					
Total	**24 299**	**–**	**74**	**18 520**	**4 745**

(1) Le 1er janvier 2016, le nom du Fonds d'aide aux recours collectifs a été changé pour celui du Fonds d'aide aux actions collectives à la suite du changement du titre de la Loi sur le recours collectif (RLRQ, chapitre R-2.1) pour celui de Loi sur le Fonds d'aide aux actions collectives (RLRQ, chapitre F-3.2.0.1.1).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à assurer la part du Ministère au financement du Tribunal administratif du Québec. Celui-ci a pour fonction, dans les cas prévus par la Loi sur la justice administrative (RLRQ, chapitre J-3), de statuer sur les recours exercés relatifs à des décisions rendues par une autorité administrative gouvernementale ou une autorité décentralisée. De plus, ce programme inclut le financement du Conseil de la justice administrative, organisme à vocation déontologique intervenant à l'égard des membres des différents tribunaux administratifs.

		13 078				248	
–	–	**13 078**	–	–	–	**248**	–

Ce programme vise à offrir des services d'aide juridique aux personnes financièrement défavorisées ainsi qu'aux enfants et aux familles aux prises avec certains problèmes sociaux et ayant un rapport avec la justice, de l'aide aux recours collectifs de même que certaines autres mesures visant l'accessibilité à la justice notamment en matière de médiation familiale.

	173 745					335	
						417	
		544				500	
–	**173 745**	**544**	–	–	–	**1 252**	–

Ce programme comprend deux organismes budgétaires à savoir, l'Office de la protection du consommateur qui vise à assurer la protection des droits des citoyens en regard de l'application de la Loi sur la protection du consommateur (RLRQ, chapitre P-40.1) et la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse qui veille au respect de la Charte des droits et libertés de la personne (RLRQ, chapitre C-12).

	116					284	
							164
						560	
							173
–	**116**	–	–	–	–	**844**	**337**

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 6 Mission : Gouverne et justice		**Poursuites criminelles et pénales**			
1. Directeur des poursuites criminelles et pénales	129 582		1 139	99 982	26 814
Amortissement des immobilisations					
2. Comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales					
Permanents(1)	300			109	73
Total	**129 882**	**–**	**1 139**	**100 091**	**26 887**
PROGRAMME 7 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Indemnisation et reconnaissance**			
1. Indemnisation des victimes d'actes criminels					
Permanents(1)	130 004				15 710
2. Loi sur le civisme					
Permanents(2)	1 401				140
Total	**131 405**	**–**	**–**	**–**	**15 850**
PROGRAMME 8 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Condition féminine**			
1. Conseil du statut de la femme	2 866			2 172	695
Amortissement des immobilisations					
2. Secrétariat à la condition féminine	5 674			1 496	740
Total	**8 540**	**–**	**–**	**3 668**	**1 434**

(1) Loi sur le processus de détermination de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales et sur leur régime de négociation collective (RLRQ, chapitre P-27.1).

(1) Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels (RLRQ, chapitre I-6).

(2) Loi visant à favoriser le civisme (RLRQ, chapitre C-20).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme permet le financement des activités du Directeur des poursuites criminelles et pénales. Ce dernier dirige pour l'État les poursuites criminelles et pénales au Québec. Le programme couvre également le financement du comité de la rémunération des procureurs aux poursuites criminelles et pénales dont le mandat est d'évaluer, tous les quatre ans, la rémunération et certaines conditions de travail à incidences pécuniaires des procureurs aux poursuites criminelles et pénales.								
							1 646	
								549
							118	
–	–	–	–		–	–	**1 764**	**549**
Ce programme vise à assurer une compensation financière aux personnes ayant été blessées en accomplissant un acte de civisme ainsi qu'aux victimes d'actes criminels. Il vise également à reconnaître les personnes ayant accompli un acte de civisme.								
	111 967						2 327	
	1 260							
–	**113 227**	–	–		–	–	**2 327**	–
Ce programme vise à promouvoir l'égalité et le respect des droits et du statut des femmes. Il vise également à assurer la coordination et le développement des politiques et activités gouvernementales en matière d'égalité entre les femmes et les hommes.								
								11
	3 438							
–	**3 438**	–	–		–	–	–	**11**

JUSTICE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
PROGRAMMES Éléments		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	673 447	1	10 164	294 006	154 759
Permanents	227 290			81 899	20 765
Amortissement des immobilisations					
Total	**900 737**	**1**	**10 164**	**375 905** (1)	**175 524**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 15 146 k$ à l'égard du traitement de 143 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	375 905			375 905
Fonctionnement	175 524	8 625		184 149
Créances douteuses et autres provisions	8 066			8 066
Transfert	292 836			292 836
Affectation à un fonds spécial	30 545			30 545
Service de la dette				
Total	**882 875**	**8 625**		**891 500**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	179 608	30 545			265		4 100	
8 066	113 227						3 333	
								8 625
8 066	**292 836**	**30 545**	**–**		**265**	**–**	**7 433**	**8 625**

JUSTICE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Activité judiciaire			
Votés	32 593		
Permanents	82 226		
	114 820	–	–
Programme 2 - Administration de la justice			
Votés	288 344		
Permanents	8 284		
	296 628	–	–
Programme 3 - Justice administrative			
Votés	14 232		
Permanents			
	14 232	–	–
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Votés	176 305		
Permanents			
	176 305	–	–
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Votés	23 104		
Permanents			
	23 104	–	–
Programme 6 - Poursuites criminelles et pénales			
Votés	126 002		
Permanents	300		
	126 302	–	–
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Votés			
Permanents	131 156		
	131 156	–	–
Programme 8 - Condition féminine			
Votés	7 707		
Permanents			
	7 707	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	668 288		
Permanents	221 966		
Total	**890 255**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				(293)				32 301
								82 226
-	-	-		(293)		-		114 527
				1 094				289 438
						5 076		13 359
-	-	-		1 094		5 076		302 798
				(485)				13 747
-	-	-		(485)		-		13 747
				(765)				175 540
-	-	-		(765)		-		175 540
1 194								24 299
1 194	-	-		-		-		24 299
				3 579				129 582
								300
-	-	-		3 579		-		129 882
						248		131 405
-	-	-		-		248		131 405
				833				8 540
-	-	-		833		-		8 540
1 194				3 964				673 447
						5 324		227 290
1 194	-	-		**3 964**		**5 324**		**900 737**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 2 - Administration de la justice			
Autres	2 575	6	
	2 575	6	-
Programme 4 - Accessibilité à la justice			
Aide juridique	67 021		
Commission des services juridiques	107 059		
Fonds d'aide aux recours collectifs - fonctionnement	417		
	174 496	-	-
Programme 5 - Autres organismes relevant du ministre			
Bourse d'études	4		
Projets et partenariats stratégiques	126		
	130	-	-
Programme 7 - Indemnisation et reconnaissance			
Actes de civisme	1 260		
Indemnisation des victimes d'actes criminels	113 783		
	115 043	-	-
Programme 8 - Condition féminine			
Égalité entre les femmes et les hommes	2 608	1	
Programme « À égalité pour décider »	450		
Tables de concertation en matière de condition féminine	360		
Autres	20		
	3 438	1	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**295 683**	**7**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
3	292	2 009			**2 310**	1 984
3	292	2 009	–	–	**2 310**	1 984
			66 686		**66 686**	63 516
				107 059	**107 059**	96 151
						417
–	–	–	66 686	107 059	**173 745**	160 084
4					**4**	1
		112			**112**	113
4	–	112	–	–	**116**	114
			1 260		**1 260**	1 155
			111 967		**111 967**	106 890
–	–	–	113 227	–	**113 227**	108 045
123	138	2 347			**2 608**	2 098
		450			**450**	500
		360			**360**	360
		20			**20**	27
123	138	3 177	–	–	**3 438**	2 985
129	**429**	**5 298**	**179 913**	**107 059**	**292 836**	**273 211**

JUSTICE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	88 168	87 959	82 761
Fonctionnement	18 960	18 753	13 460
Capital	347	347	347
Support	188 207	185 777	176 643
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**295 683**	**292 836**	**273 211**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	10 248	9 999	10 513
Fonctionnement	3 946	3 446	3 647
Capital	176	176	176
Support	16 923	16 923	16 960
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**31 293**	**30 545**	**31 296**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Gains sur dispositions d'immobilisations	16 577 [1]	14
	16 577	14
Intérêts		
Divers	23	9
	23	9
Recouvrements		
Subventions d'années antérieures	111	133
Divers	38	37
	149	171
Total des revenus divers	**16 749**	**193**
Total des revenus autonomes	**16 749**	**193**
Total des revenus	**16 749**	**193**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la vente d'immobilisations effectuée dans le cadre du repositionnement du réseau du Québec à l'étranger.

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Affaires internationales					
Votés	106 703	94 720	2 929	9 054	
Permanents	33 778	589	28 911	4 279	
Ne nécessitant pas de crédits		3 472			
	140 481	98 780	31 839	13 333	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**140 481**	**98 780**	**31 839**	**13 333**	**-**
Votés	106 703	94 720	2 929	9 054	
Permanents	33 778	589	28 911	4 279	
Ne nécessitant pas de crédits		3 472			
Total	**140 481**	**98 780**	**31 839**	**13 333**	**-**
Dépenses	95 842	98 780		533	
Prêts, placements, avances et autres	1 000		384	616	
Immobilisations	43 639		31 456	12 184	
Total	**140 481**	**98 780**	**31 839**	**13 333**	**-**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Affaires internationales**			
1. Politiques et affaires francophones et multilatérales	23 473			2 850	422
2. Représentation du Québec à l'étranger	51 466	371	1 889	30 325	10 618
Permanents(1)	33 189		28 911		
Amortissement des immobilisations					
3. Affaires bilatérales	11 640	2		4 309	473
4. Protocole et missions	3 080	9		2 258	803
5. Administration	17 044	2	656	10 814	4 703
Permanents(2)	589				589
Amortissement des immobilisations					
Total	**140 481**	**384**	**31 456**	**50 555**	**17 608**

(1) Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01).
(2) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	106 703	384	2 545	50 555	17 019
Permanents	33 778		28 911		589
Amortissement des immobilisations					
Total	**140 481**	**384**	**31 456**	**50 555** (1)	**17 608**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 6 907 k$ à l'égard du traitement de 52 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	50 555			50 555
Fonctionnement	17 608	3 472		21 079
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	24 046			24 046
Affectation à un fonds spécial	3 100			3 100
Service de la dette				
Total	**95 309**	**3 472**		**98 780**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à planifier, organiser et diriger l'action du gouvernement du Québec à l'étranger ainsi que celle de ses ministères et organismes.								
	17 081	3 100					20	
					200		8 064	
							4 279	
								2 821
	6 852						5	
							9	
	113						757	
								651
–	**24 046**	**3 100**	–		**200**	–	**13 133**	**3 472**
	24 046	3 100			200		8 854	
							4 279	
								3 472
–	**24 046**	**3 100**	–		**200**	–	**13 133**	**3 472**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Affaires internationales			
Votés	102 714		
Permanents	110		
	102 824	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	102 714		
Permanents	110		
Total	**102 824**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				3 989				106 703
	33 189					479		33 778
–	33 189	–		3 989		479		140 481
				3 989				106 703
	33 189					479		33 778
–	33 189	–		3 989		479		140 481

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Affaires internationales			
Organismes voués à la jeunesse	4 565		
Politiques et affaires francophones et multilatérales	17 086		
Subventions dans le cadre des affaires bilatérales	2 290	48	60
Autres	113	3	
	24 053	51	60
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 053**	**51**	**60**

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
				2 068				2 497		**4 565**	4 707
443		15		16 396		226				**17 081**	12 879
779		6		1 023		48		323		**2 287**	2 278
11		1		95		1		2		**113**	107
1 233		22		19 582		275		2 822		**24 046**	19 970
1 233		**22**		**19 582**		**275**		**2 822**		**24 046**	**19 970**

RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	*DÉPENSES DE TRANSFERT*	
		2016	**2015**
Support	24 053	24 046	19 970
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**24 053**	**24 046**	**19 970**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	**DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL**	
		2016	**2015**
Rémunération	112	112	
Fonctionnement	13	13	
Support	2 975	2 975	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 100**	**3 100**	**-**

REVENU

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Impôt sur le revenu et les biens		
Impôt sur le revenu des particuliers	21 338 951	20 146 414
Impôt des sociétés	4 641 059 (1)	3 561 805
Total de l'impôt sur le revenu et les biens	**25 980 010**	**23 708 219**
Taxes à la consommation		
Ventes	16 263 877	15 697 264
Carburants	15 023	14 606
Tabac	952 435	948 943
Boissons alcooliques	534 386	497 955
Pari mutuel	1 842	1 975
Total des taxes à la consommation	**17 767 563**	**17 160 743**
Droits et permis		
Autres		
Création et modification de personnes morales	12 621	11 903
Publicité légale des entreprises	55 075	54 095
Transporteurs internationaux et interprovinciaux	885	843
Droit supplétif – Mutations immobilières	546	170
Divers	30	33
	69 157	67 043
Total des droits et permis	**69 157**	**67 043**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	10 129	9 082
Perception – R.R.Q.	26 716	21 815
Frais de perception – Conseil de gestion (R.Q.A.P.)	4 772	3 790
	41 617	34 688

Note : Le portefeuille Revenu est sous la responsabilité du ministre des Finances.

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la hausse constatée du bénéfice net des sociétés.

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers (suite)		
Intérêts	187 387	196 246
Impôt sur le revenu des particuliers	67 179	(42 868)
Impôt sur les profits des sociétés et le capital	68 846	91 617
Taxe sur la vente	16 179	8 273
Taxe sur les carburants	(2 683)	3 747
Taxe sur le tabac	1 795	4 370
Remise en retard de biens non réclamés	(12)	1
Divers	338 691	261 387
Amendes et confiscations	2 347	(254)
Dépôts judiciaires	682	804
Infractions aux lois fiscales	228 027	200 784
Pénalités	1 378	1 506
Frais – Chèques sans provision	29	19
Divers	232 463	202 860
Recouvrements	27 360	5 822
Contributions volontaires	27 360	5 822
Total des revenus divers	**640 132**	**504 756**
Total des revenus autonomes	**44 456 862**	**41 440 762**
Total des revenus	**44 456 862**	**41 440 762**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Autres		
Hôpitaux privés et autres institutions	1 943	1 840
	1 943	1 840
Total des droits et permis	**1 943**	**1 840**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Tierces responsabilités – Internes	12 214	8 257
Tierces responsabilités – Externes	2 231	1 516
Assurance-hospitalisation – Étrangers	3 632	230
Divers	2	
	18 079	10 002
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	17 415	36 522
Subventions d'années antérieures	389	13
	17 804	36 535
Transferts et donations de tiers		
Commandites et partenariats – Subventions et contributions tiers non apparentes	32	3
	32	3
Total des revenus divers	**35 915**	**46 540**
Total des revenus autonomes	**37 858**	**48 380**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Loi des jeunes contrevenants	29 816	29 793
Services aux personnes ayant été infectées du virus de l'hépatite C		7 600
Total des transferts du gouvernement fédéral	**29 816**	**37 393**
Total des revenus	**67 674**	**85 773**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Fonctions de coordination					
Votés	138 763	115 824	1 448	21 491	
Permanents	22	22			
Ne nécessitant pas de crédits		1 345			
	138 785	117 191	1 448	21 491	-
PROGRAMME 2					
Services dispensés à la population					
Votés	18 172 591	18 063 010		109 581	
Permanents	4 702 791	4 698 107		4 683	
Ne nécessitant pas de crédits		7 901			
	22 875 382	22 769 018	-	114 265	-
PROGRAMME 3					
Office des personnes handicapées du Québec					
Votés	12 556	11 015	23	1 518	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		55			
	12 556	11 070	23	1 518	-
PROGRAMME 4					
Régie de l'assurance maladie du Québec					
Votés					
Permanents	9 955 112	9 847 078		108 035	
Ne nécessitant pas de crédits					
	9 955 112	9 847 078	-	108 035	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**32 981 835**	**32 744 357**	**1 471**	**245 308**	-
Votés	18 323 910	18 189 849	1 471	132 590	
Permanents	14 657 925	14 545 207		112 718	
Ne nécessitant pas de crédits		9 301			
Total	**32 981 835**	**32 744 357**	**1 471**	**245 308**	-
Dépenses	32 976 267	32 744 357		241 211	
Prêts, placements, avances et autres	3		3		
Immobilisations	5 565		1 468	4 097	
Total	**32 981 835**	**32 744 357**	**1 471**	**245 308**	-

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Santé et services sociaux		**Fonctions de coordination**			
1. Direction et gestion ministérielle	114 104	3	1 445	60 407	35 342
Permanents(1)	22				22
Amortissement des immobilisations					
2. Organisme-conseil	2 895			1 637	793
3. Activités nationales	21 765				1 492
Total	**138 785**	**3**	**1 445**	**62 044**	**37 649**
(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).					
PROGRAMME 2 Mission : Santé et services sociaux		**Services dispensés à la population**			
1. Santé publique	401 295				
Consommation de stocks					
2. Services généraux - Activités cliniques et d'aide	601 063				
3. Soutien à l'autonomie des personnes âgées	3 026 114				
4. Déficience physique	542 378				
5. Déficience intellectuelle et trouble du spectre de l'autisme	946 479				
6. Jeunes en difficulté	1 199 027				
7. Dépendances	106 595				
8. Santé mentale	1 152 710				

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
							16 906	
								1 345
	188						277	
	15 965						4 308	
–	**16 153**	–	–		–	–	**21 491**	**1 345**

Ce programme vise à procurer au ministère ainsi qu'à l'organisme-conseil les ressources et les services nécessaires pour établir, mettre en oeuvre et contrôler les programmes de santé et de services sociaux. Il vise également à permettre la participation de la population à la définition de ses besoins et à assurer la coordination nationale du développement et de la prestation des services de santé et des services sociaux.

401 295	
	5 804
601 063	
3 026 114	
542 378	
946 479	
1 199 027	
106 595	
1 152 710	

Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 2 (suite) Mission : Santé et services sociaux		**Services dispensés à la population**			
9. Santé physique	3 258 387				
Permanents(1)	3 526 691				
Consommation de stocks					
10. Administration	1 166 082				
11. Soutien aux services	847 303				
12. Gestion des bâtiments et des équipements	1 155 312				
13. Organismes communautaires et autres organismes	545 004				
14. Activités connexes	1 811 826				
Permanents(2)	954 397				
Permanents(3)	221 284				
Permanents(4)	419				
15. Service de la dette	1 376 900				
16. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit requis pour l'harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	36 117				
Total	22 875 382	–	–	–	–

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics (RLRQ, chapitre R-10).

(3) Loi sur le régime de retraite du personnel d'encadrement (RLRQ, chapitre R-12.1).

(4) Loi sur la santé publique (RLRQ, chapitre S-2.2).

(5) Cette somme constitue les dépenses financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée à ce programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer à la population les services favorisant l'atteinte des objectifs définis par la politique de la santé et du bien-être qui répondent aux besoins qui touchent l'ensemble de la population ou à des problématiques particulières.								
	3 227 098						31 289	
	3 526 691 [5]							2 097
	1 166 082							
	847 303							
	1 155 312							
	545 004							
	1 608 491	161 160			28 975		13 200	
	949 936						4 462	
	221 284							
	197						222	
	1 376 900							
							36 117	
-	22 599 957	161 160	-		28 975	-	85 290	7 901

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Santé et services sociaux		**Office des personnes handicapées du Québec**			
1. Administration et soutien à l'intégration des personnes handicapées	12 556		23	8 175	2 117
Amortissement des immobilisations					
Total	**12 556**	**–**	**23**	**8 175**	**2 117**
PROGRAMME 4 Mission : Santé et services sociaux		**Régie de l'assurance maladie du Québec**			
1. Services médicaux					
Permanents(1)	6 891 175				
2. Services optométriques					
Permanents(1)	57 652				
3. Services dentaires					
Permanents(1)	183 212				
4. Services pharmaceutiques et médicaments					
Permanents(1)	2 524 300				
5. Autres services					
Permanents(1)	189 390				
6. Administration					
Permanents(1)	109 383				
Total	**9 955 112**	**–**	**–**	**–**	**–**

(1) Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec (RLRQ, chapitre R-5).

(2) Cette somme inclut des dépenses de 3 526 691 k$ financées par des crédits permanents établis par la valeur des revenus de cotisations au Fonds des services de santé, comme le prévoit la Loi sur la Régie de l'assurance maladie du Québec. La quote-part de ces crédits attribuée au programme correspond à la moitié de la valeur de ces revenus.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer la mise en oeuvre de la Loi assurant l'exercice des droits des personnes handicapées en vue de leur intégration scolaire, professionnelle et sociale (RLRQ, chapitre E-20.1).								
	723						1 518	
								55
–	**723**	–	–		–	–	**1 518**	**55**
Ce programme vise à défrayer le coût des services assurés et les frais d'administration, notamment dans le cadre des régimes d'assurance maladie et d'assurance médicaments.								
	6 891 175							
	57 652							
	179 647						3 565	
	2 419 830						104 470	
	189 390							
	109 383							
–	**9 847 078** [2]	–	–		–	–	**108 035**	–

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	18 323 910	3	1 468	70 219	39 744
Permanents	14 657 925				22
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
Total	**32 981 835**	**3**	**1 468**	**70 219** [1]	**39 766**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 12 315 k$ à l'égard du traitement de 96 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	70 219			70 219
Fonctionnement	39 766	1 400		41 166
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	32 463 911	7 901		32 471 812
Affectation à un fonds spécial	161 160			161 160
Service de la dette				
Total	**32 735 056**	**9 301**		**32 744 357**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	17 918 726	161 160			28 975		103 615	
	14 545 185						112 718	
								1 400
								7 901
–	**32 463 911**	**161 160**	–		**28 975**	–	**216 333**	**9 301**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Votés	138 420		
Permanents	19		
	138 439	–	–
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Votés	18 160 372		
Permanents	4 682 216		
	22 842 587	–	–
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Votés	12 556		
Permanents			
	12 556	–	–
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Votés			
Permanents	9 860 983		
	9 860 983	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	18 311 348		
Permanents	14 543 218		
Total	32 854 566	–	–

(1) Cette somme inclut des crédits permanents évalués à 15 383 k$ relatifs à l'excédent des revenus de cotisations au Fonds des services de santé par rapport aux prévisions. Ces crédits permanents sont répartis également entre les programmes 2 et 4.

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				343				138 763
						3		22
–	–	–		343		3		138 785
				12 219				18 172 591
						20 575		4 702 791
–	–	–		12 219		20 575		22 875 382
								12 556
–	–	–		–		–		12 556
						94 129		9 955 112
–	–	–		–		94 129		9 955 112
				12 563				18 323 910
						114 707[1]		14 657 925
–	–	–		12 563		114 707		32 981 835

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Fonctions de coordination			
Autres	19 950	124	1 958
	19 950	124	1 958
Programme 2 - Services dispensés à la population			
Achat de vaccins et de produits biologiques	93 180		92 786
Aide financière aux personnes handicapées pour divers besoins spéciaux	82 584		82 584
Contribution gouvernementale aux régimes de retraite	954 397		949 936
Fonctionnement			
Coordination régionale	21 019		21 019
Établissements privés	563 258		563 258
Établissements publics	16 239 632	4 384	16 143 436
Loyer - établissements du réseau	126 880		126 880
Harmonisation de la méthode de comptabilisation des immobilisations	208 702		172 585
Organismes communautaires et autres organismes	545 004	341	13 827
Programme d'exonération financière pour les services d'aide domestique	76 045	19 011	
Régime de retraite du personnel d'encadrement	221 284		221 284
Rémunération des résidents en médecine	260 355		260 355
Ressources de type familial	558 262		558 262
Service de la dette	1 077 436		1 076 587
Services hospitaliers hors Québec	216 370		18 099
Services sanitaires aériens	32 746		
Système du sang	392 656		354 944
Transporteurs ambulanciers	495 592	370 058	
Autres	535 547	2 873	406 444
	22 700 947	396 667	21 062 285
Programme 3 - Office des personnes handicapées du Québec			
Soutien à l'intégration des personnes handicapées	1 034		8
	1 034	–	8
Programme 4 - Régie de l'assurance maladie du Québec			
Aides techniques	175 090		
Bourses d'études et de recherche	14 300		
Frais afférents à l'administration du régime d'assurance maladie	109 383		
Services dentaires	183 212		
Services médicaux	6 891 175		
Services optométriques	57 652		
Services pharmaceutiques et médicaments	2 524 300		
	9 955 112	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**32 677 043**	**396 791**	**21 064 251**

(1) Ces sommes incluent des dépenses de 7 901 k$ ne nécessitant pas de crédits. Ces dernières sont liées à la consommation de stocks.

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
73	15	9 473	76	4 434	**16 153**	17 094
73	15	9 473	76	4 434	**16 153**	17 094
				394	**93 180** [1]	74 135
					82 584	104 838
					945 936	941 880
					21 019	92 314
					563 258	515 671
1 613		23 726	3 472	10 493	**16 187 122** [1]	16 620 902
					126 880	130 385
					172 585	233 917
	767	530 069			**545 004**	539 371
			57 034		**76 045**	78 090
					221 284	224 729
					260 355	257 464
					558 262	411 915
		848			**1 077 436**	994 393
				198 271	**216 370**	217 969
				32 746	**32 746**	32 064
		1 368		36 344	**392 656**	370 002
348		2 620		122 566	**495 592**	486 679
4 892	311	51 901		69 124	**535 547**	217 333
6 853	1 078	610 532	60 506	469 938	**22 607 859** [1]	22 544 050
1		714			**723**	867
1	–	714	–	–	**723**	867
			175 090		**175 090**	170 241
			14 300		**14 300**	14 330
				109 383	**109 383**	119 216
			11 683	167 964	**179 647**	178 788
				6 891 175	**6 891 175**	6 354 898
				57 652	**57 652**	54 288
			1 839 071	580 759	**2 419 830**	2 498 805
–	–	–	2 040 144	7 806 933	**9 847 078**	9 390 566
6 927	**1 093**	**620 719**	**2 100 726**	**8 281 305**	**32 471 812** [1]	**31 952 576**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	21 578 103	21 432 194	20 952 075
Fonctionnement	6 626 933	6 590 023	6 485 071
Capital	846 068	846 068	874 818
Intérêt	311 599	311 599	295 631
Support	3 314 339	3 291 928	3 344 981
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**32 677 043**	**32 471 812**	**31 952 576**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Support	174 435	161 160	152 626
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**174 435**	**161 160**	**152 626**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Boissons alcooliques		
Détaillants	23 104	22 972
Production industrielle de boissons	1 026	962
	24 129	23 933
Concours publicitaires et appareils d'amusement		
Concours publicitaires	4 212	4 202
Appareils d'amusement	1 862	1 912
Bingo	1 231	1 253
Loteries	5 194	5 169
Courses	61	61
	12 559	12 596
Autres		
Études de dossiers	880	737
Organisation – Spectacles sportifs de combat	294	329
Permis d'explosifs	349	401
Divers	32	36
	1 555	1 503
Total des droits et permis	**38 244**	**38 032**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de vérification d'antécédents judiciaires	517	410
Location de chambres et pension	3 121	3 344
Conciliation et enquête – Déontologie policière	920	944
Gains sur dispositions d'immobilisations	28	158
Divers	27	42
	4 613	4 898
Intérêts		
Divers	20	24
	20	24
Amendes et confiscations		
Saisie d'argent – Drogue et stupéfiants	2 987	2 428
Divers	26	20
	3 012	2 447

SÉCURITÉ PUBLIQUE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers (suite)		
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	1 773	2 916
Subventions d'années antérieures	372	6 443
Recouvrement – Services policiers – Retraite Québec	335	358
Divers	7	1
	2 488	9 717
Total des revenus divers	**10 133**	**17 086**
Total des revenus autonomes	**48 377**	**55 118**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Aide financière – Catastrophes	223	811
Total des transferts du gouvernement fédéral	**223**	**811**
Total des revenus	**48 600**	**55 930**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Sécurité, prévention et gestion interne	654 239	627 718	2 378	24 143	
Votés	27 714	24 246		3 468	
Permanents		5 080			
Ne nécessitant pas de crédits					-
	681 953	657 044	2 378	27 611	
PROGRAMME 2					
Sûreté du Québec	640 686	597 253	8 262	35 171	
Votés	2 987	2 987			
Permanents		13 120			
Ne nécessitant pas de crédits					-
	643 672	613 359	8 262	35 171	
PROGRAMME 3					
Organismes relevant du ministre	46 882	41 240	695	4 946	
Votés	25	7		18	
Permanents		128			
Ne nécessitant pas de crédits					-
	46 907	41 375	695	4 964	
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 372 532**	**1 311 778**	**11 336**	**67 746**	**-**
	1 341 806	1 266 211	11 336	64 259	
Votés	30 725	27 239		3 486	
Permanents		18 327			
Ne nécessitant pas de crédits					-
Total	**1 372 532**	**1 311 778**	**11 336**	**67 746**	
	1 338 248	1 311 778		44 797	
Dépenses	132		76	56	
Prêts, placements, avances et autres	34 152		11 259	22 892	
Immobilisations					-
Total	**1 372 532**	**1 311 778**	**11 336**	**67 746**	

SÉCURITÉ PUBLIQUE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Gouverne et justice		**Sécurité, prévention et gestion interne**			
1. Direction et services supports à la gestion	19 455			16 261	2 605
Permanents(1)	10				10
2. Services correctionnels	335 017	1		255 996	76 886
3. Expertises judiciaires	9 503			7 960	1 431
4. Affaires policières et sécurité-protection	97 943	2		27 138	4 566
5. Sécurité civile et sécurité incendie	19 831			9 328	2 814
Permanents(2)	27 704			3 080	968
6. Éléments de gestion centrale	172 489		2 375	43 136	107 326
Amortissement des immobilisations					
Total	**681 953**	**3**	**2 375**	**362 900**	**196 606**
PROGRAMME 2 Mission : Gouverne et justice		**Sûreté du Québec**			
1. Protection de la société, des citoyens et de leurs biens	411 007	73		205 427	8 219
Permanents(1)	2 987			2 987	
2. Gestion interne et soutien	229 678		8 189	44 365	73 418
Amortissement des immobilisations					
Total	**643 672**	**73**	**8 189**	**252 778**	**81 637**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).
(2) Loi sur la sécurité civile (RLRQ, chapitre S-2.3).

(1) Loi sur la confiscation, l'administration et l'affectation des produits et instruments d'activités illégales (RLRQ, chapitre C-52.2).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	170						419	
	533						1 601	
							112	
	65 672						566	
	5 896				1 300		493	
	20 188						3 468	
					1 800		17 852	
								5 080
–	**92 458**	–	–		**3 100**	–	**24 511**	**5 080**

Ce programme vise à planifier, diriger et coordonner les ressources requises pour la gestion des programmes. Il vise également à protéger la société en suscitant sa participation à l'administration de la justice et en assurant aux adultes en probation, détention et libération conditionnelle des services pour faciliter leur réinsertion sociale, à fournir des expertises diverses en matière judiciaire, à assurer la sécurité des personnes et de leurs biens de même que de certains édifices gouvernementaux, à assurer l'inspection des services de police et à financer les services policiers autochtones. Il comprend un poste de gestion centrale où sont imputées des dépenses faites au bénéfice des éléments de ce programme et de certains autres programmes du Ministère.

		185 920					11 368	
		79 904					23 802	
								13 120
–	–	**265 824**	–		–	–	**35 171**	**13 120**

Ce programme vise à protéger la société, ses citoyens et leurs biens.

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Gouverne et justice		**Organismes relevant du ministre**			
1. Régie des alcools, des courses et des jeux	15 823		623	10 994	2 674
Permanents(1)	22				
Permanents(2)	3				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission québécoise des libérations conditionnelles	4 923			3 909	781
3. Bureau du coroner	8 693		54	5 102	3 121
4. Commissaire à la déontologie policière	3 324		4	2 473	412
5. Comité de déontologie policière	1 880			1 300	480
6. Commissaire à la lutte contre la corruption	9 345		15	6 837	1 482
7. Bureau des enquêtes indépendantes	2 894			962	714
Total	**46 907**	**–**	**695**	**31 576**	**9 664**

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(2) Loi sur les loteries, les concours publicitaires et les appareils d'amusement (RLRQ, chapitre L-6).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	1 341 806	76	11 259	641 187	286 930
Permanents	30 725			6 067	978
Amortissement des immobilisations					
Total	**1 372 532**	**76**	**11 259**	**647 254** (1)	**287 908**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 64 966 k$ à l'égard du traitement de 654 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES		
	Nécessitant des crédits +	Ne nécessitant pas de crédits =	Total
Rémunération	647 254		647 254
Fonctionnement	287 908	18 327	306 235
Créances douteuses et autres provisions	7		7
Transfert	92 458		92 458
Affectation à un fonds spécial	265 824		265 824
Service de la dette			
Total	**1 293 450**	**18 327**	**1 311 778**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à financer des interventions en matière de contrôle dans les secteurs de la vente et de la fabrication d'alcool, des jeux de hasard et d'amusement, des courses de chevaux, de même que des sports de combat. Il vise également à protéger la société tout en favorisant la réinsertion sociale de la personne détenue, à intervenir dans les cas de décès survenus en des circonstances obscures ou violentes et à permettre le traitement des plaintes contre des policiers relatives à leurs fonctions.								
							1 532	
7							15	
							3	
								128
							234	
							416	
							435	
							100	
							1 010	
					400		818	
7	**–**	**–**	**–**		**400**	**–**	**4 564**	**128**
	72 270	265 824			3 500		60 759	
7	20 188						3 486	
								18 327
7	**92 458**	**265 824**	**–**		**3 500**	**–**	**64 246**	**18 327**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Votés	641 904		
Permanents	27 714		
	669 618	-	-
Programme 2 - Sûreté du Québec			
Votés	625 705		
Permanents			
	625 705	-	-
Programme 3 - Organismes relevant du ministre			
Votés	45 563		
Permanents	25		
	45 588	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	1 313 171		
Permanents	27 739		
Total	**1 340 910**	-	-

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+ (-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				12 335				654 239
								27 714
–	–	–		12 335		–		681 953
417				14 564				640 606
		2 987						2 987
417	–	2 987		14 564		–		643 672
				1 319				46 882
								25
–	–	–		1 319		–		46 907
417				28 218				1 341 806
		2 987						30 725
417	–	**2 987**		**28 218**		–		1 372 532

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé	Établissements de santé et de services sociaux
Programme 1 - Sécurité, prévention et gestion interne			
Cadre pour la prévention de sinistres	2 291		
Formation des policiers et des pompiers	9 787		
Lutte contre le commerce illégal des produits du tabac	7 020		
Plan d'intervention sur les gangs de rue			
Prévention de la criminalité, sécurité et aide aux victimes	19 791		
Schémas de couverture de risques d'incendie			
Sécurité civile	23 124	1 079	
Services policiers en milieu autochtone	31 461		
Autres	3 338		
	96 813	1 079	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**96 813**	**1 079**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
300	1 112				**1 412**	300
	3 400			6 282	**9 682**	7 167
	6 947	15		18	**6 980**	6 787
						889
	5 460	14 021		23	**19 504**	18 573
						220
	12 628	33	6 448		**20 188**	23 290
	31 461				**31 461**	30 810
5	939	2 286			**3 230**	1 336
305	61 947	16 355	6 448	6 324	**92 458**	89 373
305	**61 947**	**16 355**	**6 448**	**6 324**	**92 458**	**89 373**

SÉCURITÉ PUBLIQUE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Fonctionnement	5 905	5 905	3 761
Capital	1 294	1 217	1 032
Support	89 614	85 336	84 580
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**96 813**	**92 458**	**89 373**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	224 792	216 614	214 710
Fonctionnement	47 909	43 756	46 079
Capital	6 399	5 454	4 868
Intérêt	107		93
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**279 207**	**265 824**	**265 750**

TOURISME

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTIS-SEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Promotion et développement du tourisme					
Votés	123 478	122 478		1 000	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
	123 488	122 488	-	1 000	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**123 488**	**122 488**	**-**	**1 000**	**-**
Votés	123 478	122 478		1 000	
Permanents	10	10			
Ne nécessitant pas de crédits					
Total	**123 488**	**122 488**	**-**	**1 000**	**-**
Dépenses	123 488	122 488		1 000	
Prêts, placements, avances et autres					
Immobilisations					
Total	**123 488**	**122 488**	**-**	**1 000**	**-**

TOURISME

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement du tourisme**			
1. Tourisme Québec	52 029				
Permanents(1)	10				
2. Société du Centre des congrès de Québec	16 277				
3. Société du Palais des congrès de Montréal	33 723				
4. Régie des installations olympiques	21 449				
Total	**123 488**	–	–	–	–

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	123 478				
Permanents	10				
Total	**123 488**	–	–	–	–

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération				
Fonctionnement				
Créances douteuses et autres provisions				
Transfert	70 870			70 870
Affectation à un fonds spécial	51 618			51 618
Service de la dette				
Total	**122 488**	–		**122 488**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à favoriser l'essor de l'industrie touristique du Québec en orientant et concertant l'action gouvernementale et privée en matière de tourisme, en suscitant et soutenant le développement de l'offre, en assurant la promotion du Québec ainsi qu'en aménageant et exploitant des installations publiques à caractère touristique.								
		51 608			421			
		10						
	16 145				132			
	33 450				273			
	21 275				174			
–	**70 870**	**51 618**	–		**1 000**	–	–	–
	70 870	51 608			1 000			
		10						
–	**70 870**	**51 618**	–		**1 000**	–	–	–

TOURISME

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Votés	123 478		
Permanents	10		
	123 488	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	123 478		
Permanents	10		
Total	**123 488**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
								123 478
								10
–	–	–		–		–		123 488
								123 478
								10
–	–	–		–		–		123 488

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Promotion et développement du tourisme			
Régie des installations olympiques	21 449		
Société du Centre des congrès de Québec	16 277		
Société du Palais des congrès de Montréal	33 723		
	71 449	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**71 449**	-	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement	+	Municipalités	+	Organismes à but non lucratif	+	Personnes	+	Organismes et entreprises du gouvernement	=	Total 2016	Total 2015
								21 275		**21 275**	22 298
								16 145		**16 145**	16 013
								33 450		**33 450**	33 378
–		–		–		–		70 870		**70 870**	71 689
–		–		–		–		**70 870**		**70 870**	**71 689**

TOURISME

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	21 793	21 214	20 675
Fonctionnement	15 380	15 380	20 052
Capital	22 447	22 447	15 878
Intérêt	11 829	11 829	15 084
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**71 449**	**70 870**	**71 689**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	12 082	11 922	13 079
Fonctionnement	6 277	6 277	9 172
Capital	3 821	3 821	1 219
Intérêt	576	576	406
Support	29 283	29 022	28 464
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**52 039**	**51 618**	**52 341**

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Droits et permis		
Véhicules automobiles		
Immatriculation – Droits	33 559	33 238
Transport commercial public	341	283
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A1	2 628	2 673
Frais d'inscription et de mise à jour – Catégorie A2	2 719	2 737
Frais d'inscription et renouvellement – Intermédiaires en services de transport	176	170
	39 423	39 102
Autres		
Transfert de permis	611	602
	611	602
Total des droits et permis	**40 034**	**39 704**
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Terrains et bâtisses	54	(291)
Location de terrains et bâtisses	798	660
Frais de publication – Demandes de permis	128	110
Analyse en laboratoire	25	114
Divers	108	126
	1 113	719
Intérêts		
Divers	1	4
	1	4
Amendes et confiscations		
Dépôts et cautionnements	1	99
Alcofrein	904	735
Divers	1	1
	906	835
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	5 377	1 715
Subventions d'années antérieures	1 745	792
Dépenses sous forme d'indemnités	(333)	119
	6 789	2 626
Total des revenus divers	**8 809**	**4 184**
Total des revenus autonomes	**48 844**	**43 887**

TRANSPORTS

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Entretien des chemins fédéraux		247
Total des transferts du gouvernement fédéral	–	**247**
Total des revenus	**48 844**	**44 134**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRANSPORTS

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Infrastructures et systèmes de transport					
Votés	630 400	586 326	34 863	9 210	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		12 384			
	630 400	598 711	34 863	9 210	-
PROGRAMME 2					
Administration et services corporatifs					
Votés	54 404	47 638	4 076	2 690	
Permanents	69	27		42	
Ne nécessitant pas de crédits		10 803			
	54 474	58 468	4 076	2 732	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**684 873**	**657 178**	**38 940**	**11 942**	**-**
Votés	684 804	633 964	38 940	11 900	
Permanents	69	27		42	
Ne nécessitant pas de crédits		23 187			
Total	**684 873**	**657 178**	**38 940**	**11 942**	**-**
Dépenses	635 511	657 178		1 520	
Prêts, placements, avances et autres	1 150		1 150		
Immobilisations	48 213		37 790	10 423	
Total	**684 873**	**657 178**	**38 940**	**11 942**	**-**

TRANSPORTS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Infrastructures et systèmes de transport**			
1. Transport terrestre	473 416	1 150 (1)	6 733	46 185	284 717
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
2. Transport maritime	104 528		69	703	26
Amortissement des immobilisations					
3. Transport aérien	41 598		26 851	1 163	4 108
Amortissement des immobilisations					
4. Commission des transports du Québec	10 858		60	8 114	2 047
Amortissement des immobilisations					
Total	**630 400**	**1 150**	**33 714**	**56 166**	**290 897**
PROGRAMME 2 Mission : Économie et environnement		**Administration et services corporatifs**			
1. Direction	8 672		5	7 654	716
Permanents(1)	19				18
Amortissement des immobilisations					
2. Services corporatifs	39 329		4 070	22 281	10 341
Permanents(2)	50				
Amortissement des immobilisations					
3. Planification, recherche et développement	6 403		2	5 769	549
Total	**54 474**	**-**	**4 076**	**35 704**	**11 623**

(1) Cette somme représente les coûts d'acquisition de stocks dans l'année financière.

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme vise à assurer l'amélioration, la réfection et le maintien en état des infrastructures de transport et à assurer l'exploitation des infrastructures de transport. Il vise aussi à établir les politiques et la réglementation relatives aux systèmes de transport de personnes et de marchandises, à apporter une aide financière aux organismes offrant des services de transport, à délivrer des permis de transport ou de location pour différents modes de transport et à gérer le Registre des propriétaires et exploitants de véhicules lourds.								
	129 158						5 473	
								2 833
								258
	102 801						928	
								125
	7 305						2 171	
								8 075
							637	
								1 095
–	**239 264**	–	–		–	–	**9 210**	**12 384**
Ce programme vise à fournir les divers services de direction, de soutien à la gestion des activités du Ministère. Il vise aussi à favoriser l'expertise en soutenant les activités de recherche et de développement.								
	278						20	
							2	
							2 637	
10							40	
								10 803
	50						33	
10	**328**	–	–		–	–	**2 732**	**10 803**

TRANSPORTS (*)

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
TOTAL DU PORTEFEUILLE					
Votés	684 804	1 150	37 790	91 870	302 502
Permanents	69				18
Amortissement des immobilisations					
Consommation de stocks					
Total	**684 873**	**1 150**	**37 790**	**91 870** (1)	**302 520**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 9 398 k$ à l'égard du traitement de 75 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	91 870			91 870
Fonctionnement	302 520	23 187		325 707
Créances douteuses et autres provisions	10			10
Transfert	239 592			239 592
Affectation à un fonds spécial				
Service de la dette				
Total	**633 991**	**23 187**		**657 178**

(*) Depuis le 28 janvier 2016, en vertu de l'article 9 de la Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18) et du décret 33-2016, le ministère des Transports est désigné sous le nom de ministère des Transports, de la Mobilité durable et de l'Électrification des transports.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
	239 592						11 900	
10							42	
								22 929
								258
10	**239 592**	**–**	**–**		**–**	**–**	**11 942**	**23 187**

TRANSPORTS

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Votés	626 085		
Permanents			
	626 085	–	–
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Votés	59 549		
Permanents	69		
	59 618	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	685 634		
Permanents	69		
Total	**685 703**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				4 315				630 400
–	–	–		4 315		–		630 400
				(5 145)				54 404
								69
–	–	–		(5 145)		–		54 474
				(830)				684 804
								69
–	–	–		(830)		–		684 873

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Infrastructures et systèmes de transport			
Aide à l'adaptation des taxis et autocars	2 492	782	
Aide à l'adaptation des véhicules pour personnes handicapées	9 106		
Aide aux chemins d'accès isolés	1 062		
Aide financière au réseau routier local			
Aide spécifique pour le transport adapté	108 591		
Société des Traversiers du Québec	97 655		
Soutien au déploiement des autobus électriques	4 125	4 125	
Transport aérien	7 305	5 684	
Transport maritime	5 146	300	
Transport terrestre	3 782		
	239 264	10 891	–
Programme 2 - Administration et services corporatifs			
Aide à la recherche et au développement en transport	50		
Autres	298	6	
	348	6	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**239 612**	**10 897**	–

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
		75	1 635		**2 492**	1 490
				9 106	**9 106**	8 500
	1 062				**1 062**	733
						18 381
	108 591				**108 591**	94 014
				97 655	**97 655**	89 245
					4 125	
	695	102	824		**7 305**	2 662
	4 724	122			**5 146**	5 071
3	2 139	1 640			**3 782**	4 011
3	117 211	1 939	2 459	106 761	**239 264**	224 109
		50			**50**	265
12	5	241	14		**278**	303
12	5	291	14	–	**328**	569
15	**117 215**	**2 231**	**2 473**	**106 761**	**239 592**	**224 677**

TRANSPORTS

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	45 991	45 991	37 046
Fonctionnement	45 961	45 961	42 723
Capital	18 609	18 609	18 658
Intérêt	8 364	8 364	4 238
Support	120 687	120 667	122 012
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**239 612**	**239 592**	**224 677**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

REVENUS PAR CATÉGORIES, SOUS-CATÉGORIES ET SOUS-SOUS-CATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	2016	2015
Revenus divers		
Ventes de biens et services		
Frais de perception	1 742	1 992
Divers	10	8
	1 752	2 000
Intérêts		
Aide financière de dernier recours	20 313	19 780
Divers	14	12
	20 326	19 792
Amendes et confiscations		
Frais – Chèques sans provision	215	210
	215	210
Recouvrements		
Dépenses d'années antérieures	358	304
Subventions d'années antérieures	70	617
Aide financière de dernier recours	70 320	68 842
Aide financière de dernier recours – R.R.Q.	327	494
Aide financière de dernier recours – Pensions alimentaires	17 013	17 332
Aide financière de dernier recours – Garants défaillants	1 901	2 122
Divers	(4)	21
	89 986	89 732
Total des revenus divers	**112 280**	**111 734**
Total des revenus autonomes	**112 280**	**111 734**
Transferts du gouvernement fédéral		
Autres programmes		
Participation des personnes handicapées au marché du travail	45 893	45 893
Entente relative au marché du travail	636 545	638 014
Entente sur le marché du travail – Pacte pour l'emploi	114 901	115 221
Total des transferts du gouvernement fédéral	**797 339**	**799 128**
Total des revenus	**909 618**	**910 862**

Note : Ces revenus excluent les opérations relatives aux comptes à fin déterminée sous la responsabilité du portefeuille (voir le point 4 de la partie A).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS, DÉPENSES ET INVESTISSEMENTS PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES	INVESTISSEMENTS	CRÉDITS NON UTILISÉS	EXCÉDENTS
PROGRAMME 1					
Mesures d'aide à l'emploi					
Votés	837 636	837 603		33	
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits					
	837 636	837 603	-	33	-
PROGRAMME 2					
Mesures d'aide financière					
Votés	2 993 247	2 993 247			
Permanents	11 695	11 695			
Ne nécessitant pas de crédits					
	3 004 942	3 004 942	-	-	-
PROGRAMME 3					
Administration					
Votés	454 492	454 145	346		
Permanents	30	29		1	
Ne nécessitant pas de crédits		192			
	454 521	454 366	346	1	-
PROGRAMME 4					
Travail					
Votés	33 493	30 364	342	2 788	
Permanents	2	2		1	
Ne nécessitant pas de crédits		109			
	33 495	30 474	342	2 788	-
PROGRAMME 5					
Promotion et développement de la Capitale-Nationale					
Votés	50 306	50 305	1		
Permanents					
Ne nécessitant pas de crédits		1			
	50 306	50 306	1	-	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**4 380 900**	**4 377 691**	**689**	**2 822**	**-**
Votés	4 369 173	4 365 663	689	2 821	
Permanents	11 727	11 726		2	
Ne nécessitant pas de crédits		303			
Total	**4 380 900**	**4 377 691**	**689**	**2 822**	**-**
Dépenses	4 379 562	4 377 691		2 173	
Prêts, placements, avances et autres	8		7		
Immobilisations	1 331		682	649	
Total	**4 380 900**	**4 377 691**	**689**	**2 822**	**-**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 1 Mission : Économie et environnement		**Mesures d'aide à l'emploi**			
1. Mesures d'aide à l'emploi	837 636				
2. Provision pour pourvoir, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la mise en oeuvre de l'Entente sur le marché du travail					
Total	**837 636**	–	–	–	–
PROGRAMME 2 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Mesures d'aide financière**			
1. Aide aux personnes et aux familles	2 942 837				
Permanents(1)	11 695				
2. Action communautaire	24 148				
3. Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 263				
4. Provision pour augmenter, avec l'approbation du Conseil du trésor, tout crédit pour la création de projets favorisant la conversion des prestations d'aide financière en mesure d'aide à l'emploi					
Total	**3 004 942**	–	–	–	–

(1) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise à pourvoir au financement des mesures d'aide à l'emploi. Emploi-Québec est le service public d'emploi du Québec responsable de l'information sur le marché du travail, du placement et des mesures actives d'emploi liées à la politique active du marché du travail aux niveaux national, régional, local et sectoriel. Il est également responsable de la Loi favorisant le développement et la reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre D-8.3) et de la Loi sur la formation et la qualification professionnelles de la main-d'oeuvre (RLRQ, chapitre F-5). De plus, ce programme privilégie la mobilisation et l'engagement réciproque de l'ensemble des acteurs concernés par le fonctionnement du marché du travail par le biais de l'Entente sur le marché du travail.

	12 000	825 603		33			
–	**12 000**	**825 603**	–	**33**	–	–	–

Ce programme vise à rendre accessible à toutes les personnes, qui en font la demande et qui en démontrent le besoin, des services de soutien financier par l'entremise du réseau d'Emploi-Québec. Plus précisément, il permet à des personnes de recevoir une aide financière de dernier recours égale à la différence entre leurs ressources et leurs besoins essentiels qui leur sont reconnus. Les programmes d'aide et d'accompagnement social permettent aux prestataires de recevoir un soutien et un accompagnement personnalisés dans le but d'une préparation adéquate pour participer à une mesure ou à un programme d'aide à l'emploi. En outre, ce programme contribue au financement des organismes communautaires en lien avec leur mission globale et il accorde à l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris les sommes requises pour soutenir les activités traditionnelles des membres de cette communauté. Il vise également à pourvoir en crédits le Fonds québécois d'initiatives sociales et permet la conversion des prestations d'aide financière en mesures d'aide à l'emploi.

	2 911 362	31 474					
11 695							
	4 331	19 817					
	26 263						
11 695	**2 941 956**	**51 291**	–	–	–	–	–

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 3 Mission : Soutien aux personnes et aux familles		**Administration**			
1. Direction et services à la gestion	212 076		340	54 916	60 790
Permanents(1)	10				9
Amortissement des immobilisations					
2. Centre de recouvrement	7 937			7 187	750
Permanents(2)	20				20
3. Administration des mesures d'aide à l'emploi et d'aide financière	227 490	7		96 741	18 491
4. Politiques, analyse stratégique et action communautaire	6 989			6 000	325
Total	**454 521**	**7**	**340**	**164 844**	**80 385**
PROGRAMME 4 Mission : Gouverne et justice		**Travail**			
1. Relations du travail	17 366	1	330	7 334	3 091
Permanents(1)	2				2
Permanents(2)	1				
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de l'équité salariale (3)	7 583		11	4 273	1 188
Amortissement des immobilisations					
3. Contribution financière du ministère du Travail, de l'Emploi et de la Solidarité sociale à la Commission des relations du travail	8 544				
Total	**33 495**	**1**	**341**	**11 606**	**4 281**

(1) Loi sur l'exécutif (RLRQ, chapitre E-18).

(2) Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001).

(3) Depuis le 1er janvier 2016, le projet de loi n°42 (L.Q. 2015, chapitre 15) regroupe les activités de la Commission de l'équité salariale, de la Commission des normes du travail et de la Commission de la santé et de la sécurité au travail et modifie le nom de cette dernière en celui de Commission des normes, de l'équité, de la santé et de la sécurité du travail.

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					

Ce programme vise l'administration des mesures d'aide à l'emploi, de la Commission des partenaires du marché du travail, des mesures d'aide financière, du Régime québécois d'assurance parentale ainsi que le développement des politiques d'emploi, de sécurité du revenu et d'assurance parentale. Il vise également à planifier, diriger et coordonner les ressources humaines, informationnelles, matérielles et financières essentielles à la gestion des programmes. De plus, il permet de verser au fonds du Tribunal administratif du Québec les sommes requises pour soutenir les causes reliées au Ministère. Également, ce programme vise à pourvoir au financement des activités de planification et de coordination ministérielles et de services aux citoyennes et citoyens. Il contribue au financement du Comité consultatif de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale.

	1 338	94 693					
						1	
							192
		112 251					
		664					
–	**1 338**	**207 608**	–	–	–	**1**	**192**

Ce programme vise à élaborer, mettre en oeuvre, surveiller l'application et coordonner l'exécution des politiques et des mesures en matière de conditions minimales de travail, de relations du travail et d'équité salariale.

	5 934					677	
						1	
							54
						2 110	
							55
		8 544					
–	**5 934**	**8 544**	–	–	–	**2 788**	**109**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

CRÉDITS AUTORISÉS, DÉPENSES ET AUTRES COÛTS PAR PROGRAMMES, ÉLÉMENTS ET SUPERCATÉGORIES (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES Éléments	CRÉDITS AUTORISÉS	CRÉDITS UTILISÉS			
		Investissements		Dépenses nécessitant des crédits	
		Prêts, placements, avances et autres	Immobilisations	Rémunération	Fonctionnement
PROGRAMME 5 (a) Mission : Économie et environnement		**Promotion et développement de la Capitale-Nationale**			
1. Secrétariat à la Capitale-Nationale	34 110		1	1 227	291
Amortissement des immobilisations					
2. Commission de la capitale nationale du Québec	16 196				
Total	**50 306**	**–**	**1**	**1 227**	**291**

(a) La responsabilité de ce programme est confiée au ministre responsable de la région de la Capitale-Nationale.

TOTAL DU PORTEFEUILLE

Votés	4 369 173	7	682	177 677	84 926
Permanents	11 727				30
Amortissement des immobilisations					
Total	**4 380 900**	**7**	**682**	**177 677** (1)	**84 956**

(1) La dépense de rémunération inclut une somme de 34 477 k$ à l'égard du traitement de 314 hauts fonctionnaires et membres du personnel-cadre.

SOMMAIRE DES DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES

	DÉPENSES			
	Nécessitant des crédits	+ Ne nécessitant pas de crédits	=	Total
Rémunération	177 677			177 677
Fonctionnement	84 956	303		85 259
Créances douteuses et autres provisions	11 695			11 695
Transfert	3 010 014			3 010 014
Affectation à un fonds spécial	1 093 047			1 093 047
Service de la dette				
Total	**4 377 389**	**303**		**4 377 691**

CRÉDITS UTILISÉS (suite)				=	CRÉDITS NON UTILISÉS (EXCÉDENTS)			DÉPENSES NE NÉCESSITANT PAS DE CRÉDITS
Dépenses nécessitant des crédits (suite)					Suspension du droit d'engager	Reports	Périmés (Excédents)	
Créances douteuses et autres provisions	Transfert	Affectation à un fonds spécial	Service de la dette					
Ce programme a pour objet le soutien et la promotion de la région de la Capitale-Nationale en renforçant le rôle de Québec comme capitale nationale, en contribuant à la mise en valeur de ses sites, ses monuments et ses activités, en responsabilisant les milieux locaux et régionaux dans la prise en main de leur développement social, culturel, touristique ainsi qu'économique.								
	32 591							1
	16 196							
–	**48 786**	–	–		–	–	–	**1**
	3 010 014	1 093 047			33		2 788	
11 695							2	
								303
11 695	**3 010 014**	**1 093 047**	–		**33**	–	**2 789**	**303**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

ÉVOLUTION DES CRÉDITS INITIAUX PAR PROGRAMMES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS INITIAUX		
	Votés et permanents	Votés au cours d'années antérieures	
		Reports	Votés pour une période de plus d'un an
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Votés	787 692		
Permanents			
	787 692	–	–
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Votés	2 941 379		
Permanents	5 500		
	2 946 879	–	–
Programme 3 - Administration			
Votés	454 688		
Permanents	10		
	454 698	–	–
Programme 4 - Travail			
Votés	30 705		
Permanents	1		
	30 705	–	–
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Votés	50 780		
Permanents			
	50 780	–	–
TOTAL DU PORTEFEUILLE			
Votés	4 265 244		
Permanents	5 510		
Total	**4 270 755**	–	–

CRÉDITS COMPLÉMENTAIRES			+,(-)	VIREMENTS ET TRANSFERTS DE JURIDICTION	+	CRÉDITS PERMANENTS ADDITIONNELS	=	CRÉDITS AUTORISÉS
Associés à des crédits au net	Associés à des produits d'aliénation	Alloués par décisions						
				49 944				837 636
–	–	–		49 944		–		837 636
				51 868				2 993 247
						6 195		11 695
–	–	–		51 868		6 195		3 004 942
7 250				(7 447)				454 492
						20		30
7 250	–	–		(7 447)		20		454 521
				2 788				33 493
						2		2
–	–	–		2 788		2		33 495
				(474)				50 306
–	–	–		(474)		–		50 306
7 250				96 679				4 369 173
						6 217		11 727
7 250	–	–		96 679		6 217		4 380 900

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT PAR OBJETS D'AIDE ET PAR GENRES DE BÉNÉFICIAIRES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

PROGRAMMES	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		Entreprises du secteur privé +	Établissements de santé et de services sociaux +
Programme 1 - Mesures d'aide à l'emploi			
Fonds de développement et de reconnaissance des compétences de la main-d'oeuvre	12 000	12 000	
	12 000	12 000	-
Programme 2 - Mesures d'aide financière			
Action communautaire	3 849		
Aide aux personnes et aux familles	2 911 362	64	
Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris	26 263		
Programme de soutien aux initiatives sociales et communautaires	482		
	2 941 956	64	-
Programme 3 - Administration			
Autres	1 338		
	1 338	-	-
Programme 4 - Travail			
Autres	5 934		
	5 934	-	-
Programme 5 - Promotion et développement de la Capitale-Nationale			
Aide à la Ville de Québec	26 800		
Commission de la capitale nationale du Québec	16 196		
Fonds de développement économique de la région de la Capitale-Nationale	5 791	14	
	48 786	14	-
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 010 014**	**12 078**	-

DÉPENSES DE TRANSFERT (suite)

Commissions scolaires et établissements d'enseignement +	Municipalités +	Organismes à but non lucratif +	Personnes +	Organismes et entreprises du gouvernement =	Total 2016	Total 2015
					12 000	
–	–	–	–	–	12 000	–
		3 849			3 849	3 802
	2	4 515	2 906 782		2 911 362	2 953 746
			24 458	1 804	26 263	26 425
		482			482	296
–	2	8 846	2 931 240	1 804	2 941 956	2 984 270
		338		1 000	1 338	1 780
–	–	338	–	1 000	1 338	1 780
		75		5 859	5 934	6 032
–	–	75	–	5 859	5 934	6 032
	21 800			5 000	26 800	25 100
				16 196	16 196	17 275
4	311	5 462			5 791	5 791
4	22 111	5 462	–	21 196	48 786	48 166
4	22 112	14 720	2 931 240	29 859	3 010 014	3 040 247

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

DÉPENSES DE TRANSFERT
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES DE TRANSFERT	
		2016	2015
Rémunération	10 134	10 134	10 813
Fonctionnement	6 084	6 084	6 508
Capital	6 052	6 052	5 315
Intérêt	2 589	2 589	3 928
Support	2 985 155	2 985 155	3 013 683
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**3 010 014**	**3 010 014**	**3 040 247**

DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL
VENTILATION PAR CATÉGORIES DE DÉPENSES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	CRÉDITS AUTORISÉS	DÉPENSES D'AFFECTATION À UN FONDS SPÉCIAL	
		2016	2015
Rémunération	140 234	140 234	137 389
Fonctionnement	65 482	65 482	65 331
Capital	9 954	9 954	12 111
Intérêt	482	482	343
Support	876 928	876 894	849 137
TOTAL DU PORTEFEUILLE	**1 093 080**	**1 093 047**	**1 064 311**

4. COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+ TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	= TOTAL 2016	TOTAL 2015
ASSEMBLÉE NATIONALE				
Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	4 116		**4 116**	956
Total du portefeuille	**4 116**	–	**4 116**	**956**
AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE				
Fonds de stimulation de l'infrastructure				9
Infrastructures 2005				547
Infrastructures 2008		68 803	**68 803**	64 473
Programme d'infrastructures 2015		27	**27**	
Total du portefeuille	–	**68 830**	**68 830**	**65 029**
AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION				
Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	1 603		**1 603**	5 233
Financement des programmes de gestion des risques agricoles		96 762	**96 762**	98 360
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	2 127		**2 127**	2 359
Total du portefeuille	**3 731**	**96 762**	**100 493**	**105 953**
CONSEIL EXÉCUTIF				
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11 106		**11 106** (1)	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux				86
Total du portefeuille	**11 106**	–	**11 106**	**86**
CULTURE ET COMMUNICATIONS				
Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	905		**905**	1 500
Financement des unités autonomes de service	1 118		**1 118**	1 363
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	7		**7**	888
Infrastructures 2008		16 523	**16 523**	17 709
Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal				8 500
Total du portefeuille	**2 030**	**16 523**	**18 553**	**29 960**
DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES				
Financement des unités autonomes de service				3 314
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	3 046	641	**3 687**	1 621
Total du portefeuille	**3 046**	**641**	**3 687**	**4 936**
ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS				
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 036		**1 036**	874
Programme d'infrastructure du savoir		730	**730**	5 222
Total du portefeuille	**1 036**	**730**	**1 767**	**6 095**

(1) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la création du compte à fin déterminée en 2015-2016.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+	TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015
ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE						
Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde			21 839		**21 839**	26 730
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	8 449				**8 449**	
Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis			37 739		**37 739** (2)	10 537
Formation dans les pénitenciers fédéraux			3 973		**3 973**	3 835
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	210		62		**272**	1 028
Total du portefeuille	**8 660**		**63 613**		**72 272**	**42 130**
ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES						
Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	23				**23**	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	456				**456**	390
Total du portefeuille	**479**		**–**		**479**	**390**
FINANCES						
Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence			458 219		**458 219**	458 219
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux						12
Total du portefeuille	**–**		**458 219**		**458 219**	**458 231**
FORÊTS, FAUNE ET PARCS						
Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources			1 797		**1 797**	1 997
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	4 589				**4 589**	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	387				**387**	727
Total du portefeuille	**4 976**		**1 797**		**6 773**	**2 724**
IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION						
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	6 141				**6 141**	4 663
Total du portefeuille	**6 141**		**–**		**6 141**	**4 663**
JUSTICE						
Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions			567		**567**	433
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	380				**380**	
Total du portefeuille	**380**		**567**		**947**	**433**
RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE						
Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11				**11**	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	27				**27**	
Total du portefeuille	**38**		**–**		**38**	**–**

(2) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par des investissements en immobilisations plus importants en 2015-2016.

REVENUS DES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	REVENUS DIVERS	+ TRANSFERTS DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL	= TOTAL 2016	TOTAL 2015
SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX				
Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211		**106 211**	107 969
Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736		**736** (3)	30 043
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 597		**20 597**	21 122
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	690	3 721	**4 411**	8 285
Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 127		**50 127** (4)	8 826
Total du portefeuille	**178 360**	**3 721**	**182 081**	**176 245**
SÉCURITÉ PUBLIQUE				
Administration de la Loi sur les armes à feu		4 463	**4 463**	4 948
Financement des unités autonomes de service	3 617		**3 617**	3 653
Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	2 567		**2 567**	3 062
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	761	15 353	**16 114** (5)	81 926
Total du portefeuille	**6 946**	**19 816**	**26 762**	**93 589**
TRANSPORTS				
Financement des infrastructures ferroviaires		12 790	**12 790** (6)	
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		133	**133**	383
Total du portefeuille	**–**	**12 924**	**12 924**	**383**
TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE				
Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		3 608	**3 608**	5 232
Financement du bureau d'évaluation médicale	3 457		**3 457**	2 794
Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	1 606		**1 606**	572
Total du portefeuille	**5 063**	**3 608**	**8 671**	**8 597**
TOTAL	**236 109**	**747 751**	**983 860**	**1 000 400**

(3) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par la cessation, au 1er avril 2015, de la contribution de Loto-Québec. Ce financement est maintenant assumé par le ministère.

(4) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par la hausse des dépenses admissibles relatives à la poursuite de l'informatisation du réseau de la santé et par l'attribution de dépenses admissibles relatives au Programme québécois d'adoption de dossiers médicaux électroniques.

(5) La diminution des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique principalement par une diminution des coûts de décontamination liés à la tragédie survenue le 6 juillet 2013 à Lac-Mégantic ainsi que par la baisse des dépenses de transferts dans le cadre du programme d'indemnisation des sinistrés.

(6) L'augmentation des revenus de 2016 comparativement à ceux de 2015 s'explique par des réclamations importantes soumises en 2015-2016 compte tenu de la fin de l'entente 2013-2016 pour le projet de réhabilitation des infrastructures ferroviaires des chemins de fer d'intérêt local.

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX +	ÉDUCATION ET CULTURE +
	ASSEMBLÉE NATIONALE		
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale		
	Total du portefeuille	–	–
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure		
3	Infrastructures 2005		
4	Infrastructures 2008		
5	Programme d'infrastructures 2015		
	Total du portefeuille	–	–
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION		
6	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches		
7	Financement des programmes de gestion des risques agricoles		
8	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CONSEIL EXÉCUTIF		
9	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics		905
12	Financement des unités autonomes de service		1 118
13	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		7
14	Infrastructures 2008		16 523
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal		
	Total du portefeuille	–	**18 553**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
16	Financement des unités autonomes de service		
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS		
18	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
19	Programme d'infrastructure du savoir		
	Total du portefeuille	–	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT +	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES +	GOUVERNE ET JUSTICE =	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
		4 116	**4 116**	956	1
–	–	**4 116**	**4 116**	**956**	
				9	2
				547	3
			68 803	64 473	4
68 803			**27**		5
27					
68 830	–	–	**68 830**	**65 029**	
			1 603	5 233	6
1 603			**96 762**	98 360	7
96 762			**2 127**	2 359	8
2 127					
100 493	–	–	**100 493**	**105 953**	
		11 106	**11 106**		9
				86	10
–	–	**11 106**	**11 106**	**86**	
			905	1 500	11
			1 118	1 363	12
			7	888	13
			16 523	17 709	14
				8 500	15
–	–	–	**18 553**	**29 960**	
				3 314	16
			3 687	1 621	17
3 687					
3 687	–	–	**3 687**	**4 936**	
			1 036	874	18
1 036			**730**	5 222	19
730					
1 767	–	–	**1 767**	**6 095**	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE
	ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE		
20	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde		21 839
21	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
22	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis		37 739
23	Formation dans les pénitenciers fédéraux		3 973
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		272
	Total du portefeuille	–	**63 823**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
25	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers		
26	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	FINANCES		
27	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence		
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
29	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources		
30	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION		
32	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		6 141
	Total du portefeuille	–	**6 141**
	JUSTICE		
33	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions		
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE		
35	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord		
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
						21 839	26 730	20
8 449						8 449		21
						37 739	10 537	22
						3 973	3 835	23
						272	1 028	24
8 449		–		–		**72 272**	**42 130**	
23						**23**		25
456						**456**	390	26
479		–		–		**479**	**390**	
458 219						**458 219**	458 219	27
							12	28
458 219		–		–		**458 219**	**458 231**	
1 797						**1 797**	1 997	29
4 589						**4 589**		30
387						**387**	727	31
6 773		–		–		**6 773**	**2 724**	
						6 141	4 663	32
–		–		–		**6 141**	**4 663**	
				567		**567**	433	33
				380		**380**		34
–		–		**947**		**947**	**433**	
11						**11**		35
27						**27**		36
38		–		–		**38**	–	

DÉPENSES PAR MISSIONS POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	ÉDUCATION ET CULTURE
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
37	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211	
38	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736	
39	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	20 597	
40	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	4 411	
41	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 127	
	Total du portefeuille	182 081	–
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
42	Administration de la Loi sur les armes à feu		
43	Financement des unités autonomes de service		
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques		
45	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRANSPORTS		
46	Financement des infrastructures ferroviaires		
47	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
48	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés		
49	Financement du bureau d'évaluation médicale		
50	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux		
	Total du portefeuille	–	–
	TOTAL	182 081	88 517

ÉCONOMIE ET ENVIRONNEMENT	+	SOUTIEN AUX PERSONNES ET AUX FAMILLES	+	GOUVERNE ET JUSTICE	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
						106 211	107 969	37
						736	30 043	38
						20 597	21 122	39
						4 411	8 285	40
						50 127	8 826	41
–		–		–		**182 081**	**176 245**	
				4 463		**4 463**	4 948	42
				3 617		**3 617**	3 653	43
				2 567		**2 567**	3 062	44
				16 114		**16 114**	81 926	45
–		–		**26 762**		**26 762**	**93 589**	
12 790						**12 790**		46
133						**133**	383	47
12 924		–		–		**12 924**	**383**	
		3 608				**3 608**	5 232	48
				3 457		**3 457**	2 794	49
67				1 539		**1 606**	572	50
67		**3 608**		**4 996**		**8 671**	**8 597**	
661 727		**3 608**		**47 927**		**983 860**	**1 000 400**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ASSEMBLÉE NATIONALE	
1	Revenus autonomes de l'Assemblée nationale	
	Total du portefeuille	–
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE	
2	Fonds de stimulation de l'infrastructure	
3	Infrastructures 2005	
4	Infrastructures 2008	67 877
5	Programme d'infrastructures 2015	
	Total du portefeuille	**67 877**
	AGRICULTURE, PÊCHERIES ET ALIMENTATION	
6	Financement de certaines activités en agriculture et dans le secteur des pêches	1 603
7	Financement des programmes de gestion des risques agricoles	95 483
8	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	961
	Total du portefeuille	**98 047**
	CONSEIL EXÉCUTIF	
9	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	11 000
10	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**11 000**
	CULTURE ET COMMUNICATIONS	
11	Application de la politique d'intégration des arts à l'architecture et à l'environnement des bâtiments et des sites gouvernementaux et publics	
12	Financement des unités autonomes de service	
13	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
14	Infrastructures 2008	16 523
15	Soutien à l'orchestre symphonique de Montréal	
	Total du portefeuille	**16 523**
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES	
16	Financement des unités autonomes de service	
17	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	203
	Total du portefeuille	**203**
	ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS	
18	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
19	Programme d'infrastructure du savoir	730
	Total du portefeuille	**730**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
334		3 782		**4 116**	956	1
334		**3 782**		**4 116**	**956**	
					9	2
					547	3
256		670		**68 803**	64 473	4
24		3		**27**		5
280		**673**		**68 830**	**65 029**	
				1 603	5 233	6
230		1 049		**96 762**	98 360	7
103		1 064		**2 127**	2 359	8
333		**2 113**		**100 493**	**105 953**	
		106		**11 106**		9
					86	10
–		**106**		**11 106**	**86**	
		905		**905**	1 500	11
440		678		**1 118**	1 363	12
		7		**7**	888	13
				16 523	17 709	14
					8 500	15
440		**1 590**		**18 553**	**29 960**	
					3 314	16
1 431		2 054		**3 687**	1 621	17
1 431		**2 054**		**3 687**	**4 936**	
		1 036		**1 036**	874	18
				730	5 222	19
–		**1 036**		**1 767**	**6 095**	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE	
20	Enseignement dans la langue de la minorité et enseignement de la langue seconde	18 301
21	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	8 449
22	Financement des immobilisations des commissions scolaires Crie et Kativik et de l'École des Naskapis	37 739
23	Formation dans les pénitenciers fédéraux	3 973
24	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	184
	Total du portefeuille	**68 647**
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES	
25	Financement de mesures de protection, de sécurisation, de réaménagement et de restauration de sites miniers	
26	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	FINANCES	
27	Entente administrative relative au Fonds de la taxe sur l'essence	458 219
28	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	**458 219**
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS	
29	Accessibilité aux terres de l'État à vocations faunique et multiressources	
30	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
31	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	IMMIGRATION, DIVERSITÉ ET INCLUSION	
32	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	JUSTICE	
33	Application de l'Accord relatif à la Loi sur les contraventions	
34	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	–
	RELATIONS INTERNATIONALES ET FRANCOPHONIE	
35	Financement d'activités réalisées dans le cadre du Plan Nord	
36	Formation, partenariat et organisation d'événements spéciaux	
	Total du portefeuille	–

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
138		3 400		21 839	26 730	20
				8 449		21
				37 739	10 537	22
				3 973	3 835	23
		88		272	1 028	24
138		**3 488**		**72 272**	**42 130**	
8		15		23		25
108		347		456	390	26
117		**362**		**479**	**390**	
				458 219	458 219	27
					12	28
–		–		**458 219**	**458 231**	
		1 797		1 797	1 997	29
90		4 499		4 589		30
224		163		387	727	31
314		**6 460**		**6 773**	**2 724**	
2 324		3 817		6 141	4 663	32
2 324		**3 817**		**6 141**	**4 663**	
		567		567	433	33
179		201		380		34
179		**768**		**947**	**433**	
		11		11		35
		27		27		36
–		**38**		**38**	–	

DÉPENSES PAR SUPERCATÉGORIES POUR LES COMPTES À FIN DÉTERMINÉE (suite)

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

		TRANSFERT +
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX	
37	Coûts des services de santé occasionnés par les accidents d'automobile	106 211
38	Financement de services aux personnes âgées en perte d'autonomie	736
39	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	19 099
40	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	4 154
41	Mise en œuvre du plan d'informatisation du réseau de la santé et des services sociaux	50 087
	Total du portefeuille	**180 287**
	SÉCURITÉ PUBLIQUE	
42	Administration de la Loi sur les armes à feu	
43	Financement des unités autonomes de service	
44	Financement du programme d'aide aux joueurs pathologiques	
45	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	7 316
	Total du portefeuille	**7 316**
	TRANSPORTS	
46	Financement des infrastructures ferroviaires	12 790
47	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**12 790**
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE	
48	Financement des projets pilotes pour les travailleurs âgés	3 608
49	Financement du bureau d'évaluation médicale	
50	Formation, partenariat et organisation d'évènements spéciaux	
	Total du portefeuille	**3 608**
	TOTAL	**925 248**

RÉMUNÉRATION	+	FONCTIONNEMENT	=	TOTAL 2016	TOTAL 2015	
				106 211	107 969	37
				736	30 043	38
239		1 259		**20 597**	21 122	39
		256		**4 411**	8 285	40
		40		**50 127**	8 826	41
239		**1 555**		**182 081**	**176 245**	
3 803		660		**4 463**	4 948	42
2 532		1 085		**3 617**	3 653	43
2 238		329		**2 567**	3 062	44
1 217		7 580		**16 114**	81 926	45
9 790		**9 655**		**26 762**	**93 589**	
				12 790		46
133				**133**	383	47
133		–		**12 924**	**383**	
				3 608	5 232	48
1 701		1 756		**3 457**	2 794	49
423		1 183		**1 606**	572	50
2 124		**2 939**		**8 671**	**8 597**	
18 176		**40 436**		**983 860**	**1 000 400**	

PARTIE B

FONDS SPÉCIAUX

1. RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016

Le Parlement autorise le ministre ou l'organisme responsable d'un fonds spécial, par l'approbation des prévisions annuelles de dépenses et d'investissements du fonds spécial conformément à l'article 48 de la Loi sur l'administration financière (RLRQ, chapitre A-6.001), à effectuer des dépenses et des investissements à même les sommes portées au crédit du fonds spécial. Cette approbation se fait dans le cadre de l'adoption de lois sur les crédits ou de lois particulières, notamment lors de la constitution d'un fonds spécial. Quand l'Assemblée nationale ne siège pas, un mandat spécial, émis en vertu de l'article 51 de la Loi sur l'administration publique (RLRQ, chapitre A-6.01), peut autoriser que des dépenses et des investissements soient portés au crédit des fonds spéciaux. Ces autorisations ne valent que pour l'année financière sur laquelle portent les prévisions.

À la fin de l'année financière, pour chacun des fonds spéciaux, les dépenses et les investissements réellement effectués sont comparés aux sommes approuvées par le Parlement pour cette année financière. Chacun des excédents constatés doit faire l'objet d'un rapport dans les comptes publics conformément aux dispositions de l'article 86 de la Loi sur l'administration financière. Tout solde inutilisé d'une somme approuvée de dépenses ou d'investissements est périmé. Toute somme excédentaire de dépenses ou d'investissements d'un fonds spécial sur les prévisions approuvés à cet égard est soumise à l'approbation du Parlement, lors de l'adoption des prévisions de ce fonds pour l'année financière suivant celle où cet excédent a été constaté.

Pour l'année financière terminée le 31 mars 2016, des excédents de dépenses et d'investissements des fonds spéciaux sur les sommes approuvées ont été constatés pour les fonds suivants :

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Conseil du trésor et Administration gouvernementale		
Fonds relatif à certains sinistres	—	2 644
Économie, Innovation et Exportations		
Capital Mines Hydrocarbures	2 994	—
Famille		
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	43 300	—
Forêts, Faune et Parcs		
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable territoire forestier	—	233

Portefeuilles ministériels et fonds spéciaux (en milliers de dollars)	**Excédents des dépenses**	**Excédents des investissements**
Justice		
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	—	70
Santé et Services sociaux		
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	—	1 528
Tourisme		
Fonds de partenariat touristique	2 203	—
Travail, Emploi et Solidarité sociale		
Fonds québécois d'initiatives sociales	8 969	—

Le sous-ministre des Finances,

Luc Monty

Le contrôleur des finances,

Simon-Pierre Falardeau, CPA, CA

Québec, le 19 octobre 2016

2. RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de développement des territoires	100 000	83 238	–
	100 000	**83 238**	–
Investissements			
Fonds de développement des territoires	–	–	–
	–	–	–

AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DES TERRITOIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	100 000	102 515	41 994
Autres revenus	–	–	2 244
Total des revenus	**100 000**	**102 515**	**44 238**
Dépenses			
Dépenses	100 000	83 238	44 238
Total des dépenses	**100 000**	**83 238**	**44 238**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	19 277	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**19 277**	–
Investissements	–	–	–

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds relatif à certains sinistres	1 665	1 455	–
	1 665	**1 455**	–
Investissements			
Fonds relatif à certains sinistres	3 243	5 888	(2 644)
	3 243	**5 888**	**(2 644)**

CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE

FONDS RELATIF À CERTAINS SINISTRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	650	440	570
Autres revenus	1 015	1 015	983
Total des revenus	**1 665**	**1 455**	**1 554**
Dépenses			
Dépenses	1 665	1 455	1 554
Total des dépenses	**1 665**	**1 455**	**1 554**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements avant redressements	3 243	5 888	4 322
Redressements des années antérieures	–	–	(5)
Investissements redressés	**3 243**	**5 888**	**4 317**

CULTURE ET COMMUNICATIONS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Avenir Mécénat Culture	5 000	4 273	–
Fonds du patrimoine culturel québécois	17 877	15 579	–
	22 877	19 852	–
Investissements			
Fonds Avenir Mécénat Culture	–	–	–
Fonds du patrimoine culturel québécois	–	–	–
	–	–	–

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS AVENIR MÉCÉNAT CULTURE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	5 000	5 033[1]	–
Total des revenus	**5 000**	**5 033**	–
Dépenses			
Dépenses	5 000	4 273	–
Total des dépenses	**5 000**	**4 273**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	–	760	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**760**	–
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 5 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac.

CULTURE ET COMMUNICATIONS

FONDS DU PATRIMOINE CULTUREL QUÉBÉCOIS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 709	15 689[1]	15 757
Total des revenus	**15 709**	**15 689**	**15 757**
Dépenses			
Dépenses	17 877	15 579	12 662
Total des dépenses	**17 877**	**15 579**	**12 662**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 168)	110	3 095
Surplus (déficit) cumulé au début	24 678	27 431	24 336
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**22 511**	**27 541**	**27 431**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 500 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 500 k$ en 2015).

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds vert	795 868	488 984	-
	795 868	**488 984**	-
Investissements			
Fonds vert	14 539	3 606	-
	14 539	**3 606**	-

DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

FONDS VERT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	795 295	996 672[1]	544 574
Total des revenus	**795 295**	**996 672**	**544 574**
Dépenses			
Dépenses	795 868	488 984	395 016
Total des dépenses	**795 868**	**488 984**	**395 016**
Surplus (déficit) de l'exercice	(573)	507 688	149 558
Surplus (déficit) cumulé au début	586 183	660 851	511 293
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**585 610**	**1 168 538**	**660 851**
Investissements avant redressements	14 539	3 606	3 209
Redressements des années antérieures	–	–	(504)
Investissements redressés	**14 539**	**3 606**	**2 705**

(1) Cette somme inclut 857 712 k$ provenant de droits d'émission de gaz à effet de serre (402 124 k$ en 2015), 121 849 k$ provenant d'autres droits et de permis (123 115 k$ en 2015) et 5 566 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 182 k$ en 2015).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Capital Mines Hydrocarbures	–	2 994[1]	(2 994)
Fonds du développement économique	359 981	251 616	–
	359 981	**254 610**	**(2 994)**
Investissements			
Capital Mines Hydrocarbures	–	–	–
Fonds du développement économique	–	–	–
	–	–	–

(1) Ces dépenses excluent celles liées aux quotes-parts des participations. Les prévisions des dépenses liées aux quotes-parts des participations ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

CAPITAL MINES HYDROCARBURES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS[1] 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus liés aux quotes-parts des participations	–	–	–
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	–	17	–
Total des revenus	–	**17**	–
Dépenses			
Dépenses	–	2 994	–
Dépenses liées aux quotes-parts des participations	–	1 274	–
Total des dépenses	–	**4 268**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	–	(4 251)	–
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	–	14 183[2]	–
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	–	9 932	–
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	29 752	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**39 684**	–
Investissements	–[3]	–	–

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Le fonds a commencé ses activités le 14 juillet 2015. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et passifs transférés par le Fonds du développement économique.

(3) La loi qui institue le fonds Capital Mines Hydrocarbures (L.Q. 2015, chapitre 8) prévoit des investissements de 250 000 k$ constitués de participations reliées à l'objet du fonds. Au 31 mars 2016, la valeur comptable de ces participations s'élève à 191 444 k$ dont 185 984 k$ provient des interventions transférées par le Fonds du développement économique lors de la création du présent fonds.

ECONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS

FONDS DU DEVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	234 495	109 657	183 430
Autres revenus	125 486	141 959	129 426
Total des revenus	**359 981**	**251 616**	**312 856**
Dépenses			
Dépenses	359 981	251 616	312 856
Total des dépenses	**359 981**	**251 616**	**312 856**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, au début	(2 823)	82 984	82 984
Surplus (déficit) cumulé lié aux activités, à la fin	(2 823)	82 984	82 984
Gains (pertes) de réévaluation cumulé(e)s	–	(79 031)	(87 981)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(2 823)**	**3 953**	**(4 997)**
Investissements	–	–	–

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	67 042	60 194	–
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	29 489	25 000	–
	96 531	**85 194**	–
Investissements			
Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	–	–	–
Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	–	–	–
	–	–	–

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DU SPORT ET DE L'ACTIVITÉ PHYSIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	64 472	64 911[1]	56 850
Total des revenus	**64 472**	**64 911**	**56 850**
Dépenses			
Dépenses	67 042	60 194	55 293
Total des dépenses	**67 042**	**60 194**	**55 293**
Surplus (déficit) de l'exercice	(2 570)	4 717	1 558
Surplus (déficit) cumulé au début	173 558	177 200	175 643
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**170 988**	**181 917**	**177 200**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 60 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (55 000 k$ en 2015) et 2 736 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE

FONDS POUR L'EXCELLENCE ET LA PERFORMANCE UNIVERSITAIRES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	25 000	25 000	22 000
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**25 000**	**25 000**	**22 000**
Dépenses			
Dépenses	29 489	25 000	27 002
Total des dépenses	**29 489**	**25 000**	**27 002**
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 489)	–	(5 002)
Surplus (déficit) cumulé au début	4 489	5 758	10 760
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**5 758**	**5 758**
Investissements	–	–	–

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles	251 289	157 324	-
Fonds d'information sur le territoire	119 622	114 793	-
	370 911	**272 117**	-
Investissements			
Fonds des ressources naturelles	892	291	-
Fonds d'information sur le territoire	47 377	39 897	-
	48 269	**40 189**	-

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus - Partie financée par le portefeuille ministériel	2 380	3 881	2 380
Autres revenus	239 124	146 583[1]	147 740
Total des revenus	**241 504**	**150 464**	**150 120**
Dépenses			
Dépenses	251 289	157 324	152 430
Total des dépenses	**251 289**	**157 324**	**152 430**
Surplus (déficit) de l'exercice	(9 786)	(6 860)	(2 310)
Surplus (déficit) cumulé au début	40 668	50 694	53 004
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**30 883**	**43 834**	**50 694**
Investissements	**892**	**291**	**1 092**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières de tous ces volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles, à l'exception des données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » qui sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs.

(1) Cette somme inclut 13 900 k$ provenant de droits et permis de ressources minières (20 000 k$ en 2015) et 997 k$ provenant de droits et permis sur les hydrocarbures (1 031 k$ en 2015).

ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES

FONDS D'INFORMATION SUR LE TERRITOIRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	141 850	138 242	132 321
Total des revenus	**141 850**	**138 242**	**132 321**
Dépenses			
Dépenses	119 622	114 793	113 039
Total des dépenses	**119 622**	**114 793**	**113 039**
Surplus (déficit) de l'exercice	22 228	23 449	19 282
Surplus (déficit) cumulé au début	440 167	443 877	424 595
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**462 395**	**467 326**	**443 877**
Investissements	**47 377**	**39 897**	**45 142**

FAMILLE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de soutien aux proches aidants	–	–	–
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 325 236	2 368 536	(43 300)
Fonds pour le développement des jeunes enfants	21 250	21 250	–
	2 346 486	**2 389 786**	**(43 300)**
Investissements			
Fonds de soutien aux proches aidants	–	–	–
Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	1 000	–	–
Fonds pour le développement des jeunes enfants	–	–	–
	1 000	**–**	**–**

FAMILLE

FONDS DE SOUTIEN AUX PROCHES AIDANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 249	15 119[1]	15 162
Total des revenus	**15 249**	**15 119**	**15 162**
Dépenses			
Dépenses	–	–	–
Total des dépenses	–	–	–
Surplus (déficit) de l'exercice	15 249	15 119	15 162
Surplus (déficit) cumulé au début	42 061	42 051	26 889
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**57 310**	**57 170**	**42 051**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2015).

FAMILLE

FONDS DES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS À L'ENFANCE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 325 236	2 368 536	–
Autres revenus	–	–	–
Total des revenus	**2 325 236**	**2 368 536**	–
Dépenses			
Dépenses	2 325 236	2 368 536	–
Total des dépenses	**2 325 236**	**2 368 536**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**1 000**	–	–

FAMILLE

FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES JEUNES ENFANTS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	15 139	15 068[1]	15 137
Total des revenus	**15 139**	**15 068**	**15 137**
Dépenses			
Dépenses	21 250	21 250	10 000
Total des dépenses	**21 250**	**21 250**	**10 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6 111)	(6 182)	5 137
Surplus (déficit) cumulé au début	32 856	32 848	27 711
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**26 745**	**26 666**	**32 848**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 15 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (15 000 k$ en 2015).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement	2 181	2 077[1]	–
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	2 441	2 213	–
Fonds du centre financier de Montréal	1 310	983	–
Fonds du Plan Nord	81 537	77 119	–
Fonds relatif à l'administration fiscale	891 782	854 222	–
	979 250	**936 615**	–
Investissements			
Fonds de financement	–	–	–
Fonds des générations	–	–	–
Fonds du Bureau de décision et de révision	74	57	–
Fonds du centre financier de Montréal	–	–	–
Fonds du Plan Nord	–	–	–
Fonds relatif à l'administration fiscale	–	–	–
	74	**57**	–

(1) Ces dépenses excluent celles relatives au service de la dette. Les prévisions du service de la dette ne sont pas soumises à l'approbation du Parlement.

FONDS DE FINANCEMENT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS[1] 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 349 711	1 327 803	1 292 194
Total des revenus	**1 349 711**	**1 327 803**	**1 292 194**
Dépenses			
Dépenses	2 181	2 077	1 887
Service de la dette	1 334 043	1 308 140	1 271 869
Total des dépenses	**1 336 224**	**1 310 217**	**1 273 757**
Surplus (déficit) de l'exercice	13 487	17 585	18 437
Surplus (déficit) cumulé au début	447 424	444 650	431 039
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	4 827	–
Dépenses	–	–	–
Total des redressements des années antérieures	–	4 827	–
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	447 424	449 477	431 039
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**460 912**	**467 062**	**449 477**
Investissements	–	–	–

(1) Les données de l'année financière 2015 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2016.

FONDS DES GÉNÉRATIONS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 586 000	1 452 222	1 279 354
Total des revenus	**1 586 000**	**1 452 222**	**1 279 354**
Dépenses			
Dépenses	–	–	–
Total des dépenses	–	–	–
Surplus (déficit) de l'exercice	1 586 000	1 452 222	1 279 354
Surplus (déficit) cumulé au début	6 912 388	6 938 742	5 659 388
Affectation des surplus cumulés de la Commission des normes du travail	89 000	131 231	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 587 388**	**8 522 196**	**6 938 742**
Investissements	–	–	–

FINANCES

FONDS DU BUREAU DE DÉCISION ET DE RÉVISION
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	2 241	2 217[1]	1 642
Total des revenus	**2 241**	**2 217**	**1 642**
Dépenses			
Dépenses	2 441	2 213	2 119
Total des dépenses	**2 441**	**2 213**	**2 119**
Surplus (déficit) de l'exercice	(200)	3	(477)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 754	2 670	3 147
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 554**	**2 674**	**2 670**
Investissements	**74**	**57**	**19**

(1) Cette somme inclut 8 k$ provenant de la tarification de droits, d'honoraires et d'autres frais afférents aux demandes entendues par le Bureau (5 k$ en 2015).

FINANCES

FONDS DU CENTRE FINANCIER DE MONTRÉAL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	338
Autres revenus	667	818[1]	699
Total des revenus	**667**	**818**	**1 037**
Dépenses			
Dépenses	1 310	983	1 430
Total des dépenses	**1 310**	**983**	**1 430**
Surplus (déficit) de l'exercice	(643)	(164)	(393)
Surplus (déficit) cumulé au début	2 968	3 058	3 451
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 326**	**2 893**	**3 058**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme provient de la tarification des frais pour l'examen de demandes de certificat ou d'attestation (699 k$ en 2015).

FONDS DU PLAN NORD
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	88 722	89 156[1]	74 387
Total des revenus	**88 722**	**89 156**	**74 387**
Dépenses			
Dépenses	81 537	77 119	48 524
Total des dépenses	**81 537**	**77 119**	**48 524**
Surplus (déficit) de l'exercice	7 185	12 037	25 863
Surplus (déficit) cumulé au début	85 869	111 403	85 539
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**93 054**	**123 440**	**111 403**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 57 921 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (44 131 k$ en 2015) et 19 509 k$ provenant de l'impôt des sociétés (18 904 k$ en 2015).

FINANCES

FONDS RELATIF À L'ADMINISTRATION FISCALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	891 782	854 222[1]	917 329
Total des revenus	**891 782**	**854 222**	**917 329**
Dépenses			
Dépenses	891 782	854 222	917 329
Total des dépenses	**891 782**	**854 222**	**917 329**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 683 378 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (733 863 k$ en 2015) et 170 844 k$ provenant de l'impôt des sociétés (183 466 k$ en 2015).

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	459 950	435 235	–
	459 950	**435 235**	–
Investissements			
Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	10 000	10 233	(233)
	10 000	**10 233**	**(233)**

FORÊTS, FAUNE ET PARCS

FONDS DES RESSOURCES NATURELLES - VOLET AMÉNAGEMENT DURABLE DU TERRITOIRE FORESTIER
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	186 861	187 353	201 696
Autres revenus	258 071[1]	246 664[2]	247 287
Total des revenus	**444 932**	**434 017**	**448 983**
Dépenses			
Dépenses	459 950	435 235	437 194
Total des dépenses	**459 950**	**435 235**	**437 194**
Surplus (déficit) de l'exercice	(15 018)	(1 219)	11 789
Surplus (déficit) cumulé au début	18 152	34 063	22 274
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**3 134**	**32 845**	**34 063**
Investissements	**10 000**	**10 233**	**4 048**

Note : Le Fonds des ressources naturelles, institué par la Loi sur le ministère des Ressources naturelles et de la Faune (RLRQ, chapitre M-25.2), est composé de différents volets d'activités. Les données financières du volet « Aménagement durable du territoire forestier » sont présentées, depuis 2014-2015, dans le portefeuille Forêts, Faune et Parcs. Les données financières de tous les autres volets sont cumulées et présentées dans le portefeuille Énergie et Ressources naturelles.

(1) Ce montant inclut 12 628 k$ financé par le portefeuille ministériel.

(2) Cette somme inclut 239 000 k$ provenant de droits et permis de ressources forestières (239 000 k$ en 2015).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds Accès Justice	10 397	8 821	–
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	22 771	20 798	–
Fonds des registres du ministère de la Justice	33 690	29 048	–
Fonds du Tribunal administratif du Québec	40 007	36 462	–
	106 865	**95 129**	–
Investissements			
Fonds Accès Justice	3	–	–
Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	5	75	(70)
Fonds des registres du ministère de la Justice	4 895	2 230	–
Fonds du Tribunal administratif du Québec	1 166	680	–
	5 068	**2 984**	**(70)**

JUSTICE

FONDS ACCÈS JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	1 044	544	1 399
Autres revenus	9 450	10 869[1]	9 888
Total des revenus	**10 494**	**11 413**	**11 287**
Dépenses			
Dépenses	10 397	8 821	9 048
Total des dépenses	**10 397**	**8 821**	**9 048**
Surplus (déficit) de l'exercice	98	2 593	2 239
Surplus (déficit) cumulé au début	4 364	5 329	3 090
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**4 462**	**7 922**	**5 329**
Investissements	**3**	**–**	**–**

(1) Cette somme inclut 2 370 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (2 713 k$ en 2015).

JUSTICE

FONDS D'AIDE AUX VICTIMES D'ACTES CRIMINELS
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	16 708	16 745
Autres revenus	23 973	16 422[1]	6 262
Total des revenus	**23 973**	**33 131**	**23 007**
Dépenses			
Dépenses	22 771	20 798	19 520
Total des dépenses	**22 771**	**20 798**	**19 520**
Surplus (déficit) de l'exercice	1 202	12 333	3 487
Surplus (déficit) cumulé au début	24 182	25 814	22 326
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**25 385**	**38 146**	**25 814**
Investissements	**5**	**75**	**7**

(1) Cette somme inclut 224 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral.

JUSTICE

FONDS DES REGISTRES DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	32 075	35 461	32 875
Total des revenus	**32 075**	**35 461**	**32 875**
Dépenses			
Dépenses	33 690	29 048	29 315
Total des dépenses	**33 690**	**29 048**	**29 315**
Surplus (déficit) de l'exercice	(1 616)	6 413	3 561
Surplus (déficit) cumulé au début	98 117	101 084	97 524
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**96 501**	**107 497**	**101 084**
Investissements	**4 895**	**2 230**	**1 016**

JUSTICE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU QUÉBEC
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	13 777	13 078	12 937
Autres revenus	26 224	24 793	24 469
Total des revenus	**40 001**	**37 871**	**37 406**
Dépenses			
Dépenses	40 007	36 462	36 572
Total des dépenses	**40 007**	**36 462**	**36 572**
Surplus (déficit) de l'exercice	(6)	1 409	834
Surplus (déficit) cumulé au début	8 474	10 772	10 282
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	–	–
Dépenses	–	–	(344)
Total des redressements des années antérieures	–	–	(344)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 474	10 772	9 937
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 468**	**12 181**	**10 772**
Investissements	**1 166**	**680**	**408**

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 537 000	1 506 285	–
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	215 419	190 324	–
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 000	20 000	–
	1 772 419	**1 716 608**	–
Investissements			
Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	–	–	–
Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	1 796	3 325	(1 528)
Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	–	–	–
	1 796	**3 325**	**(1 528)**

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DE FINANCEMENT DES ÉTABLISSEMENTS DE SANTÉ ET DE SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	1 537 000	1 508 800[1]	1 559 568
Total des revenus	**1 537 000**	**1 508 800**	**1 559 568**
Dépenses			
Dépenses	1 537 000	1 506 285	1 535 677
Total des dépenses	**1 537 000**	**1 506 285**	**1 535 677**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	2 515	23 891
Surplus (déficit) cumulé au début	(122 073)	(98 182)	(122 073)
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(122 073)**	**(95 667)**	**(98 182)**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 428 800 k$ provenant de l'impôt sur le revenu des particuliers (394 000 k$ en 2015), 702 000 k$ provenant de la contribution santé (733 324 k$ en 2015) et 378 000 k$ provenant d'une affectation d'une partie des transferts du gouvernement fédéral (430 000 k$ en 2015).

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS DES RESSOURCES INFORMATIONNELLES DU SECTEUR DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS[1] 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	174 435	161 583	137 652
Autres revenus	40 984	32 009	32 952
Total des revenus	**215 419**	**193 592**	**170 603**
Dépenses			
Dépenses	215 419	190 324	166 946
Total des dépenses	**215 419**	**190 324**	**166 946**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	3 268	3 657
Surplus (déficit) cumulé au début	8 568	16 107	12 476
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	26	–
Dépenses	–	–	–
Total des redressements des années antérieures	–	26	–
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	8 568	16 133	12 476
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 568**	**19 401**	**16 133**
Investissements	**1 796**	**3 325**	**1 453**

(1) Les données de l'année financière 2015 ont été retraitées pour tenir compte du redressement des années antérieures établi en 2016.

SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX

FONDS POUR LA PROMOTION DES SAINES HABITUDES DE VIE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	20 102	20 049[1]	20 083
Total des revenus	**20 102**	**20 049**	**20 083**
Dépenses			
Dépenses	20 000	20 000	10 000
Total des dépenses	**20 000**	**20 000**	**10 000**
Surplus (déficit) de l'exercice	102	49	10 083
Surplus (déficit) cumulé au début	20 118	20 112	10 029
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**20 220**	**20 161**	**20 112**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 20 000 k$ provenant de la taxe sur le tabac (20 000 k$ en 2015).

SÉCURITÉ PUBLIQUE

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds des services de police	584 697	567 484	–
	584 697	**567 484**	–
Investissements			
Fonds des services de police	19 150	6 705	–
	19 150	**6 705**	–

SÉCURITÉ PUBLIQUE

FONDS DES SERVICES DE POLICE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	279 207	265 824	265 750
Autres revenus	305 490	301 660	304 718
Total des revenus	**584 697**	**567 484**	**570 468**
Dépenses			
Dépenses	584 697	567 484	570 468
Total des dépenses	**584 697**	**567 484**	**570 468**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**19 150**	**6 705**	**16 117**

TOURISME

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds de partenariat touristique	133 774	135 977	(2 203)
	133 774	**135 977**	**(2 203)**
Investissements			
Fonds de partenariat touristique	2 631	418	-
	2 631	**418**	**-**

TOURISME

FONDS DE PARTENARIAT TOURISTIQUE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	52 039	49 760	53 345
Autres revenus	81 735	85 800[1]	83 338
Total des revenus	**133 774**	**135 560**	**136 684**
Dépenses			
Dépenses	133 774	135 977	138 065
Total des dépenses	**133 774**	**135 977**	**138 065**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	(417)	(1 382)
Surplus (déficit) cumulé au début	(2 145)	10 669	12 051
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**(2 145)**	**10 253**	**10 669**
Investissements	**2 631**	**418**	**1 273**

(1) Cette somme inclut 53 731 k$ provenant de la taxe sur l'hébergement (50 363 k$ en 2015) et 26 500 k$ provenant de la taxe de vente du Québec (26 500 k$ en 2015).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds aérien	74 646	15 704	–
Fonds de gestion de l'équipement roulant	117 118	105 014	–
Fonds de la sécurité routière	32 617	13 982	–
Fonds des réseaux de transport terrestre	3 480 298	3 421 364	–
	3 704 680	**3 556 063**	–
Investissements			
Fonds aérien	21 329	914	–
Fonds de gestion de l'équipement roulant	44 989	32 288	–
Fonds de la sécurité routière	12 879	5 998	–
Fonds des réseaux de transport terrestre	2 359 431	1 870 740	–
	2 438 628	**1 909 940**	–

TRANSPORTS

FONDS AÉRIEN
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS[1] 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	74 946	16 084	–
Total des revenus	**74 946**	**16 084**	–
Dépenses			
Dépenses	74 646	15 704	–
Total des dépenses	**74 646**	**15 704**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	300	380	–
Surplus (déficit) cumulé au début	57 100	57 617[2]	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**57 400**	**57 997**	–
Investissements	**21 329**	**914**	–

(1) Ces informations sont sur la base des résultats préliminaires du fonds.

(2) Le fonds a commencé ses activités le 1er janvier 2016. Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et passifs du service aérien du Centre de services partagés du Québec.

TRANSPORTS

FONDS DE GESTION DE L'ÉQUIPEMENT ROULANT
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	117 118	106 006	111 620
Total des revenus	**117 118**	**106 006**	**111 620**
Dépenses			
Dépenses	117 118	105 014	109 699
Total des dépenses	**117 118**	**105 014**	**109 699**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	992	1 920
Surplus (déficit) cumulé au début	8 401	10 322	8 401
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**8 401**	**11 314**	**10 322**
Investissements	**44 989**	**32 288**	**54 304**

TRANSPORTS

FONDS DE LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	39 617	13 267	21 462
Total des revenus	**39 617**	**13 267**	**21 462**
Dépenses			
Dépenses	32 617	13 982	10 746
Total des dépenses	**32 617**	**13 982**	**10 746**
Surplus (déficit) de l'exercice	7 000	(715)	10 716
Surplus (déficit) cumulé au début	29 225	29 623	18 908
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**36 225**	**28 908**	**29 623**
Investissements	**12 879**	**5 998**	**264**

TRANSPORTS

FONDS DES RÉSEAUX DE TRANSPORT TERRESTRE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	3 778 956	3 636 881[1]	3 556 516
Total des revenus	**3 778 956**	**3 636 881**	**3 556 516**
Dépenses			
Dépenses	3 480 298	3 421 364	3 197 435
Total des dépenses	**3 480 298**	**3 421 364**	**3 197 435**
Surplus (déficit) de l'exercice	298 657	215 517	359 081
Surplus (déficit) cumulé au début	2 595 342	2 389 490	2 089 226
Redressements des années antérieures			
Revenus	–	–	(67 130)
Dépenses	–	–	8 313
Total des redressements des années antérieures	–	–	(58 817)
Surplus (déficit) cumulé au début redressé	2 595 342	2 389 490	2 030 409
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**2 893 999**	**2 605 007**	**2 389 490**
Investissements avant redressements	2 359 431	1 870 740	1 908 882
Redressements des années antérieures	–	–	(67 265)
Investissements redressés	**2 359 431**	**1 870 740**	**1 841 617**

(1) Cette somme inclut 2 190 966 k$ provenant de la taxe sur les carburants (2 105 621 k$ en 2015), 986 795 k$ provenant de droits et permis relatifs aux véhicules automobiles (962 957 k$ en 2015) et 52 751 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (75 192 k$ en 2015).

RAPPORT DE L'EXCÉDENT DES DÉPENSES ET DES INVESTISSEMENTS DE CHACUN DES FONDS SPÉCIAUX SUR LES SOMMES APPROUVÉES

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	EXCÉDENTS
Dépenses			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 319	22 816	–
Fonds de développement du marché du travail	1 039 322	981 204	–
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	45 383[1]	45 383	–
Fonds de la Commission des relations du travail	13 410[1]	13 410	–
Fonds des biens et des services	83 477	64 605	–
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	24 854	13 713	–
Fonds du Tribunal administratif du travail	25 739[1]	19 197	–
Fonds québécois d'initiatives sociales	22 407	31 376	(8 969)
	1 277 910	**1 191 704**	**(8 969)**
Investissements			
Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	–	–	–
Fonds de développement du marché du travail	–	–	–
Fonds de la Commission des lésions professionnelles	1 644[1]	1 644	–
Fonds de la Commission des relations du travail	664[1]	664	–
Fonds des biens et des services	–	–	–
Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	22 000	17 843	–
Fonds du Tribunal administratif du travail	232[1]	112	–
Fonds québécois d'initiatives sociales	–	–	–
	24 539	**20 263**	–

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCLP et du FCRT sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS D'AIDE À L'ACTION COMMUNAUTAIRE AUTONOME
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	19 817	19 817	3 618
Autres revenus	3 100	3 315	19 641
Total des revenus	**22 917**	**23 132**	**23 259**
Dépenses			
Dépenses	23 319	22 816	22 722
Total des dépenses	**23 319**	**22 816**	**22 722**
Surplus (déficit) de l'exercice	(402)	316	537
Surplus (déficit) cumulé au début	2 392	2 732	2 195
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**1 990**	**3 048**	**2 732**
Investissements	–	–	–

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE DÉVELOPPEMENT DU MARCHÉ DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	912 972	989 175	992 171
Autres revenus	91 450	10 609[1]	13 241
Total des revenus	**1 004 422**	**999 784**	**1 005 412**
Dépenses			
Dépenses	1 039 322	981 204	1 002 899
Total des dépenses	**1 039 322**	**981 204**	**1 002 899**
Surplus (déficit) de l'exercice	(34 900)	18 580	2 512
Surplus (déficit) cumulé au début	56 938	32 663	30 151
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**22 038**	**51 243**	**32 663**
Investissements	–	–	–

(1) Cette somme inclut 1 297 k$ provenant de permis de qualification (1 115 k$ en 2015) et 3 608 k$ provenant de transferts du gouvernement fédéral (5 563 k$ en 2015).

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA COMMISSION DES LÉSIONS PROFESSIONNELLES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS [1]	31 décembre 2015 RÉELS (9 mois)	31 mars 2015 RÉELS (12 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	–	–	–
Autres revenus	48 117	48 117	65 723
Total des revenus	**48 117**	**48 117**	**65 723**
Dépenses			
Dépenses	45 383	45 383	65 763
Total des dépenses	**45 383**	**45 383**	**65 763**
Surplus (déficit) de l'exercice	2 734	2 734	(40)
Surplus (déficit) cumulé au début	1 339	1 339	1 379
Transferts des actifs et des passifs au Fonds du Tribunal administratif du travail	(4 072)	(4 072)	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	**1 339**
Investissements	**1 644**	**1 644**	**572**

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCLP sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles. Quant à la prévision des revenus, elle a été diminuée de l'écart entre la prévision approuvée et les revenus réels au 31 décembre 2015.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DE LA COMMISSION DES RELATIONS DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS [1]	31 décembre 2015 RÉELS (9 mois)	31 mars 2015 RÉELS (12 mois)
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	6 220	6 220	6 290
Autres revenus	7 424	7 424	9 971
Total des revenus	**13 644**	**13 644**	**16 261**
Dépenses			
Dépenses	13 410	13 410	19 070
Total des dépenses	**13 410**	**13 410**	**19 070**
Surplus (déficit) de l'exercice	234	234	(2 809)
Surplus (déficit) cumulé au début	797	797	3 605
Transferts des actifs et des passifs au Fonds du Tribunal administratif du travail	(1 031)	(1 031)	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	**797**
Investissements	**664**	**664**	**907**

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Par conséquent, les prévisions approuvées de dépenses et d'investissements du FCRT sont diminuées respectivement de ces soldes disponibles. Quant à la prévision des revenus, elle a été diminuée de l'écart entre la prévision approuvée et les revenus réels au 31 décembre 2015.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES BIENS ET DES SERVICES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	40 403	26 316	27 839
Autres revenus	43 074	42 377	42 260
Total des revenus	**83 477**	**68 693**	**70 100**
Dépenses			
Dépenses	83 477	64 605	70 012
Total des dépenses	**83 477**	**64 605**	**70 012**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	4 088	87
Surplus (déficit) cumulé au début	10 270	17 358	17 270
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**10 270**	**21 446**	**17 358**
Investissements	–	–	**365**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION DU MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DE LA SOLIDARITÉ SOCIALE
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	17 626	10 371	12 295
Autres revenus	7 228	3 343	597
Total des revenus	**24 854**	**13 713**	**12 892**
Dépenses			
Dépenses	24 854	13 713	12 892
Total des dépenses	**24 854**	**13 713**	**12 892**
Surplus (déficit) de l'exercice	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé au début	–	–	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	–	–
Investissements	**22 000**	**17 843**	**12 213**

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS DU TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS [1]	RÉELS 2016 (3 mois)	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	2 724	2 324	–
Autres revenus	18 019	18 150	–
Total des revenus	**20 743**	**20 474**	–
Dépenses			
Dépenses	25 739	19 197	–
Total des dépenses	**25 739**	**19 197**	–
Surplus (déficit) de l'exercice	(4 996)	1 276	–
Surplus (déficit) cumulé au début	5 803	5 103 [2]	–
Surplus (déficit) cumulé à la fin	**807**	**6 380**	–
Investissements	**232**	**112**	–

(1) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les prévisions de dépenses et d'investissements qui sont approuvées par le Parlement pour le FTAT pour l'exercice 2015-2016 correspondent à la somme des soldes disponibles des dépenses et investissements approuvés, pour cette même année financière, du FCLP et du FCRT. Quant à la prévision des revenus, elle correspond à l'écart entre les prévisions de revenus approuvées du FCLP et du FCRT et leurs revenus réels au 31 décembre 2015.

(2) Le surplus cumulé au début provient de l'intégration des actifs et des passifs du FCLP et du FCRT.

TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE

FONDS QUÉBÉCOIS D'INITIATIVES SOCIALES
RENSEIGNEMENTS SUR LES REVENUS, LES DÉPENSES ET LES INVESTISSEMENTS

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	PRÉVISIONS	RÉELS 2016	RÉELS 2015
Revenus			
Revenus – Partie financée par le portefeuille ministériel	21 474	31 474	20 385
Autres revenus	–	52	51
Total des revenus	**21 474**	**31 527**	**20 437**
Dépenses			
Dépenses	22 407	31 376	20 359
Total des dépenses	**22 407**	**31 376**	**20 359**
Surplus (déficit) de l'exercice	(933)	151	78
Surplus (déficit) cumulé au début	933	1 114	1 037
Surplus (déficit) cumulé à la fin	–	**1 265**	**1 114**
Investissements	–	–	–

3. SOMMAIRE DES ÉTATS FINANCIERS DES FONDS SPÉCIAUX

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
	AFFAIRES MUNICIPALES ET OCCUPATION DU TERRITOIRE		
1	Fonds de développement des territoires	102 515	83 238
	CONSEIL DU TRÉSOR ET ADMINISTRATION GOUVERNEMENTALE		
2	Fonds relatif à certains sinistres	1 455	1 455
	CULTURE ET COMMUNICATIONS		
3	Fonds Avenir Mécénat Culture	5 033	4 273
4	Fonds du patrimoine culturel québécois	15 689	15 579
	DÉVELOPPEMENT DURABLE, ENVIRONNEMENT ET LUTTE CONTRE LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES		
5	Fonds vert	996 672	488 984
	ÉCONOMIE, INNOVATION ET EXPORTATIONS		
6	Capital Mines Hydrocarbures (*)	17	4 268
7	Fonds du développement économique	251 616	251 616
	ÉDUCATION, ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET RECHERCHE		
8	Fonds pour le développement du sport et de l'activité physique	64 911	60 194
9	Fonds pour l'excellence et la performance universitaires	25 000	25 000
	ÉNERGIE ET RESSOURCES NATURELLES		
10	Fonds des ressources naturelles	150 464	157 324
11	Fonds d'information sur le territoire	138 242	114 793
	FAMILLE		
12	Fonds de soutien aux proches aidants	15 119	
13	Fonds des services de garde éducatifs à l'enfance	2 368 536	2 368 536
14	Fonds pour le développement des jeunes enfants	15 068	21 250
	FINANCES		
15	Fonds de financement	1 327 803	1 310 217
16	Fonds des générations	1 452 222	
17	Fonds du Bureau de décision et de révision	2 217	2 213
18	Fonds du centre financier de Montréal	818	983
19	Fonds du Plan Nord	89 156	77 119
20	Fonds relatif à l'administration fiscale	854 222	854 222
	FORÊTS, FAUNE ET PARCS		
21	Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier	434 017	435 235
	JUSTICE		
22	Fonds Accès Justice	11 413	8 821
23	Fonds d'aide aux victimes d'actes criminels	33 131	20 798
24	Fonds des registres du ministère de la Justice	35 461	29 048
25	Fonds du Tribunal administratif du Québec	37 871	36 462

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 102 k$ au Fonds des ressources naturelles;
- Avance de 448 k$ au Fonds d'information sur le territoire;
- Avance de 18 114 k$ au Fonds des ressources naturelles – Volet aménagement durable du territoire forestier.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2015-2016.

	ACTIFS		PASSIFS			
Excédent des revenus sur les dépenses	Avances au Fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
19 277	32 324			13 048	**19 277**	1
		88 816	88 718	98		2
760	762			2	**760**	3
110	30 023	23		2 505	**27 541**	4
507 688	349 034	985 556		166 052	**1 168 538**	5
(4 251)	331 605	210 552	500 000	2 472	**39 684**	6
		3 021 215	2 398 746	618 516	**3 953**	7
4 717	10 694	173 994		2 771	**181 917**	8
	5 758	25 000		25 000	**5 758**	9
(6 860)	48 889	28 503	102 (1)	33 457	**43 834**	10
23 449	868	498 503	448 (1)	31 597	**467 326**	11
15 119	57 142	28			**57 170**	12
		228 968	215 772	13 196		13
(6 182)	26 652	14			**26 666**	14
17 585		46 506 970	45 680 544	359 364	**467 062**	15
1 452 222		8 522 196			**8 522 196**	16
3		3 316		642	**2 674**	17
(164)	2 893				**2 893**	18
12 037	202 494	42 783	77 069	44 769	**123 440**	19
		1 892	1 892			20
(1 219)	56 939	68 385	18 114 (1)	74 366	**32 845**	21
2 593	5 864	4 980		2 922	**7 922**	22
12 333	21 509	17 027		390	**38 146**	23
6 413	118 357	4 989		15 849	**107 497**	24
1 409		19 928		7 747	**12 181**	25

Année financière terminée le 31 mars 2016
(en milliers de dollars)

	FONDS SPÉCIAUX	Revenus -	Dépenses =
	SANTÉ ET SERVICES SOCIAUX		
26	Fonds de financement des établissements de santé et de services sociaux	1 508 800	1 506 285
27	Fonds des ressources informationnelles du secteur de la santé et des services sociaux	193 592	190 324
28	Fonds pour la promotion des saines habitudes de vie	20 049	20 000
	SÉCURITÉ PUBLIQUE		
29	Fonds des services de police	567 484	567 484
	TOURISME		
30	Fonds de partenariat touristique	135 560	135 977
	TRANSPORTS		
31	Fonds aérien (*)	16 084	15 704
32	Fonds de gestion de l'équipement roulant	106 006	105 014
33	Fonds de la sécurité routière	13 267	13 982
34	Fonds des réseaux de transport terrestre	3 636 881	3 421 364
	TRAVAIL, EMPLOI ET SOLIDARITÉ SOCIALE		
35	Fonds d'aide à l'action communautaire autonome	23 132	22 816
36	Fonds de développement du marché du travail	999 784	981 204
37	Fonds de la Commission des lésions professionnelles (2)	48 117	45 383
38	Fonds de la Commission des relations du travail (2)	13 644	13 410
39	Fonds des biens et des services	68 693	64 605
40	Fonds des technologies de l'information du ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale	13 713	13 713
41	Fonds du Tribunal administratif du travail (2)	20 474	19 197
42	Fonds québécois d'initiatives sociales	31 527	31 376
	Total fonds spéciaux	**15 845 474**	**13 539 465**
	Conciliation des états financiers des fonds spéciaux avec l'annexe 2, « Informations par secteurs de reddition de comptes », présentée à la section 1, « Analyse des états financiers consolidés », du volume 1 des Comptes publics 2015-2016		
	Éliminations des opérations et des soldes réciproques entre les fonds spéciaux	(1 048 362)	(1 048 362)
	Fonds des générations (présenté distinctement dans les informations par secteurs de reddition de comptes)	(1 452 222)	
	Harmonisations des conventions comptables de certains fonds spéciaux avec celles adoptées par le Conseil du trésor	55 830	40 297
	Informations par secteurs de reddition de comptes - fonds spéciaux	**13 400 721**	**12 531 400**

(*) Ces informations sont sur la base de résultats préliminaires du fonds.

(1) Ces montants incluent des avances du fonds général liées à des transferts d'actifs nets lors de la constitution du fonds spécial :
- Avance de 9 382 k$ au Fonds des services de police;
- Avance de 43 033 k$ au Fonds aérien.

Ces avances ne font pas partie des prévisions annoncées dans le Budget de dépenses 2015-2016.

(2) Le 1er janvier 2016, le fonds du Tribunal administratif du travail (FTAT) a été institué et substitué au fonds de la Commission des lésions professionnelles (FCLP) et au fonds de la Commission des relations du travail (FCRT) en vertu de la Loi regroupant la Commission de l'équité salariale, la Commission des normes du travail et la Commission de la santé et de la sécurité du travail et instituant le Tribunal administratif du travail (L.Q. 2015, chapitre 15). Selon l'article 257 de cette loi, les actifs et les passifs du FCLP et du FCRT sont transférés au fonds du Tribunal administratif du travail.

	ACTIFS		PASSIFS			
Excédent des revenus sur les dépenses	Avances au Fonds général +	Autres actifs -	Emprunts au Fonds de financement et avances du Fonds général -	Autres passifs =	Solde du fonds	
2 515		157 795	212 032	41 429	(95 667)	26
3 268	19 855	66 907		67 361	19 401	27
49	20 152	10			20 161	28
		129 139	104 573 (1)	24 566		29
(417)	19 657	17 049	1 667	24 787	10 253	30
380	13 985	153 678	104 290 (1)	5 376	57 997	31
992	205	223 935	198 753	14 072	11 314	32
(715)	19 442	15 827	2 419	3 941	28 908	33
215 517	133 824	24 877 604	17 602 828	4 803 593	2 605 007	34
316	3 638	36		625	3 048	35
18 580	97 873	58 097		104 727	51 243	36
2 734						37
234						38
4 088	11 465	33 351	4 564	18 805	21 446	39
	1 704	54 364	52 000	4 067		40
1 276	16 942 (2)	23 945 (2)		34 508 (2)	6 380	41
151	262	10 023		9 020	1 265	42
2 306 009	1 660 810	86 275 398	67 264 533	6 571 639	14 100 036	
(1 452 222)						
15 533						
869 320						

LES *COMPTES PUBLICS 2015-2016* PRÉSENTENT LES RÉSULTATS ET LA SITUATION FINANCIÈRE DU GOUVERNEMENT DU QUÉBEC.

VOLUME 2

Le volume 2 présente des renseignements financiers sur le fonds consolidé du revenu, lequel est constitué du fonds général et des fonds spéciaux. Ce volume se divise en deux parties. La première partie expose les revenus des ministères et des organismes budgétaires, leurs crédits autorisés ainsi que les dépenses et les autres coûts imputés sur chacun de ces crédits et, finalement, les opérations financières des comptes à fin déterminée qu'ils administrent. La deuxième partie présente les revenus des fonds spéciaux, leurs dépenses approuvées et celles réalisées ainsi que leurs investissements approuvés et ceux réalisés.

Finances Québec